

La société historique du Madawaska INC.

...electeur, n'accepte
...onne après un tel refus.
HABITANT. NDSTON, N.-D.

ASSIM
râce!
ne faudrait pas éterniser
lémique au suiat

MADAW

1 Français A L'Ecole

—C'est presque une position so-
ciale de nos jours, de parler fran-
çais à la perfection.—J. Novicow.

L-G. BOUCHER, éditeur

AVEUGLES
VACHIS?

UN APPEL

Acadiens des Provinces Maritimes, des Etat
Unis, de la Province de Québec et à tous
les amis de l'Acadie.

J.-E. Michau
à l'unanimité
avec enthousiasme
de l'honneur.

aise jusqu'à max
nant mutuelle-
VERAX.

Il y a déjà pl.
du fran.

—Il n'est pas de plus grande
gloire que de combattre pour la
langue de la patrie.—Jean Dorat.

LE BRAYON



La Société Historique du Madawaska inc.

Edmundston N.-B.

C. p. 474

£3V 3L1

LE BRAYON

Volume VI no 3

juillet-septembre 1978

Sommaire

Présentation: Un hommage au journal "Le Madawaska"	1
Mot du président de la SHM, B. Bérubé	2
L'idéologie du journal "Le Madawaska", 1925-1927, par	
Georgette Desjardins, r.h.s.j.	9
— Le nationalisme acadien	11
— La vie socio-culturelle	19
— La politique fédérale et provinciale	28
— La vie économique	36
Conclusion	46
Appendices "A" et "B", biographies sommaires	48
Appendice "C", premier éditorial du journal "Le Madawaska"	49
Appendice "D", biographie de J. Gaspard Boucher	50
Bibliographie	51
Compte rendu par Georges Sirois: Ouvrage de A.-J. Savoie,	
Un siècle de revendications scolaires au Nouveau-Brunswick	Couvert

BUREAU DE DIRECTION — 1978

		Bureau	Résidence
M. Benoit Bérubé	Président	735-4886	735-8731
M. Maurice Bourque	Vice-président	735-8849	735-7652
M. Roland Cyr	Secrétaire	735-8877	735-6287
M. Carmon Dubé	Sec. à la corresp.	735-8868	739-9357
M. Adrien Bérubé	Trésorier	735-8804	735-6780
M. Eudore Lavoie	Agent d'information	735-8877	263-5941
M. Oneil Clavet	Président sortant	735-5547	735-3801
Père Rino Albert	Conseiller	263-5971	263-5971

ABONNEMENT ET COTISATIONS POUR 1978

Membres étudiants	\$ 5.00
Membres adultes	\$ 8.00
Membres adultes (couples) (deux droits de vote et une seule copie de la revue <i>Le Brayon</i>)	\$ 10.00
Membres de soutien (cotisation plus un don bénévole)	\$ 15.00
Institutions (associations, groupes, etc.)	\$ 15.00
Membres à vie	\$100.00
Municipalités	\$ 25.00
	+ un cent per capita

Faites parvenir votre chèque ou mandat de poste à l'adresse ci-dessus.

ERREUR A CORRIGER

Photo de la page couverture du Volume VI no 1

Selon M. Angus MacLean (88 ans) du foyer de Saint-Basile, le Lac de l'Est n'est pas dans la région du Lac Baker comme indiqué, mais plus à l'intérieur des terres et dans le territoire québécois et américain.

(Information recueillie par M. Eudo Daigle)

Présentation

UN HOMMAGE AU JOURNAL "LE MADAWASKA" À L'OCCASION DE SON 65^{ième} ANNIVERSAIRE DE FONDATION

L'hebdomadaire **Le Madawaska** célèbre cette année le soixante-cinquième anniversaire de sa fondation. En effet, c'est le 27 novembre 1913 que parut pour la première fois cet hebdomadaire grand format comptant alors 4 pages et qui se vendait "deux sous le numéro."

Notons en passant que cette date du 27 novembre 1913 est importante pour la presse en Acadie. Le même jour paraissait à Moncton le premier numéro d'un autre journal nouveau, **L'Acadien**. Les deux journaux avaient une politique éditoriale commune: la défense de la religion et de la langue française. Ces "bessons" eurent des fortunes diverses; **L'Acadien** cessa de paraître en 1926 tandis que **Le Madawaska** dans sa soixante-cinquième année est encore le plus grand hebdomadaire de langue française des Provinces Maritimes.

Pour souligner ce soixante-cinquième anniversaire, la Société Historique du Madawaska a cru bon de publier un numéro spécial de sa revue **Le Brayon**. Hormis le mot du président, l'ensemble du Volume VI numéro 3 est consacré à une étude de Soeur Georgette Desjardins sur "L'idéologie acadienne du journal **Le Madawaska**, de 1925 à 1927."

Originnaire de Drummond dans le comté de Victoria, Soeur Georgette Desjardins est Religieuse de l'Ordre des Hospitalières de Saint-Joseph et elle est professeur d'histoire au Centre Universitaire Saint-Louis-Maillet à Edmundston. Jusqu'en décembre dernier, elle dirigeait la revue de la Société Historique du Madawaska. Ses contributions à la recherche et à la publication sur l'histoire régionale est de première importance.

Le texte que nous vous présentons dans ce numéro est tiré du mémoire de maîtrise présenté par Sr Desjardins à la Faculté des Arts de l'Université de Moncton au cours de l'été 1978. Il comporte 4 parties qui analysent les éditoriaux de **Le Madawaska** de 1925 à 1927 sous 4 thèmes: le nationalisme acadien, la vie socio-culturelle, la politique fédérale et provinciale et la vie économique.

La rédaction

NOS DOUZE TRAVAUX D'HERCULE 1978

RAPPORT DU PRESIDENT

La mythologie de la Grèce ancienne racontait l'histoire d'un héros exceptionnel, mi-homme, mi-dieu, qui s'était rendu célèbre en accomplissant douze travaux particulièrement difficiles. Cette légende grecque des douze travaux d'Hercule a été une inspiration pour moi lorsque j'ai essayé de mettre sur papier le résumé des activités de la Société Historique du Madawaska depuis la réunion annuelle du 8 décembre 1977.

Cette année encore, la Société Historique a tenté de s'en tenir à un certain nombre de priorités dans ses activités. Nos priorités étaient fixées au nombre de six. Mais à ces six priorités-jugées essentielles par les membres du bureau de direction - venaient s'ajouter 4 autres priorités secondaires. Enfin, en réaction aux événements qui s'organisaient indépendamment ou parallèlement à nous, nous avons été obligé de nous intéresser à deux autres dossiers importants.

Si je me permets de faire un rapprochement avec les travaux d'Hercule, ce n'est pas uniquement parce que les deux sont au nombre de douze. C'est surtout parce qu'un groupe de personnes dévouées fait des efforts herculéens pour accomplir les tâches, donner une direction et maintenir le niveau de qualité de la Société Historique du Madawaska.

J'arrête ici mes comparaisons entre la S.H.M. et notre héros mi-homme mi-dieu. Pascal a dit que l'homme n'était ni ange ni bête et que le malheur voulait que celui qui veut faire l'ange fait la bête. J'aurais peur qu'à voir la S.H.M. trop près des anges ne la ramène très près des bêtes!!!

C'est à la réunion du bureau de direction du 3 mars que furent définies nos priorités pour l'année 1978. Six d'entre elles apparaissent essentielles:

- publication de quatre numéros de notre revue, **Le Brayon**

- republication de l'Histoire du Madawaska de Thomas Albert
- organisation des festivités du 25^{ième} anniversaire de la S.H.M.
- direction et administration de nos groupes de travail
- travail à la création d'une Ferme Historique Madawaskayenne
- donner un nom au musée régional.

Le Brayon

Comme c'était le cas l'année dernière, notre revue est en 1978 notre première priorité. Cette année, c'est M. Alexandre Savoie qui est le président du Comité de publication. Il est assisté de toute l'équipe qui était à l'oeuvre l'année dernière, en particulier de Sr Georgette Desjardins qui a continué à s'intéresser de près à la revue.

Dire de la revue qu'elle est notre première priorité ne signifie pas seulement qu'elle est au premier rang de nos préoccupations; c'est dire aussi qu'elle reçoit la plus grande part de notre budget. Chaque numéro coûte à la Société Historique une somme variant de \$1,300 à \$1,700. Cela représente environ \$5,500 par année, sur un budget de l'ordre de \$7,500 à \$8,000.

Il va de soi que l'on ne peut pas payer l'impression de la revue uniquement avec nos quotisations. Nous avons bénéficié le 31 mars dernier d'une aide à la publication de \$500 de la part de l'Administration des Ressources Historiques du Nouveau-Brunswick. Il nous faudra trouver d'autres sources de financement. Dans cet ordre d'idée, nous avons joint nos efforts avec ceux des autres Sociétés



PATRIMOINE MADAWASKAYEN: Le Groupe de Recherche "Film Documentaire". Afin de préparer la documentation nécessaire au tournage d'un film documentaire sur le sentiment d'appartenance et l'histoire du Madawaska, sept étudiantes et étudiants ont "arpenté" le nord-ouest de la province. Ce sont: [de gauche à droite]: Hélène Michaud, Michel Caron, Sylvie Picard qui pilotait le groupe- Micheline Albert [dos à l'appareil photo], Michel Levasseur, Marc Beaulieu [partiellement caché] et Michèle Martin.

Historiques acadiennes pour faire une demande commune auprès d'organismes ou d'associations pouvant subventionner de telles revues.

Par ailleurs, la revue rencontre également des problèmes de diffusion. Avec le concours du nouveau directeur du Conseil du développement culturel acadien, M. Maurice Léger, les trois revues publiées par des Sociétés historiques seront offertes en vente à toutes les bibliothèques de la province et elles seront publicisées de diverses autres manières. Il faut reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce sens-là.

Republication de l'Histoire du Madawaska de Thomas Albert

Le projet de re-publier L'Histoire du Madawaska faisait déjà partie de nos priorités de l'an dernier. Mais nous

n'avions pas pu terminer au cours de l'année le travail d'indexation, d'annotation, de préface et d'illustration du texte comme nous l'avions conçu. Ce travail s'est poursuivi tout au long de l'hiver et du printemps. Tant et si bien qu'à moins d'imprévus de dernière minute, la nouvelle édition devrait sortir cette année.

Ce nouveau livre comprendra une préface nouvelle. L'ensemble du texte a été annoté grâce au travail patient de Sr Georgette Desjardins et grâce à celui d'Adrien Bérubé en ce qui concerne les aspects géographiques. On trouvera également en fin de volume une bibliographie très complète sur le Madawaska ainsi que deux index, l'un de noms propres et l'autre un index analytique.



PATRIMOINE MADAWASKAYEN: Le Groupe de travail sur les hôtels anciens. Cinq étudiantes et étudiants ont monté des dossiers descriptifs, historique, architecturaux et anecdotiques sur les hôtels anciens du Nord-Ouest. Ces étudiants sont de gauche à droite: Michel Lee, Denise Suzanne Daigle, Margot Albert [chef du groupe], Guy Laboissonnière et Lucie Albert.

(Photo: Ronald Fournier)



Deux enquêteurs du Groupe Hôtels Anciens: Michel Lee et Denise Suzanne Daigle. Le groupe a pu recenser 47 hôtels anciens dans le territoire compris entre Kedgwick et Connors, en passant par le Grand-Sault. Malgré le travail effectué avec une centaine d'informateurs, le groupe n'a pu faire plus qu'ébaucher la recherche dans ce domaine, tant la matière est abondante.

(Photo: Ronald Fournier)

Festivités du 25ième anniversaire de la S.H.M.

Notre Société existe depuis 25 ans cette année, comme vous le savez sans doute. Elle a été fondée le 6 septembre 1953.

Afin de souligner comme il se doit cet événement, le bureau de direction s'est penché sur un certain nombre d'activités possibles. Entre autres, nous avons pensé rassembler tous les membres fondateurs encore vivants afin de les honorer de façon particulière, de faire le lancement de l'**Histoire du Madawaska** revue et annotée, d'organiser une expédition dans la région avoisinant Notre-Dame-de-Lourdes pour retrouver la croix plantée par Monseigneur Plessis (laquelle existait encore en 1920). Nous avons communiqué avec tous les membres fondateurs et certains nous ont fourni des idées intéressantes, comme d'organiser une journée de radio telle qu'elle aurait pu exister en 1952-1953, faire un concours dans les écoles sur un sujet historique, etc.

La tâche devenait herculéenne. C'est pourquoi nous avons confié la responsabilité de former un comité des fêtes du 25ième anniversaire à Carmon Dubé, notre secrétaire à la correspondance. Il s'acquitte de sa tâche avec enthousiasme; il a convaincu Pierre Fournier et Gilles Nadeau de se joindre au Comité.

Direction et Administration de nos Groupes de Travail

Au cours de l'été, pas moins de trente-six personnes travaillent à temps plein pour la Société Historique, dans le cadre de six groupes de travail.

L'un de ces groupes est à réaliser l'index du journal **Le Madawaska** pour les années 1913 à 1945. On parle beaucoup de l'importance du livre de Thomas Albert pour l'histoire du Madawaska. Mais trop peu de personnes songent au fait que le plus grand livre d'histoire du Madawaska qui ait été publié jusqu'à ce jour, c'est le journal **Le Madawaska** lui-même qui fête cette année le 65ième anniversaire de sa fondation. La seule période de 1913 à 1945 qui est couverte par l'indexation présentement en cours représente environ 15,000 pages. Dans ces pages, l'on retrouve la grande et la petite histoire du Madawaska, comme une image privilégiée des hommes et des femmes, des faits et gestes, des mentalités et de l'idéologie de notre coin de pays à cette époque.



A l'oeuvre, pour l'indexation, Lise Morin. La direction du journal **LE MADAWASKA** a gracieusement fourni les copies des journaux physiques et le groupe d'indexation qui faisait les années 1913 à 1945 a servi de moniteur. L'ensemble des deux groupes a pu travailler dans une suite de locaux fournis par le Centre Universitaire St-Louis-Maillet.
(Photo: Ronald Fournier, aussi trésorier de cette réalisation)



PATRIMOINE MADAWASKAYEN: Le Groupe de travail Indexation du Journal **LE MADAWASKA** [1946-1955]. Sept étudiantes et étudiants ont poursuivi tout au cours de l'été l'indexation du journal **LE MADAWASKA** pour les années 1946 à 1955. Il s'agit de Robert Gagnon, Suzanne Bossé-Caron, Roseline Gagnon, et [debouts] Anne-Marie Sirois, Lise Morin [chef du groupe] et Janet Crook. Hélène Boucher était absente au moment de la photo.

(Photo: Ronald Fournier, aussi trésorier de cette réalisation)

Un autre groupe de travail est à mettre sur pied le **CEDEM**, le Centre de Documentation et d'Etudes Madawaskayennes. Indépendamment du travail de recherche de documents et photos, de reproduction, de classification et d'indexation du matériel recueilli, par le groupe de travail sous la direction de Kenneth Babin, la Société Historique avait à créer le Centre comme institution.

Il fallait le loger, le faire connaître, lui assurer une direction et une survie après le projet. Plusieurs de nos réunions de bureau de direction ont porté exclusivement sur ce sujet. Il nous a fallu négocier avec le Comité de Bibliothèque du Centre Universitaire Saint-Louis-Maillet, conformément à une résolution de l'Assemblée annuelle. Cette négociation nous a permis de bénéficier d'une salle dans la bibliothèque même du Centre Universitaire pour loger notre **CEDEM**.



Micheline Albert agit comme secrétaire du Groupe Film. Les entrevues ont été dans la plupart des cas enregistrées sur cassettes puis transcrites sur papier, afin d'être annexées au rapport final.

(Photo: Ronald Fournier)



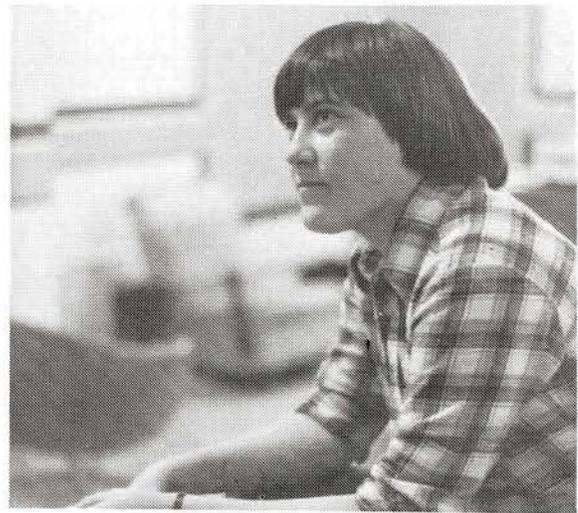
Hélène Michaud, Michel Caron, et Sylvie Picard "épluchent" des documents. Le groupe de recherche a résumé un grand nombre de documents, interviewé 138 informateurs-clefs, visité des sites dans toutes les paroisses et préparé un volumineux rapport de recherche.

(Photo: Ronald Fournier)

Ensuite, pour donner au Centre de Documentation toute l'importance qui lui revenait, nous avons songé à mettre sur pied un Comité Consultatif. Dans tout ce travail, il faut souligner l'effort d'un autre Hercule, en la personne de Maurice Bourque qui a convaincu des représentants de la plupart des municipalités du Nord-Ouest ainsi que de l'Administration des Ressources Historiques à s'intéresser à notre projet.

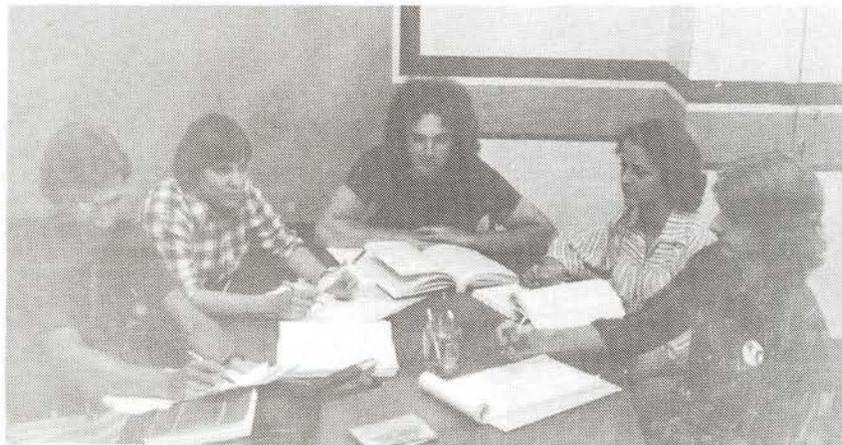
Dans un deuxième temps, nous avons essayé d'avoir une approche encore plus globale. C'est ainsi que nous en sommes venus à négocier un contrat en bonne et dûe forme avec l'Université pour la création de cette nouvelle institution - le CEDEM. Ici encore, il faut rendre hommage à Maurice Bourque, qui a négocié pour la Société Historique, et à M. Gérard Lavoie, bibliothécaire en chef du Centre Universitaire Saint-Louis-Maillet, dont l'intérêt pour le Centre de Documentation n'a pas cessé d'en faire un de ses ardents défenseurs.

Il faut enfin parler de notre projet d'été nommé Patrimoine Madawaskayen subventionné par le Secrétariat d'Etat dans le cadre de son programme de Service Communautaire Etudiant. L'ensemble de la réalisation d'une durée de 12 semaines a reçu une subvention de \$44,928, permettant l'embauche de 24 étudiants. En pratique, Patrimoine Madawaskayen est un nom chapeau pour quatre



Lise Ouellette, directrice du Groupe Sondage. Suivant un échéancier très précis, le groupe sondage a conçu un questionnaire important [21 pages]; il a ensuite mené 610 entrevues dans le "territoire Z" [entre Connors et Saint-Martin de Restigouche]; il a procédé au codage et à la perforation des cartes d'ordinateur pour obtenir un choix de 1400 tableaux regroupant les variables entre elles. Enfin après avoir analysé ces données, le groupe spécialement dynamique a rédigé le rapport final du sondage le plus important qui ait été fait dans la région sur cette préoccupation ancienne.

(Photo: Ronald Fournier)



PATRIMOINE MADAWASKAYEN: Le Groupe Sondage sur le Sentiment d'Appartenance. Une équipe de 5 étudiantes et étudiants a abattu une belle besogne en réalisant un sondage régional. Ce sont [de gauche à droite]: Claude Saintonge, Lise H. Ouellette [directrice du groupe], André Leclerc, Anne-Marie Ouellet et Serge Thibodeau.

(Photo: Ronald Fournier)

petits groupes de travail dont la responsabilité est de:

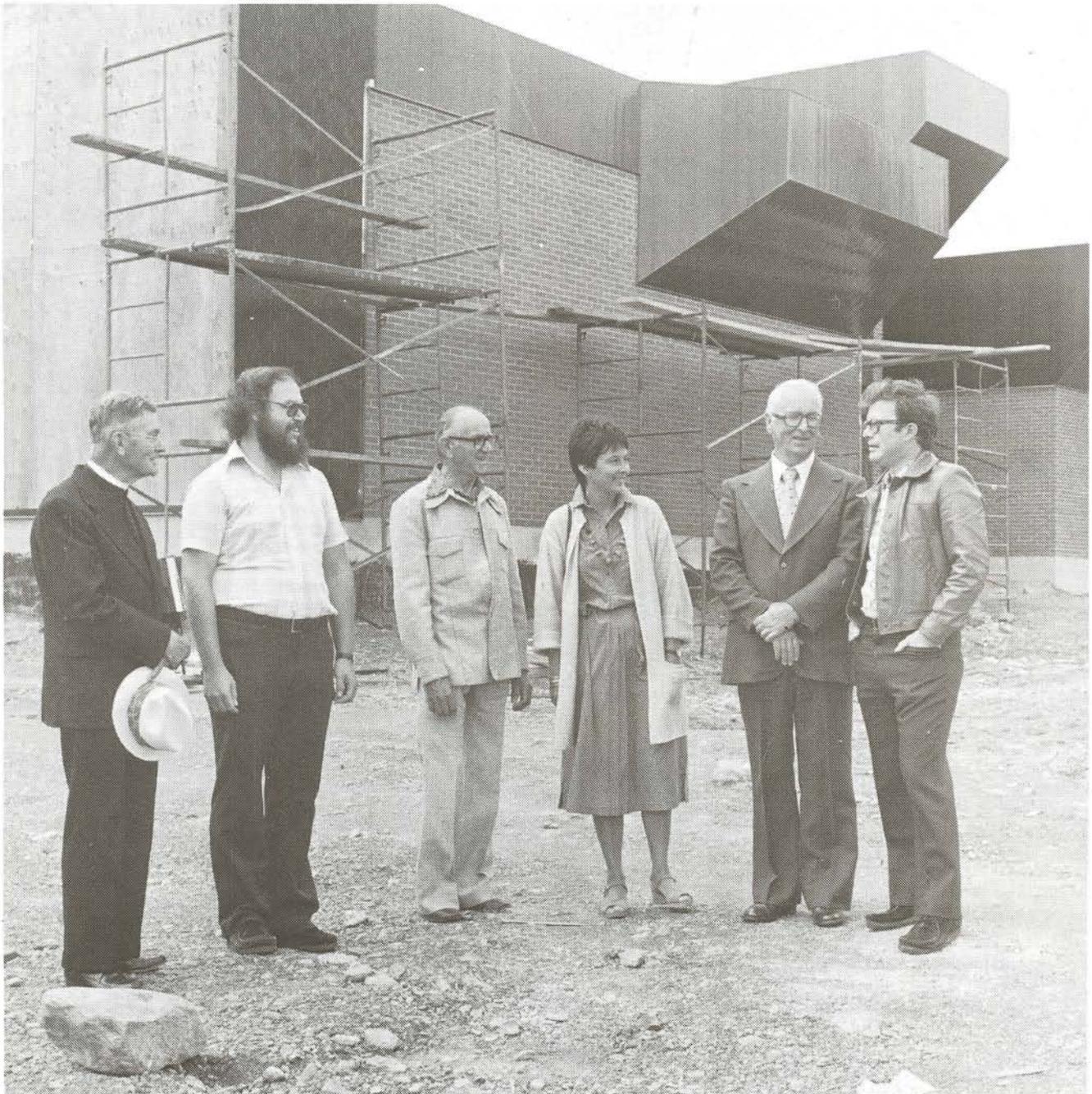
- 1 - poursuivre l'indexation du journal *Le Madawaska* de 1946 à 1955,
- 2 - faire l'historique des hôtel anciens de la région,
- 3 - monter la documentation de recherche pour un film documentaire sur l'histoire du Madawaska,
- 4 - faire un sondage régional sur le sentiment d'appartenance.

Les travaux ont débuté le 5 juin et se sont terminés le 25 août. La masse des informations recueillies sera diffusée de

différente manière tout au cours de l'année à venir.

Une Ferme Historique de la région

L'entente signée par la Société Historique du Madawaska et le Gouvernement du Nouveau-Brunswick en mai 1974 prévoyait deux engagements de la part du Gouvernement. Il s'agissait d'une part de construire en deuxième priorité provinciale un musée régional au Madawaska (avant l'entente, ce musée était en sixième priorité), et d'autre part, le Gouvernement s'engageait à créer un parc historique, c'est-à-dire une ferme historique du Madawaska.



Devant l'édifice presque complété du musée régional, le jury du concours du nom et quelques membres du bureau de direction de la S.H.M. [de gauche à droite]: Mgr Ernest Lang, membre du jury, Benoît Bérubé, président de la S.H.M., Louis Castonguay [St-Quentin], membre du jury, Jadette Laliberté [graphiste à la revue *Antenne*]

[Québec], membre du jury, René Fournier [Edmundston] membre jury, et Maurice Bourque, vice-président de la Société Historique, et organisateur du concours. Absent au moment de la photo, M. Nelson Lynch [Grand-Sault], autre membre du jury.

(Photo: Studio Laporte, Edmundston)

Pour sa part, la Société Historique du Madawaska s'engageait à respecter le déménagement de la maison Camille Thibodeau au Village Acadien et à supporter l'Administration des Ressources Historiques du N.-B. dans la réalisation des deux projets ci-haut mentionnés.

Le Musée régional est en bonne voie de réalisation.

Qu'en est-il maintenant de notre Ferme Historique?

C'est pour préciser ce concept et voir à sa réalisation dans les plus brefs délais que la S.H.M. en a fait une de ses priorités. Un comité de 5 membres a été mis sur pied, formé des personnes suivantes: Conrad Soucy, président; Dr. Gérard Giroux, Mad. Colette Lavoie, M. Florian Ouellette et M. Guy Landry. Le Comité s'est réuni à deux reprises et compte se réunir tous les mois afin de présenter une proposition concrète dès le mois d'octobre 1978.

Un Nom pour le Musée Régional

Cette sixième priorité doit trouver sa réalisation par voie d'un concours. La responsabilité de l'organisation de ce concours devrait revenir à Me Bourque, qui s'était chargé avec un succès retentissant de l'organisation d'un concours de photos anciennes l'an dernier.

Un jury formé de Mgr Ernest Lang, historien, de M. Louis Castonguay, grand connaisseur de folklore originaire de Saint-Quentin, de M. Nelson Lynch, directeur de la polyvalente Thomas Albert du Grand-Sault, de M. René Fournier, autrefois surintendant du Conseil Scolaire du Madawaska et de Madame Jadette Laliberté, graphiste à la revue Antenne du Ministère des Communications du Québec, s'est déjà rencontré pour faire ses recommandations. Près de 500 noms ont été soumis par quelque 232 participants.

Quatre priorités mineures

Nous ne nous attarderons pas aux quatre autres priorités sinon pour les nommer. Il s'agit de:

- 1- faire du recrutement pour des nouveaux membres
- 2- préparer le deuxième centenaire du Nouveau-Brunswick et de l'arrivée des premiers colons au Madawaska (Ces fêtes seront organisées en 1984)
- 3- acquérir la propriété intellectuelle du mythe de la République du Madawaska pour le développer sur le plan commercial.
- 4- développer nos relations avec les autres sociétés historiques ainsi que les agences gouvernementales qui s'occupent d'histoire.

Deux travaux supplémentaires

Notre activité ne peut être planifiée sans tenir compte de l'actualité qui nous sollicite dans telle ou telle direction. C'est ainsi qu'à deux reprises, nous avons dû faire place dans nos priorités à deux activités, deux engagements supplémentaires.

Halte à l'Urbanisation Sauvage!

C'est avec ce titre, huit photos anciennes et un mémoire important que la Société Historique du Madawaska est entrée en action au cours de la dernière semaine d'avril pour tenter d'arracher du pic des démolisseurs l'édifice de l'Hôpital Sanita dont le docteur Guy Savoie était le dernier propriétaire. Cette levée de boucliers de la part de la S.H.M. venait de l'annonce faite dans les journaux la semaine précédente que la maison Savoie avait été vendue à un groupe de promoteurs de Halifax en vue d'en faire un stationnement à proximité du "complexe multifonctionnel" en construction dans le centre-ville d'Edmundston.

Notre mémoire ne demandait rien d'autre au Conseil municipal d'Edmundston que de refuser le permis de démolition, étant donné le caractère hautement historique de cet édifice. En effet, cette maison date des années autour de 1882. Elle avait été construite par M. Lynott, de Saint-Basile, député à l'Assemblée législative. Plus tard, elle servit de résidence au curé d'Amours, le fondateur de la paroisse de l'Immaculée-Conception d'Edmundston. Elle servit également de résidence à Mgr Conway vers 1935. En 1941, Madame Olida Michaud acheta la maison et la transforma en hôpital, l'Hôpital Sanita. Des médecins célèbres y ont exercé leur art: P.C. Laporte, A.M. Sormany, J.-B. Gaudreau et le Docteur E. A. Martin.

A notre demande, le journal *Le Madawaska* fit paraître dans son édition du 26 avril 1978 les photos de quelques-unes des démolitions importantes qui ont frappé Edmundston et sa proche région: l'ancien Hôtel de Ville d'Edmundston, en 1948; le Couvent des Filles de la Sagesse, en 1960; l'ancien Bureau de Poste, en 1966; l'ancien Palais de Justice, en 1968; la Maison Rice, construite en 1820, démolie en 1976, sans oublier le Pont Couvert de Saint-Jacques démolie en 1972.

L'impact de notre intervention, bien que grand, sera-t-il suffisant pour sauver l'Hôpital Sanita?

Quoi qu'il en soit, il faudra considérer toute la question des édifices historiques en priorité au cours des années à venir.

Lancement au Colloque du C.P.D.C.

Enfin, il faut mentionner notre participation au Colloque provincial du Conseil Provincial de Diffusion de la Culture acadienne qui se tenait cette année du premier au 4 juin, à Edmundston. La fédération amicale des sociétés historiques francophones a maintenant un représentant au Conseil d'Administration de cet organisme et un atelier sur l'histoire a été organisé dans le cadre du colloque.

Notre participation consistait également à lancer le dernier numéro de notre revue, en même temps que se faisait la cérémonie de lancement de *Reste Dans Ta Cour*, le rapport d'enquête sur le sexisme dans les manuels scolaires, oeuvre du Comité Permanent sur le Statut de la Femme au Madawaska, et en même temps que la présentation officielle du livre d'Alexandre Savoie: *Un Siècle de Revendications Scolaires*.

- 1 — Quatre numéros de **Le Brayon**
- 2 — Re-publication de **L'Histoire du Madawaska** de Thomas Albert
- 3 — Célébration de notre 25ième anniversaire de la S.H.M.
- 4 — Direction et Administration de six groupes de travail:
 - Indexation de Le Madawaska 1913-1945
 - Création du CEDEM (Centre d'Etudes et de Documentation du Madawaska)
 - Patrimoine Madawaskayen:
 - 1 — Indexation de **Le Madawaska** 1946-1955
 - 2 — Historique des Hôtels Anciens de la région
 - 3 — Recherche en vue d'un film documentaire
 - 4 — Sondage sur le sentiment d'appartenance

- 5 — Travail à la création d'une Ferme Historique Madawaskayenne
- 6 — Donner un nom au Musée régional
- 7 — Recrutement de nouveaux membres
- 8 — Préparation de projets pour le 200ième anniversaire du N.-B.
- 9 — Acquisition de la propriété intellectuelle du mythe de la République
- 10 — Développement des relations avec les autres sociétés historiques et les agences gouvernementales s'occupant d'histoire
- 11 — Travail à la conservation de l'Hôpital Sanita
- et 12 — Participation au Colloque du C.P.D.C.

Voilà ce que j'appelle les douze travaux herculéens de la Société Historique du Madawaska. A vous d'en juger!

Benoit Bérubé, président

INTRODUCTION

L'IDEOLOGIE ACADIENNE DU JOURNAL "LE MADAWASKA", 1925-1927

Par Soeur Georgette Desjardins, r.h.s.j.

Né du besoin des hommes de communiquer leurs opinions, des informations, de la publicité même, la presse écrite fait en général son apparition dans un milieu où la population est suffisamment progressive pour sentir le besoin de compléter les échanges oraux par des moyens d'expression propres à rejoindre plus de gens. Il suffit alors d'une initiative, parfois bien modeste, pour que soit lancé un journal. Celui-ci établira graduellement un réseau de relations écrites, reflets souvent fidèles des moeurs et coutumes, des valeurs sociales, culturelles, économiques et politiques d'un groupement humain.

L'honneur d'avoir publié le premier journal en Amérique du Nord revient probablement à la dynamique colonie de Massachussets qui, une vingtaine d'années à peine après sa fondation, trouve le moyen d'imprimer un journal dès 1639. Dans le territoire du Canada actuel, c'est à Halifax, jeune capitale anglaise de l'ancienne Acadie française, que paraît le premier journal, en 1752. Ce n'est qu'au début du dix-neuvième siècle que les Canadiens français de la vallée du Saint-Laurent sortent leur journal, *Le Canadien*, en 1806; c'est la meilleure arme politique dont ils disposent contre le "British Party". Finalement, les Acadiens ont, à partir de 1867, le *Moniteur Acadien*, "première publication qui dura assez longtemps pour laisser des traces."⁽¹⁾

Ces journaux et autres imprimés, qui circulent en Amérique depuis le 17^e siècle, constituent une mine de renseignements. Ce n'est donc pas sans raison que les chercheurs contemporains s'intéressent de plus en plus aux publications du passé. Voilà également ce qui motive cette étude sur l'idéologie du journal *Le Madawaska* d'il y a cinquante ans.

Cet hebdomadaire, qui paraît pour la première fois le 27 novembre 1913 à Edmundston, N.-B., est dû à l'initiative de deux Acadiens madawaskayens, maître Maximilien-H. Cormier⁽²⁾ et le docteur Albert.-H. Sormany⁽³⁾ Propriété de la Compagnie d'Imprimerie du Madawaska administrée en 1913 par G.-E. Dion, le journal ne compte que quatre pages à ses débuts et se vend \$0.02 l'exemplaire; un abonnement d'un an coûte \$1.00 au Canada et \$1.50 à l'étranger.

Dans leur premier éditorial,⁽⁴⁾ les fondateurs du *Madawaska* expliquent les motifs qui ont présidé au lancement de cet hebdomadaire ainsi que leur objectif premier.

Eloigné des autres groupes de langue française, il était bien difficile pour nous, sans le journal, de créer cet esprit d'association, cette communion d'idées si nécessaires à l'avancement matériel et intellectuel des nôtres, le long de la rivière Saint-Jean.⁽⁵⁾

L'éditorial présente ensuite un programme révélant l'orientation idéologique du journal. Il propagera des idées saines et morales, conformes aux enseignements de l'Eglise catholique. La cause française au Canada, le respect des droits acquis des minorités comptent parmi les principaux objectifs du *Madawaska*. Les fondateurs de cet hebdomadaire souhaitent rejoindre toutes les couches sociales dont la plus populeuse et importante, la classe agricole. La culture de l'âme et de l'intelligence sera également une grande préoccupation des directeurs. "Nous manquerons notre but si nous ne donnons pas place prépondérante à cette question, dont on a dit que c'est le levier de la race."⁽⁶⁾ Un

appel est lancé à la population parmi laquelle on espère trouver de "vrais patriotes" qui sauront collaborer à la formation d'une génération "plus instruite et plus digne des nobles sacrifices de nos ancêtres".⁽⁷⁾

Ce premier éditorial du *Madawaska* déclare que le journal n'est pas au service d'un parti politique; cependant la rédaction se garde le droit de louer ou de critiquer les actes publics des gouvernants.

Notre étude ne porte pas sur les premières années du journal même s'il serait intéressant de découvrir comment la première équipe de rédacteurs a accompli le programme qu'elle s'est fixé en novembre 1913. Nous croyons cependant qu'il est préférable de donner la chance au temps de faire son oeuvre et aux hommes de faire leur apprentissage. De plus, *Le Madawaska* vient de naître lorsqu'éclate la guerre 1914-1918. Pendant de longues années, les faits militaires et les tensions internationales font la manchette des journaux. Les séquelles de ce premier conflit mondial se répercutent jusqu'au début de la deuxième décennie du 20^e siècle. Ces événements n'ont probablement pas favorisé les rédacteurs du *Madawaska* dans la réalisation des objectifs fixés en 1913.

Nous avons décidé de centrer ce travail sur des années plus propices à l'éclosion d'un journalisme actif et engagé et suffisamment expérimenté pour émettre des opinions et des commentaires sur des sujets divers. Pourquoi 1925 à 1927? D'abord, ce choix situe notre recherche à une période vieille d'un demi-siècle; ce recul dans le temps est suffisamment long pour permettre une analyse valable, croyons-nous. De plus, ces années sont denses en faits politique, économique et social au niveau de l'Acadie, du Nouveau-Brunswick et du Canada. Cette période offre aux journalistes de nombreuses occasions de travailler dans la ligne de leurs objectifs et de leur programme.

En 1925, le journal *Le Madawaska* a douze ans. Il compte maintenant de six à huit pages et se vend \$0.05 la copie; le taux d'abonnement est de \$1.50 au Canada et de \$2.00 à l'étranger. De janvier 1925 à avril 1926, J.-Gaspard Boucher assume la fonction de rédacteur-en-chef tout en étant copropriétaire avec Alphonse Chiasson. Au départ de ce dernier pour Lamèque en février 1926, J.-G. Boucher⁽⁸⁾ devient le propriétaire-éditeur du journal. Ses collaborateurs signent: Habitant, Civis, Verax, d'Erlanges, E.B., E.P., P.V., et A.L.B. Chaque semaine, G.N. Tricoche publie dans la rubrique "Variétés" des articles sur des sujets divers. Soulignons que l'éditorial occupe une place de choix, à la première page jusqu'au 17 mars 1927, à la troisième par la suite. Autre détail révélateur: en sous-titres sous le nom du journal, deux idées clefs apparaissent à partir du 17 mars 1927: "C'est presque une position sociale de nos jours, de parler français à la perfection" et "Il n'est pas de plus grande gloire que de combattre pour la langue de la patrie."

Le Madawaska réserve de grandes sections au FOYER et à la PAGE AGRICOLE; il transmet également des renseignements sur les grands événements mondiaux. On retrouve fréquemment des articles puisés dans l'*Action Catholique*, le *Soleil*, le *Droit* et le *Devoir*, ainsi que dans l'*Evangeline*.

Venons-en maintenant au but spécifique de cette recherche. Quelle était l'idéologie véhiculée par *Le Madawaska* il y a un demi-siècle? Etait-ce une idéologie axée

sur la réalité acadienne? Le journal interprétait-il les activités et la vie des francophones du Nouveau-Brunswick avec une mentalité acadienne ou canadienne-française? ou peut-être même madawaskayenne?

Notre étude se fera en quatre temps. L'historique de l'éveil et de l'évolution du nationalisme acadien depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle constituera la matière du premier chapitre. Une attention particulière sera accordée aux structures nationales originales que se donnent alors les Acadiens et nous verrons si *Le Madawaska* s'y est intéressé. La deuxième partie portera sur la vie socio-culturelle de la population madawaskayenne pendant la deuxième décennie du vingtième siècle. Se rapproche-t-elle de la vie du reste de la population française du Nouveau-

Brunswick? Les mentalités québécoise ou américaine exercent-elles une influence au Madawaska? Au troisième chapitre, il sera question de la politique fédérale et provinciale. Quelle est l'attitude des rédacteurs du *Madawaska* dans ce domaine? S'il est vrai que la majorité des Madawaskayens ne se considèrent pas Acadiens, est-ce le journal régional entretient cette mentalité ou essaie-t-il de la changer? Un régionalisme "républicain" est-il perçu dans *Le Madawaska*? Dans la dernière étape de cette étude, nous ferons une analyse de la vie économique au Madawaska dans les années 1920, telle que l'on peut le faire par le journal. Quel secteur de l'économie intéresse plus particulièrement les rédacteurs? Quelles sont leurs plus grandes préoccupations? Quelle doctrine économique semble dominer aux bureaux du *Madawaska*?

REFERENCES

- 1 R. Lacerte, *Etat des recherches sur la presse française en Acadie*, dans *Les Cahiers de la SHA*, Vol. VI, no 1, mars 1975, p. 26.
- 2 Appendice A
- 3 Appendice B
- 4 Appendice C
- 5 Editorial, 27 novembre 1913.
- 6 Ibidem.
- 7 Ibidem.
- 8 Appendice D

LE NATIONALISME ACADIEN

Il serait difficile de comprendre les tendances idéologiques du journal *Le Madawaska* si, au préalable, nous ne prenions pas le temps de jeter un regard rétrospectif sur l'évolution de la vie francophone au Nouveau-Brunswick depuis son intégration dans celle du Dominion du Canada en 1867.

Très tôt, les catholiques du Nouveau-Brunswick apprennent que l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne garantit pas le maintien de ce qu'ils croyaient être des droits acquis. La législation en matière scolaire ayant été laissée aux provinces, le parlement du Nouveau-Brunswick vote en 1871 une loi créant l'école neutre. Seule, à l'avenir, l'école publique non-confessionnelle recevra des subsides du gouvernement de Fredericton. L'application de cette loi soulève une tempête de protestations parmi les catholiques de la province. C'est toutefois vainement que l'on recourt à la Chambre des Communes d'Ottawa; un appel au Conseil Privé de Londres s'avère également inutile. La loi des écoles neutres est maintenue et ses conséquences sont bien connues: fermeture des écoles surtout au Madawaska entre 1872-1874, échauffourée sanglante à Caraquet en 1875, saisies de biens et emprisonnements suite au refus de payer des taxes pour des écoles jugées "impies".

Ces malheureux incidents révèlent que les Acadiens du Nouveau-Brunswick, choqués par cette loi, sortent de leur léthargie, émergent de l'oubli dans lequel ils avaient sombré depuis 1755. Des groupes francophones prennent conscience de leur identité, découvrent qu'ils ont des droits et des devoirs. Un lien de sympathie et de solidarité se tisse entre les divers îlots français de la province. Des signes avant-coureurs d'une renaissance prochaine de l'Acadie sont lisibles dans les événements de 1871-1875. De fait, quelques années plus tard, l'Acadie se rencontre pour la première fois depuis le Grand Dérangement de 1755-1762. Une soixantaine de délégués se rendent d'abord, en 1880, à Québec pour répondre à l'invitation de la Société Saint-Jean Baptiste: "Vous viendrez, Acadiens courageux et fidèles, race indomptable... Tous ensemble nous fêterons la Saint-Jean-Baptiste." (1) Cette convention de Québec de 1880 a sonné le réveil de l'Acadie. L'Honorable p.-A. Landry (2) écrit dans le *Moniteur Acadien* du 30 juin suivant:

Il serait peu sensible au mouvement du patriotisme le coeur acadien qui ne saurait battre de bonheur en constatant que la solitude et l'isolement du passé, que cet oubli dans lequel nous avons vécu depuis si longtemps veut disparaître. (3)

Un an après la convention de Québec, les francophones des provinces maritimes se réunissent à Memramcook et adoptent une "voie" différente de celle de leurs frères du Québec. Ils disent NON à la Saint-Jean-Baptiste et choisissent l'Assomption de la Vierge Marie, le 15 août, comme fête convenant mieux à leur nationalité (3a). En 1884, à la deuxième convention acadienne tenue à Miscouche sur l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ave Maris Stella est adopté comme hymne national; un drapeau est aussi choisi: le tricolore français avec, comme marque distinctive, une étoile dans la partie bleue. (3b)

L'Acadie n'est pas seulement ressuscitée en 1880, elle manifeste sa vitalité. Cinq autres conventions sont convoquées entre 1884 et 1913; des structures propres à la nationalité acadienne sont mises en place. L'éducation de la jeunesse reçoit une attention toute particulière. Des collèges

classiques pourvoient à la préparation des futurs leaders de l'Acadie: des prêtres surtout, mais aussi des avocats, des médecins, des chefs d'entreprises. Le collège de Memramcook, fondé en 1864, prend de l'expansion; celui de Saint-Louis-de-Kent (1874-1882) connaît un beau rayonnement malgré sa courte existence de huit ans. Deux autres collèges naissent avant la fin du siècle; un à Pointe-de-l'Église en Nouvelle-Écosse (1890) et l'autre à Caraquet en 1899. La formation des jeunes filles retient l'attention des Congrégations religieuses féminines qui ouvrent des écoles et pensionnats dans plusieurs régions françaises. Des hôpitaux offrent aussi aux Acadiens des soins médicaux dans leurs milieux.

Afin d'enrayer, dans la mesure du possible, la vague d'émigration vers les États-Unis ou l'Ouest canadien, des agences de colonisation travaillent auprès de la jeunesse ouvrière et agricole et organisent de nouvelles "colonies" acadiennes. L'Acadie se donne en plus des structures originales, la Société Nationale et la Société l'Assomption dont il sera question dans les prochaines pages. Mentionnons aussi la nomination en 1912 du premier évêque acadien des Maritimes, Mgr Edouard Leblanc avec siège épiscopal à Saint-Jean, N.-B.

L'Acadie est donc bel et bien vivante depuis 1880. Pendant plus de trente ans, elle bouge, s'organise, s'exprime et cherche à se faire entendre. Puis vient la première guerre mondiale qui canalise les préoccupations et les intérêts vers l'extérieur. Le peuple acadien se tient debout mais garde plutôt le silence jusque vers 1925, année d'un nouvel élan parti, semble-t-il, de la capitale du Madawaska. C'est ce qui ressort de la recherche récente de M. Alexandre J. Savoie, *Un Demi-Siècle d'Histoire Acadienne*. L'auteur fait surgir de l'ombre les réalisations de "La Petite Boutique" d'Edmundston entre 1922 et 1926. (4) Le dynamisme des quelques membres de ce cercle contribue d'abord à l'épanouissement de la vie culturelle, intellectuelle et sociale de la petite capitale du Madawaska. Puis, les efforts déployés par ce groupe pour l'amélioration de l'enseignement du français se répercutent dans toutes les régions acadiennes de la province. "La Petite Boutique" cesse d'exister à l'automne 1926 avec la dispersion de quelques-uns de ses membres appelés à oeuvrer ailleurs. Malgré sa courte vie, ce cercle exercera une influence durable parce que, écrit le docteur A.-M. Sormany,

Les membres qui s'étaient formés et entraînés pour la défense de nos causes, se voient tout à coup dispersés et placés aux quatre coins du Nouveau-Brunswick. La véritable activité nationale allait commencer. En déjouant nos beaux projets, la Divine Providence distribue les apôtres un peu partout. (5)

Puisque la "véritable activité nationale" des années 1920 germe au Madawaska, le journal régional se trouve dans un milieu propice pour s'y intéresser et révéler l'idéologie qui l'anime. Il suffit de parcourir *Le Madawaska* de l'époque pour découvrir que la cause de la francophonie, et plus particulièrement celle de la francophonie acadienne, est son principal centre d'intérêt. Sur 146 éditoriaux analysés, 63 (43.8%) traitent de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick. Et comme si l'éditorial n'y suffisait pas, la rubrique "Passim" sert de débouché aux commentaires et aux réflexions sur l'Acadie. L'épithète acadien est fréquemment accolée aux mots et expressions tels: race,

nation, peuple, patriotisme, sens national, fierté nationale, traditions et coutumes. Ces termes véhiculent l'idée d'appartenance à une nation dite acadienne. Cette idée correspond-elle à du vécu, à du senti? Si oui, le journal ne peut se dissocier de la vie nationale acadienne, notamment des associations et manifestations qui lui sont propres.

La Société Nationale et les Congrès acadiens

Un des résultats concrets de la première convention acadienne de 1881 est la formation d'un comité chargé d'organiser les grandes rencontres générales des Acadiens. Ce comité prendra finalement le nom de Société Nationale et organise, entre 1884 et 1913, six Congrès. Des délégués de toutes les régions acadiennes des provinces Maritimes, de la Nouvelle-Angleterre et même de la Louisiane cherchent ensemble les moyens les plus propres à sauvegarder la foi et la nationalité du peuple acadien. La Société Nationale, étant surtout un mouvement patriotique, accorde de l'importance aux manifestations propres à éveiller le désir de la population francophone à conserver sa foi, sa langue, ses traditions et coutumes. Jusqu'en 1913, la Société Nationale a tenu l'Acadie en marche; la torpeur s'est ensuite installée et tout laisse croire que la "Deuxième Acadie" née en 1880, a fait son temps: elle ne se rencontre plus pendant plusieurs années.

Voilà qu'en 1925, J.-Gaspard Boucher, propriétaire-éditeur du Madawaska, suggère la convocation de congrès régionaux lesquels, selon lui, sont parmi les meilleurs moyens de faire l'éducation du sens national. Ces assises, écrit-il, sont d'excellentes occasions "pour évoquer le souvenir de notre histoire, pour étudier à la lumière de la discussion en commun les questions d'ordre religieux, social et économique".(6) L'auteur de ces lignes est membre actif de "La Petite Boutique" d'Edmundston. Le souhait qu'il exprime transmet-il la pensée de ses amis du Cercle? Une chose est certaine. L'idée fait son chemin et la Société Nationale reprend son rôle. Les congrès régionaux n'ont peut-être pas été convoqués, mais en 1927 les Acadiens se rassembleront en une grande convention nationale.

Le Madawaska collabore de très près avec la Société Nationale. L'équipe du journal ne se contente pas de transmettre les communiqués du comité organisateur, elle cherche à stimuler l'intérêt de ses lecteurs. A la fin de l'année 1926, un éditorial offre pour le Jour de l'An 1927 une méditation.

dédiée à tous les Acadiens de bonne volonté qui ont souci de sauver l'Acadie et de l'orner de toutes les belles grâces et les charmes qui font les belles nations ou les belles nationalités...(7)



L'ÉQUIPE DU JOURNAL "LE MADAWASKA" EN 1926 - Les bureaux du journal et de l'imprimerie étaient alors situés sur la rue de l'Église, dans les locaux présentement occupés par la salle de billard "Masco". Dans l'ordre habituel: Camille BERNIER, typographe-pressier (1927-1976); feu J. Louis PELLETIER, B.Sc.A., journaliste; Alfred "Fred" BOUCHER, typographe-pressier (1928-1977); feu Maxime "Max" D. CORMIER, avocat, député fédéral et co-fondateur du journal "LE MADAWASKA" en 1913; Marie-Anne MICHAUD (Mme Pierre Picher de Terrebonne, P.Q.), typographe et première femme à opérer une linotype à Edmundston; feu J. Gaspard BOUCHER, B.Sc.A., journaliste, député provincial et fédéral, éditeur-propriétaire du journal de 1923 à 1955; et feu Edgar BOURGOIN, pressier, décédé en Colombie-Canadienne.

Au deuxième prélude de cette méditation sont suggérés des moyens nécessaires à la vie de la nationalité acadienne: la Société Nationale de l'Assomption, la Société l'Assomption, les journaux acadiens, les collèges et couvents de l'Acadie. Le 11 août 1927, *Le Madawaska* annonce qu'un grand congrès acadien tiendra ses assises au cours de la semaine et sera suivi du Congrès de la Société l'Assomption Mutuelle. "Notre race reprend tranquillement, mais sûrement la place qui lui a été assignée par le Pacte de la Confédération", déclare J.-G. Boucher(8) Il se permet de critiquer le programme proposé aux congressistes; les délégués au Congrès devraient, selon lui, se pencher sérieusement sur la nécessité d'avoir au Nouveau-Brunswick, comme dans les deux autres provinces maritimes, un comité permanent formé d'hommes actifs et dévoués à la cause acadienne. Ce groupe aurait à s'occuper, à l'année longue, des questions locales: éducation, agriculture, colonisation, etc. En d'autres mots, J.-Gaspard Boucher suggère la création d'un secrétariat permanent. Il continue son éditorial en se montrant un peu méfiant de certains orateurs qui pourraient être tentés de mettre trop d'accent sur les progrès "immenses" accomplis depuis quelques années. Il serait préférable d'avoir le courage d'exposer "les faits tels qu'ils sont, sans les farder outre mesure".(9)

Le Congrès national de 1927 a lieu à Moncton, les 16 et 17 août. Le propriétaire du *Madawaska* s'y est rendu et a écouté les conférenciers avec intérêt. Le discours du Rév. Père Sébillet, supérieur du collège Ste-Anne, s'est mérité une belle grosse manchette dans *Le Madawaska*: FORMONS L'AME ET LE COEUR D'ABORD. L'important pour la vie d'un peuple, "c'est sans doute l'expansion des industries, mais ce qui compte surtout c'est son âme et son cœur".(10) Selon le rédacteur du journal, cette formule est revenue souvent sur les lèvres des conférenciers qui se sont faits les interprètes du peuple acadien en ces deux jours de congrès. J.-G. Boucher y adhère pleinement, il souhaite que cette "heureuse formule" fasse son chemin. Les résultats du congrès, ajoute-t-il, sont très satisfaisants puisqu'ils aboutissent à des décisions concrètes: l'Acadie a le droit de vivre et de progresser, la Société Nationale compte pour la première fois 200 membres actifs, des sous-comités provinciaux travailleront entre les Congrès qui auront lieu tous les quatre ou cinq ans. J.-G. Boucher ajoute un conseil à l'adresse des officiers de la Société Nationale: "Il faut que ceux qui maintenant remplissent des charges importantes fassent honneur à la Société et justifient la confiance que les délégués ont mis en eux par un travail incessant et pratique".(11)

Quinze jours plus tard, un éditorialiste anonyme du *Madawaska* rappelle à la Société Nationale qu'elle a le comité "Education et Langue" à organiser(12). Le 29 du même mois, dans son éditorial intitulé "Le français en Ontario", le propriétaire du journal demande à la Société de passer à l'action, le moment étant propice: "Le premier ministre Baxter est bien disposé en notre faveur. Chaque fois que l'occasion s'est présentée, il nous a fait des déclarations d'amour et d'admiration"(13). Dans les dernières lignes, l'auteur cherche à persuader et à pousser à l'action, en faisant appel au patriotisme, à l'honneur et à l'intérêt de la "race".

De peur que la Société Nationale ne tombe dans l'inaction, J.-G. Boucher la harcèle à nouveau un mois plus tard. Selon lui, le dernier Congrès a accompli beaucoup en injectant un sang nouveau dans la Société Nationale qui, jusqu'alors se mourait d'inanition. Il ne faudrait pas, déclare-t-il, que la "convalescence soit trop longue" car

jamais les membres de notre "gouvernement national" n'ont eu occasion plus propice pour frapper un grand coup. Les conditions sont belles. Le président de la Société Nationale, de par sa position de juge, n'est attaché à aucun parti politique.(14)

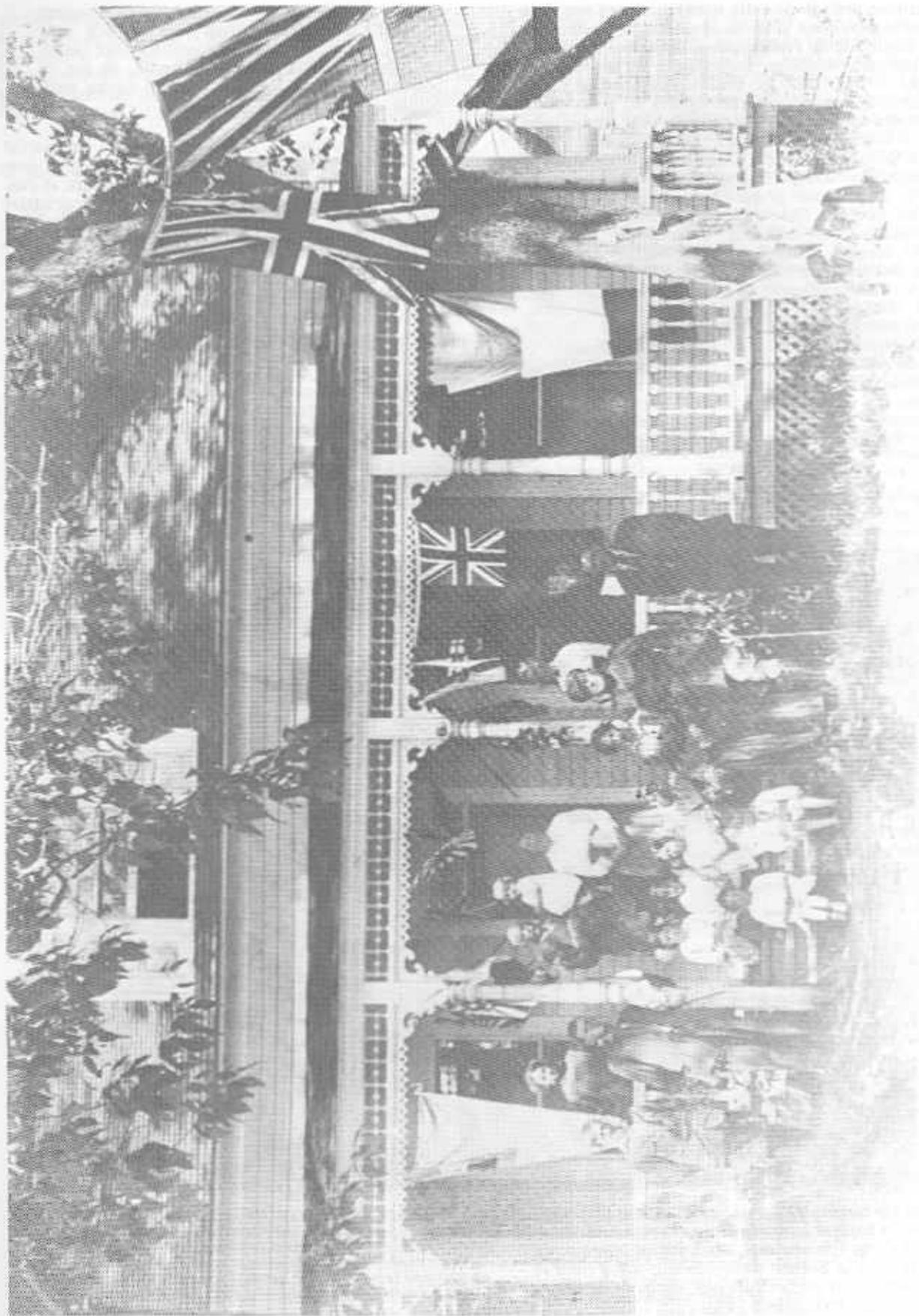
Dans quel domaine le "grand coup" doit-il être porté? Où? C'est probablement au Ministère de l'Education pour obtenir des améliorations dans le système scolaire et l'enseignement du français; c'est sur ce point que le propriétaire du *Madawaska* a insisté auprès de la Société Nationale. Nous verrons, au deuxième chapitre de cette recherche, s'il y eut quelque chose de fait pour assurer un meilleur enseignement du français dans les écoles acadiennes du Nouveau-Brunswick.

La fête nationale

Une comparaison des rapports du Congrès national de 1927 avec ceux des premiers Congrès du peuple acadien de la fin du XIXe siècle, nous fait découvrir que les célébrations de la fête nationale du 15 août étaient, à la première étape de la renaissance acadienne, beaucoup plus grandiose qu'au vingtième siècle. La Société Nationale oriente certainement beaucoup plus les Congressistes de 1927 vers les travaux en



CO-FONDATEUR ET NOUVEAU PROPRIÉTAIRE - Jean-Louis BOUCHER, à gauche, qui dirige les destinées du journal "LE MADAWASKA" depuis le 6 juin 1949, devenant le 30 novembre 1967 l'unique propriétaire de l'hebdomadaire que son père, feu J. Gaspard Boucher, avait acheté en 1923. Le docteur Albert M. Sormany, à droite, examine le premier numéro du journal qu'il avait fondé le 27 novembre 1913, avec son ami, Max D. Cormier. À l'arrière plan, une peinture de feu M. Boucher, réalisée par l'artiste Claude Picard.



MAISON COSTELLO (EDMUNDSTON) EN 1915 — CELEBRATION PATRIOTIQUE (7 7)

**En arrière: MME LOUIS DUGAL, M. et MME FRANK RICE et (enfant),
PHILOMENE GAGNE. En avant, debout: EDWARD BERT, OLIVE et GEORGE**

**RICE, FELIX DUGAL, ESSIE: MELBA TAKLEY, FRANCES, EDNA et ERNEST
RICE, BERTILLE DUGAL et MARTIN RICE. (Cortoisie: M. Frank Rice)**

commissions que vers les festivités autour de la fête nationale. Est-ce que la Société, "gouvernement national" de l'Acadie, selon J.-G. Boucher, manque à sa tâche? Qu'en pense Le Madawaska?

Les rédacteurs de l'hebdomadaire madawaskayen sont des francophones, d'origine canadienne-française ou acadienne, membres de la grande collectivité canadienne. Quelle fête nationale revêt plus d'importance à leurs yeux?

Le 20 août 1925, J.-G. Boucher dans son éditorial sur la fête nationale exprime le regret qu'elle n'ait pas été mieux célébrée dans les régions acadiennes. Le désintéressement des Madawaskayens lui font écrire:

C'était la fête nationale des Acadiens, notre fête à nous, Français du Madawaska, comme de toutes les provinces maritimes. Combien se le sont rappelés? Quels sont ceux qui se sont demandé ce que signifie pour un peuple une fête nationale?(15)

Par contre, l'éditorialiste se dit heureux d'avoir vu flotter le drapeau bleu, blanc, rouge étoilé au sommet du mât chez quelques "braves cultivateurs de la région. Ceux-là sont de vrais patriotes sur qui la patrie peut compter."(16) Au journal Le Madawaska, on s'est renseigné sur ce qui s'est passé ailleurs dans la province, le 15 août. A Grand'Anse, par exemple, un congrès régional a réuni quelques milliers d'Acadiens. Dans plusieurs autres régions, la fête nationale a passée inaperçue comme au Madawaska. Un collaborateur du journal, un certain E. P., avait pourtant pensé, au mois de juillet, que le 15 août serait célébré puisqu'il avait donné des conseils aux "patriotes" qui prendraient la parole à cette occasion. Dans un long article sur Ce que peut l'éducation, E. P. réfléchit sur la vie du peuple acadien puis affirme que cette vie dépend de son patriotisme; il suggère un examen patriotique: "Aimons-nous autant que nos pères et nos ancêtres notre foi, notre langue, nos coutumes et nos traditions?"(17) L'année suivante, J.-G. Boucher fait appel au patriotisme de ses lecteurs dans un vibrant plaidoyer en faveur de la fête nationale et de la Société Nationale.

Qui de nous n'a pas eu l'occasion d'assister à une fête nationale, d'entendre un discours patriotique, de se sentir ému au rappel héroïque de nos ancêtres, des luttes ardues que nos pères ont eu à faire pour la survivance de la race française en ce pays qu'ils ont arrosé de leurs sueurs et de leur sang?(18)

Il est à remarquer que son éditorial du 21 septembre n'est pas l'écho fidèle des célébrations de la fête nationale des Acadiens; il ne semble pas, en effet, y avoir eu de festivités patriotiques le 15 août 1926 et pas plus l'année suivante; le journal Le Madawaska n'aurait pas oublié de le souligner. Nous pouvons probablement en conclure que la fête nationale des Acadiens laisse la grande majorité de la population madawaskayenne dans l'indifférence en cette deuxième décennie du XXe siècle. Quant à l'équipe du journal régional, on ne peut trop se prononcer puisque même J.-G. Boucher, n'emploie pas le terme "acadien" dans l'extrait cité plus haut, tiré de l'éditorial du 21 septembre 1926; par contre, nous avons vu qu'en 1925 il spécifie très nettement que, selon lui, la fête des Acadiens est aussi la fête des Madawaskayens.

Les fêtes du Canada-français sont-elles plus populaires dans cette région située aux frontières du Québec et peuplée en partie par des familles canadiennes-françaises d'origine? Si oui, Le Madawaska en ferait probablement mention. Il félicite tout simplement les "Amis du Québec" qui ont adopté une loi faisant de la Saint-Jean-Baptiste une fête légale.(19)

Par ailleurs, Dollard des Ormeaux a une certaine renommée dans la région du Madawaska, à Edmundston du moins. Des communiqués du Cercle Dollard-des-Ormeaux paraissent régulièrement dans Le Madawaska: on retrouve parmi les officiers du Cercle Dollard, J.-G. Boucher, propriétaire du journal, ainsi que les deux fondateurs de cet hebdomadaire, maître Max.-D. Cormier et le docteur A.-M. Sormany. Dans son livre déjà cité, Alexandre-J. Savoie parle des activités du Cercle Dollard fondé par "La Petite Boutique."(20) Le 21 mai 1925, J.-G. Boucher intitule son éditorial "Fêtons Dollard"; il souhaite que le patriotisme de la jeunesse soit stimulé par l'action héroïque de 1660. L'idéologie de l'école du Chanoine Lionel Groulx(21) traverse les frontières du Québec et a certainement une influence au nord-ouest du Nouveau-Brunswick. Selon cette idéologie, il faut infuser le germe de l'héroïsme dans le coeur des jeunes en leur présentant des héros à admirer et à imiter.

De concert avec le Cercle Dollard-des-Ormeaux, le journal Le Madawaska se porte à la défense de la langue française et du catholicisme. Cette prise de position est toutefois faite au nom des Français et des catholiques du Canada et non en celui du peuple acadien. Disons de plus, que la fête de Dollard passe inaperçue même si le journal a suggéré de célébrer la mémoire de ce héros québécois.

Dans les bureaux du journal Le Madawaska, on n'oublie pas les fêtes propres aux Acadiens et aux autres francophones du Canada, pays constitué en 1867 par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le propriétaire du journal est fier d'être Canadien et aimerait que tous reconnaissent les bienfaits de cet Acte créant la Confédération canadienne. Le 2 juillet 1925, au lendemain du Jour du Dominion, il rappelle à ses lecteurs la grandeur de cette fête civile dont la signification est malheureusement inconnue pour la plupart.

S'il est un peuple qui aujourd'hui doit commémorer l'entrée en vigueur de l'Acte de Confédération de 1867, c'est bien le peuple français du Canada. Si aujourd'hui nous pouvons marcher la tête haute de l'Océan Atlantique à la côte du Pacifique, si nous pouvons parler sans crainte notre langue, pratiquer ouvertement nos croyances (...), nous le devons aux Pères de la Confédération.(22)

L'auteur poursuit en déplorant le manque de "sens national", l'ignorance des faits importants de notre histoire, des réalités "de la race et de la patrie pour en accepter les devoirs. A quel groupe ethnique pense l'auteur lorsqu'il écrit "race" et "patrie"? Nous ne pouvons ne pas citer l'extrait suivant:

La masse de notre peuple sait à peine qu'elle est d'une race particulière; elle ignore les rudiments de notre histoire; elle vit et agit comme si la patrie n'existait pas. En Acadie, comme d'ailleurs en certaines autres provinces, tout le poids de la faute retombe sur le système d'enseignement scolaire.(23)

Il semble que J.-G. Boucher du Madawaska cherche à promouvoir les intérêts de l'Acadie tout en mettant en valeur la réalité canadienne. Nous analyserons dans un autre chapitre sa pensée sur le "sens national" et sur les failles du système d'enseignement scolaire.

En 1927, la Confédération canadienne célèbre son 60e anniversaire. A Edmundston, capitale du Madawaska, un comité est formé pour la préparation de la fête du Canada; le journal régional annonce en gros caractères, le 26 mai 1927,

"Edmundston organise une grande fête." J.-G. Boucher et ses associés n'en disent pas beaucoup plus long et la fête du premier juillet ne retient pas leur attention ni en juin ni par après. Il est vrai, nous l'avons vu, que l'organisation du grand Congrès des Acadiens occupait les esprits des personnes engagées et dévouées qui travaillaient pour le journal à cette époque. Il se peut toutefois que le propriétaire-éditeur du *Madawaska* ait perdu un peu de sa confiance dans les bienfaits de la Confédération pour la population canadienne d'expression française. Dans son éditorial du 28 avril 1927 "Pour bien célébrer la Confédération", il s'en prend aux gouvernants qui maintiennent le système d'éducation à enseignement unilingue et il déclare:

Notre race souffre d'inanition à suivre les discours de bonne entente devenus aujourd'hui une manie chez les orateurs anglais, les ronflants discours au parlement dans lesquels on prêche l'unité des races sans rien faire pour l'amener, les paroles élogieuses à notre égard, en toutes occasions, voilà autant de piqûres qui servent à engourdir le mal anglicisateur qui nous torture et à faire cesser nos plaintes inquiétantes... Ceux qui s'intéressent à la survivance de notre peuple exigent aujourd'hui des actes. La population française de cette province n'aura aucun intérêt à la célébration de l'anniversaire de la Confédération si la majorité dirigeante n'est pas prête à faire son devoir.(24)

Se peut-il que l'auteur de ces lignes soit le même qui proclamait les bienfaits de la Confédération deux ans plus tôt?(24a) Que s'est-il passé dans ce laps de temps? Nous verrons dans le prochain chapitre que les francophones du Nouveau-Brunswick insistent de plus en plus pour obtenir une restructuration du système scolaire et que le journal *Le Madawaska* s'engage pleinement dans la lutte. De plus, J.-G. Boucher est très actif au sein de la Société Nationale et, peut-être encore plus, au sein de la Société l'Assomption dont il sera question dans les prochaines pages. Aurait-il pris plus conscience des problèmes de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick? Sa vision du Canada ainsi que son idéologie semblent avoir changé. Cherchons maintenant quelle est l'attitude du journal *Le Madawaska* envers une deuxième Société typiquement acadienne, La Société l'Assomption.

La Société l'Assomption

Le peuple acadien a depuis les années 1880 une association qui a pour mission d'éveiller, de maintenir et de promouvoir le patriotisme de la population francophone des provinces maritimes: c'est la Société Nationale dont il a été question dans les pages précédentes. Un autre mouvement destiné à travailler pour la cause acadienne naît au début du XXe siècle, c'est la Société l'Assomption. Celle-ci est fondée en 1903 à Waltham, Massachusetts, suite à une recommandation du Congrès acadien tenu à Waltham l'année précédente. Cette Société veut surtout aider les Acadiens dans les domaines de l'épargne et de la sécurité sociale; l'article deux de la constitution se lit: "Rallier sous le même drapeau tous les Acadiens; secourir ses membres malades; assurer une aide pécuniaire aux héritiers légaux des membres défunts; conserver notre langue, nos moeurs et notre religion."(25) Certains de ces objectifs rejoignent ceux de la Société Nationale et à l'été 1905, les deux Sociétés acadiennes se retrouvent à la Convention de Caraquet; dorénavant, la Société l'Assomption tiendra ses assises lors des Congrès des Acadiens. Dès 1904, la Société l'Assomption a une caisse de bénéfices et une caisse scolaire. En 1914, le

bureau-chef de la Société l'Assomption est transférée à Moncton, N.-B. Elle chemine pendant plusieurs années au pas de l'Acadie, qui traverse une période creuse, puis prend ensuite un grand essor en 1926.

Le journal *Le Madawaska* s'intéresse d'une façon spéciale, à partir du printemps 1926, à ce mouvement de bienfaisance. Le 13 mai, le rapport de la Société est publié à la page six du journal et la rédaction ajoute des commentaires encourageant les lecteurs à devenir membres de cette association fondée pour les Acadiens, c'est-à-dire pour "toutes les personnes de langue française aux Maritimes."(26) Cette précision est des plus intéressante, spécialement du fait qu'elle est dite par un *Madawaskayen*. La population du nord-ouest nouveau-brunswickois a-t-elle adhéré à ce sens "élargi" donné au terme "acadien"? Nous savons bien qu'il y a encore aujourd'hui, en 1977, un bon nombre de réticents. Ce qui ne veut pas dire que la Société l'Assomption n'a pas rapporté de succès au *Madawaska*, il y a un demi-siècle. Le journal de la région travaille à faire connaître la Société et son oeuvre. L'auteur de la rubrique *Passim* se fait l'ardent défenseur et promoteur de cette association qu'il veut hors d'atteinte des intérêts politiques. Il soupçonne l'Honorable Antoine-J. Léger, à la fois secrétaire-trésorier de la province et conseiller juridique de la Société, d'avoir nommé le secrétaire-trésorier de l'Assomption, Auguste Daigle, au poste d'inspecteur d'écoles afin d'offrir la position à un ami conservateur.

Il y a dans la Société des Libéraux et des Conservateurs et M. Léger n'a pas le droit de s'en servir pour récompenser des amis politiques ou pour en ramener à la crèche. Il faut que le public ouvre les yeux et qu'il fasse comprendre à certaines gens qu'il y a des choses qui nous sont sacrées et nous ne permettrons pas aux politiciens de les profaner.(27)

L'auteur se montre chatouilleux en politique et nous pourrions aborder dès maintenant ce thème de l'option politique du journal *Le Madawaska*. Qu'il suffise pour le moment de situer ces paroles sévères dans le contexte de la politique provinciale de cette époque. De février 1923 à septembre 1925, le gouvernement libéral de la province est dirigé par l'Honorable P.-J. Veniot, premier Acadien à accéder à cette haute fonction; il y est parvenu sans y être élu puisqu'il succède à son prédécesseur, Walter E. Foster, qui a démissionné pour mieux se donner à la direction de ses grosses entreprises.(27a) Or les élections de septembre 1925 donnent la victoire au parti conservateur de M. Baxter. La défaite de M. Veniot et du parti libéral est doublement décevante pour les francophones libéraux; J.-Gaspard Boucher est de ceux-ci.

Le soupçon de patronage qu'il avait envers l'Honorable Léger s'est vite dissipé; deux mois plus tard, Calixte-F. Savoie, directeur de l'École Publique d'Edmundston, devient secrétaire-trésorier de la Société l'Assomption. Le nouveau secrétaire-général de l'Assomption est membre de "La Petite Boutique" et ami de J.-G. Boucher. Dès septembre 1926, *Le Madawaska* collabore à la campagne de recrutement lancé par Calixte Savoie de l'Assomption. Le journal rappelle à la population que cette Société a été fondée dans un but humanitaire et patriotique à la fois. L'éditorialiste anonyme du 30 septembre 1926 écrit: "L'histoire nous enseigne que la force et l'influence d'un peuple ont toujours été basées sur sa force économique."(28) Pour acquérir cette force, il faut savoir épargner et éviter le gaspillage qui fait perdre et l'argent et la mentalité, déclare l'auteur. Cette idée de "force économique est à souligner." Certains francophones de la province reconnaissent donc,

il y a cinquante ans, que la foi, la langue, les traditions n'étaient pas les seules valeurs à conserver et à promouvoir. Une étude valable pourrait être entreprise pour découvrir si cette valeur a été une des principales occupations des chefs de file de l'Acadie depuis 1880.

La campagne de la Société l'Assomption continue et l'équipe du journal *Le Madawaska* cherche à éveiller l'intérêt de la population. Selon J.-G. Boucher, les plus beaux discours prononcés le jour de la fête nationale ne valent rien à côté du geste patriotique accompli en enrôlant de nouveaux membres. (29) La semaine suivante, il aborde le même sujet avec encore plus de force persuasive.

Quel est l'homme qui oserait supporter qu'on le traite de traître à sa race ou même d'indifférent à sa nationalité?... Qui croira qu'une race peut conserver sa vitalité, sans aucun effort de ses membres? Qui peut nier que la Société l'Assomption n'a pas aidé matériellement, par ses secours en cas de maladie, et en cas de mort, à un grand nombre de familles?(30)

Le propriétaire-éditeur du *Madawaska* ne se contente pas d'écrire en faveur de la Société l'Assomption; il parcourt en compagnie du docteur Albert-M. Sormany, les paroisses de la région. Son zèle rencontre des obstacles; la lenteur des communications entre le bureau-chef et le Nord-Ouest de la province cause des embarras. La campagne de recrutement démarre plus lentement que dans les autres comtés et une remarque semble avoir blessé le rédacteur du journal. Dans un long article du 28 octobre 1926, il mentionne que l'inactivité plutôt apparente que réelle de la population madawaskayenne est due à la localisation géographique du comté.

...lorsque les organisateurs d'un mouvement national sont à des centaines de milles, il est assez difficile pour notre population d'être au courant de tous les procédés d'action. L'on nous dit que les comtés de Westmorland, Kent et Gloucester sont couverts d'affiches sollicitant l'entrée de nouveaux membres dans l'Assomption. Aucune de celles-ci nous est encore tombée sous la vue.(31)

L'impatience de J.-G. Boucher est d'autant plus grande qu'il souhaite un franc succès à la Société l'Assomption. Deux semaines plus tard, soit le 11 novembre 1926, le journal porte en gros caractères: L'ASSOMPTION EST NOTRE FORCE NATIONALE. Malgré quelques ennuis et déceptions, l'article mentionne que le concours marche assez bien dans le comté; le succès serait peut-être meilleur, semble dire l'auteur, si tous les membres du clergé voulaient bien coopérer. On rappelle que la Société est la défendresse des droits des Acadiens, la protectrice des traditions, la pourvoyeuse de chef laïques et ecclésiastiques, le secours des veuves et des orphelins.

La semaine suivante, E. B. signe l'éditorial et cherche surtout à promouvoir l'oeuvre de la caisse écolière de la Société l'Assomption. Cette oeuvre est déclarée "divine" parce qu'elle aide à la formation de prêtres.(32) Ce qu'exprime E. B. est un reflet de la mentalité, de l'idéologie des catholiques jusqu'il y a une vingtaine d'années. C'était tout un honneur pour une famille de voir un de ses membres accéder au sacerdoce.

Le *Madawaska* fait de la bonne publicité en faveur de la Société l'Assomption.

CE N'EST POURTANT PAS LE FRUIT

DEFENDU... Et pourtant tout le monde y goûte. Assomptionniste, tout le monde veut l'être au Madawaska: 150 nouveaux membres en quatre jours, \$50,000 en assurance (...) BONAPARTE N'AURAIT PAS FAIT MIEUX.(33)

Un autre collaborateur du journal, "Habitant", déplore l'attitude de plusieurs hommes d'affaires qui sont indifférents ou même hostiles envers la Société l'Assomption que lui considère comme étant "le seul organisme capable d'éclairer les bonnes volontés." (34) Dans ce même article du 18 novembre 1926, *Habitant* critique "le marchand acadien et madawaskaien" qui ont permis aux banques anglaises de faire fortune dans la région. Notons que pour "Habitant" il y a dans le milieu des Acadiens et de Madawaskaiens; et les Anglais demeurant dans le comté ne seraient pas des Madawaskaiens, si l'on s'en tient à la remarque de cet auteur.

La confiance du *Madawaska* en la Société l'Assomption est tellement grande que l'on voudrait orienter son action dans divers secteurs, notamment dans celui de l'immigration. En cette deuxième décennie du XXe siècle, les milieux canadiens-français reprochent au gouvernement fédéral d'accorder plus d'encouragement à l'immigration européenne qu'au rapatriement des Canadiens vivant aux Etats-Unis. Dans la province du Nouveau-Brunswick, une polémique s'engage autour de cette question et le propriétaire-éditeur du *Madawaska* exprime son opinion sur le sujet dans l'éditorial du 24 février 1927. Il dénonce l'influence exercée par la couleur du parti sur certains individus et affirme que les luttes personnelles font du tort lors des discussions des problèmes nationaux, tels celui du rapatriement des Canadiens.

Nous en sommes actuellement au temps où pour lancer un mouvement quelconque, il faut qu'un des nôtres se mette au blanc, s'expose à la verte critique de tous ceux qui ne sont pas de son parti politique ou qui ne l'aiment pas pour toute autre raison.(35)

Cette expression "un des nôtres" trahit-elle la couleur politique de J.-G. Boucher? Ou veut-elle dire "un francophone"? On ne peut trop savoir même lorsque nous lisons cet éditorial au complet. Ce que l'auteur propose comme moyen à adopter pour encourager le rapatriement des francophones est le point important de cet article: "Que tous les mouvements se fassent au nom de la Société l'Assomption(...). L'influence d'une société régulièrement et solidement organisée vaudra plus pour le succès final que celle d'un seul homme ou d'un groupe isolé.(36)

Au mois d'août 1927, la Société l'Assomption tient son assemblée générale lors des assises du Congrès des Acadiens organisé par la Société Nationale. Le journal *Le Madawaska* a suivi de près le déroulement du Congrès, nous l'avons vu. Par contre, il se montre réservé dans son compte rendu de l'assemblée de la Société l'Assomption. Ceci nous paraît étrange, d'autant plus qu'un Madawaskayen, membre de "La Petite Boutique" est nommé Président général de cette Société que le journal a voulu faire connaître et apprécier au Nord-Ouest. Le rapport de l'élection du docteur A.-M. Sormany est publié sans commentaires dans le journal du 25 août 1927. Que se passe-t-il? Rien de sérieux probablement puisque au cours de l'automne 1927, *Le Madawaska* publie presque chaque semaine des articles sur la Société l'Assomption attestant que J.-G. Boucher, propriétaire du journal, continue à travailler avec le docteur A.-M. Sormany, nouveau président de la Société l'Assomption. Par contre, se

pourrait-il que le journal ait préféré se montrer discret face à la nomination d'un Madawaskayen à la présidence d'une Société "fondée pour les Acadiens?" Alexandre-J. Savoie

écrit que "dans le comté de Madawaska, on reprochera parfois au docteur Sormany d'être "trop Acadien."(37)

REFERENCES

- 1 **Le Moniteur Acadien**, 8 janvier 1880.
- 2 Pierre A. Landry, ministre des travaux publics au Nouveau-Brunswick de 1878 à 1882.
- 3 **Le Moniteur Acadien**, 30 juin 1880.
- 3a **Le Moniteur Acadien**, 28 juillet 1881.
- 3b Id., 21 août 1884.
- 4 A.-J. Savoie, **Un demi-siècle d'histoire acadienne**, Saint-Justin, Imp. Gagné, 1976, 238 pages.
- 5 A.-J. Savoie, **Un demi-siècle d'histoire acadienne**, p. 18.
- 6 **Le Madawaska**, 20 août 1925.
- 7 Idem, 30 décembre 1926.
- 8 Idem, 11 août 1927.
- 9 Ibidem.
- 10 Idem, 25 août 1927.
- 11 1 septembre 1927.
- 12 15 septembre 1927.
- 13 29 septembre 1927.
- 14 20 octobre 1927.
- 15 Idem, 20 août 1925, p. 3
- 16 Ibidem.
- 17 Idem, 21 septembre 1926.
- 18 Ibidem.
- 19 Idem, 5 mars 1925.
- 20 A.-J. Savoie, *op. cit.*, p. 109-112.
- 21 Lionel Groulx, **Mes Mémoires**, tome 2, p. 45-59.
- 22 **Le Madawaska**, 2 juillet 1925.
- 23 Ibidem.
- 24 Editorial, 28 avril 1927.
- 24a Voir réf. 22.
- 25 Antoine J. Léger, **Les grandes lignes de l'histoire de la Société l'Assomption**, Imprimerie franciscaine missionnaire, Québec, 1933, 260 p., p. 40.
- 26 **Le Madawaska**, 13 mai 1926, p. 6.
- 27 **Le Madawaska**, 17 juin 1926.
- 27a C. A. Woodward, **The History of New Brunswick Provincial Election Campaigns and Platforms**, p. 49.
- 28 Idem, 30 septembre 1926.
- 29 Idem, 14 octobre 1926.
- 30 **Le Madawaska**, 21 octobre 1926.
- 31 Idem, 28 octobre 1926.
- 32 Idem, 18 novembre 1926.
- 33 Ibidem.
- 34 Idem, 18 novembre 1926.
- 35 Idem, 24 février 1927.
- 36 Ibidem.
- 37 A.-J. Savoie, *op. cit.*, p. 127.

LA VIE SOCIO-CULTURELLE

Dans les pages précédentes, nous avons étudié l'attitude du journal *Le Madawaska* face à l'essor du nationalisme acadien des années 1920-1930. Il s'agissait surtout d'analyser la position de cet hebdomadaire à l'intérieur de ce qui serait peut-être convenable de nommer les "cadres" de la nationalité acadienne.

Il est maintenant temps de pénétrer plus au cœur de la vie du peuple et des grandes préoccupations des rédacteurs du *Madawaska*. Ces derniers ont probablement révélé, par leurs écrits hebdomadaires, ce qu'ils considéraient le plus important pour la vie et le progrès de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick. Puisque le but principal de cette recherche est de découvrir si oui ou non, l'hebdomadaire madawaskayen visait, entre 1925-1927, à défendre et à promouvoir les intérêts des Acadiens, nous présentons en ordre de priorité, les thèmes les plus fréquemment abordés par l'équipe du journal. Remarquons cependant que cette deuxième section est réservée plus spécialement à l'étude des aspects socio-culturels.

Education du sens national

Le propriétaire-éditeur du *Madawaska* aime le peuple acadien et veut le voir progresser et exercer une influence dans tous les domaines. Une plainte sort souvent de sa plume, "Nous manquons de sens national", parce qu'il craint l'assimilation étrangère; aussi propose-t-il des mesures à prendre pour enrayer ce danger qui guette l'Acadie.

Au mois de juillet 1925, l'éditorialiste J.-G. Boucher affirme qu'il faut imprégner dans l'esprit des enfants le sens national. Le même thème revient un mois plus tard, à l'occasion de la fête des Acadiens qui n'a pas été célébrée par manque de "sens national", affirme encore l'auteur. Sa réflexion l'amène à déclarer: "Nous manquons de nationalisme et par là nous dirigeons lentement vers l'assimilation étrangère"(1). L'avenir de la nation acadienne inquiète tellement le rédacteur-en-chef du *Madawaska* qu'il ne peut s'empêcher de lancer un autre cri d'alarme en février 1926; il déplore l'apathie de la population, son désintéressement pour tous les mouvements français et catholiques et pour les questions publiques. Tous ces manquements agissent comme un virus qui "ronge notre unité nationale et empêche son développement."(2)

En zélé promoteur des intérêts acadiens, J.-G. Boucher croit malgré tout en l'avenir de l'Acadie et propose des mesures aptes à freiner et enrayer le mal envahisseur. Il faut d'abord que les enseignants acquièrent, par une étude personnelle, des connaissances historiques qui leur permettront d'imprégner "dans l'esprit de nos enfants ce sens national qui nous manque tant".(3) Le 25 février 1926, le propriétaire-éditeur du *Madawaska* félicite le Père Omer Legresley, eudiste, auteur d'une thèse sur l'enseignement du français en Acadie. Il souhaite que cet ouvrage soit lu parce qu'il "offre des connaissances historiques absolument nécessaires à la classe instruite de notre population acadienne."(4) Dans ce même éditorial, l'auteur déclare erronée l'opinion de ceux qui voient dans la masse des Anglais, et notons qu'il ajoute l'épithète "protestants", un ennemi acharné: "Nous sommes nos propres ennemis", ose-t-il proclamer. J.-G. Boucher revient fréquemment sur cette idée d'éducation du sens national par l'histoire. En ceci, il se révèle le fidèle écho de l'éminent historien canadien-français, le chanoine Lionel Groulx qui, à l'automne 1918, expliquait sa conception de

l'histoire nationale. Nous ne pouvons ignorer l'extrait suivant:

L'histoire ne conserve point le passé à l'état de matière inerte, stérilisée. Elle conserve et transmet de la vie; elle peut être un multiplicateur de forces... Par le magistère de l'histoire, ce qui n'était que vestige presque effacé, tendances ou instincts, devient conscience, idéal et volonté. Oui, nous sentons à n'en pas douter un levain mystérieux secouer notre héroïsme en puissance...(5)

Lorsque l'éditorialiste du *Madawaska* propose de secouer l'apathie et le désintéressement de la population en lui faisant acquérir des connaissances historiques, il est permis de percevoir l'influence que les conférences et les écrits du chanoine Groulx exerçaient dans les milieux francophones hors du Québec.

Selon J.-G. Boucher, l'éducation du sens national et le maintien de l'unité nationale dépendent de la qualité des chefs de file; l'Acadie manque de chefs, affirme-t-il. "Qu'on leur donne un chef qui puisse gagner leur confiance et en quelques années les Acadiens seront un peuple uni, laborieux jusqu'à la limite et des plus progressifs."(6) Ici encore l'auteur témoigne de son adhésion à l'idéologie de l'école nationaliste du Québec des années 1920 et 1930. Les grands chefs nationalistes canadiens-français sont la gloire des Québécois de la trempe du chanoine Lionel Groulx qui, disons-le, emploie souvent les termes "chefs de file", "chef nationaliste" ou "le chef" lorsqu'il parle des personnalités telles Louis-J. Papineau, Honoré Mercier, Wilfrid Laurier et Henri Bourassa.(7)

Certaines faiblesses de la nation acadienne pourraient être corrigées s'il y avait plus de personnalités fortes, dévouées à la cause de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick. Voilà l'idée principale de l'éditorial du 11 septembre 1927 rédigé par J.-G. Boucher; ses propos valent d'être cités. Il commence par déplorer la lenteur de l'avancement politique des Acadiens puis ajoute:

Nos institutions sont laissées à leurs propres initiatives, nos commissaires agissent sans aucune direction, nos professionnels, nos jeunes appartiennent pour la plupart à des organisations indifférentes à nos besoins, lorsqu'elles ne sont pas nuisibles.(8)

Rappelons que cet extrait est tiré de l'éditorial traitant du grand Congrès de 1927 dont il a été question dans la première partie de cet ouvrage; il est bon de noter que l'éditeur du *Madawaska* ne se consacre pas exclusivement à la cause des Sociétés Nationale et de l'Assomption. Il observe et analyse la vie du peuple dans tous ses aspects et cherche des moyens d'avancement et de progrès. Selon lui, la Société l'Assomption doit travailler à l'organisation de la vie politique, économique, culturelle et sociale. Il faut commencer par le plus urgent, soit la formation de chefs. Ces chefs dont l'Acadie a besoin sortiront des milieux francophones de la province. Or, au journal *Le Madawaska*, l'on sait bien que les écoles fréquentées par les jeunes ne peuvent assurer une formation adéquate à cause du système d'éducation en vigueur depuis 1871. Voilà pourquoi le lecteur du *Madawaska* des années 1925-1927 s'aperçoit vite qu'au thème sur l'éducation du sens national s'attache celui de l'enseignement du français.

1923
Ecole Cormier



UNE CLASSE DE L'ÉCOLE CORMIER EN 1923 — Debout: M. CALIXTE SAVOIE, PRINCIPAL DE L'ÉCOLE. IL DEVIENDRA LE SECRÉ-

TAIRE-TRESORIER DE LA SOCIÉTÉ L'ASSOMPTION EN 1926. (Cortoisie: Mlle Alice Cyr, Edmondston)

Enseignement du français

La réforme du système d'éducation du Nouveau-Brunswick, en vue d'obtenir du français dans les écoles fréquentées par les francophones, fait l'objet d'une pressante et agressive revendication de la part du *Madawaska*. L'équipe du journal ne peut rester indifférente devant l'injustice dont sont victimes les francophones de la province depuis 1871. Le contexte des années 1925 se prête d'ailleurs à une revendication de ce genre.

Le moment semble en effet propice, surtout jusqu'en septembre 1925, puisqu'un Acadien, Pierre Veniot, dirige le gouvernement libéral. Un comité de la Société Nationale a, nous l'avons vu, reçu le mandat de faire avancer cette question de réforme scolaire. Par contre, aux approches des élections de septembre 1925, certains candidats francophones craignent qu'en agitant trop ce problème, les chances de réélection du gouvernement Veniot soient compromises. Ces hésitations suffisent pour provoquer une réaction au bureau du *Madawaska*.

Qu'importe les principes, qu'importe les honneurs que vous voulez conserver aux personnes qui vous sont chères, si la langue française est en danger de se perdre?(9)

L'attaque se poursuit un mois plus tard dans un éditorial sur l'enseignement du français à l'école. L'auteur ne ménage pas ses mots et il insiste pour que l'enjeu politique ne mette pas en veilleuse la question de la réforme scolaire. Les semaines passent, la campagne électorale bat son plein et le journal continue à intercéder auprès des candidats libéraux et conservateurs pour qu'ils se prononcent sur le problème de l'éducation. "Va-t-on de part et d'autre, nous dire que l'on songe à remédier au manque d'enseignement du français dans les écoles fréquentées par la population acadienne?"(10)

Le 10 septembre 1925, P. Veniot perd le pouvoir; le gouvernement conservateur de M. Baxter prend la relève à Fredericton. Le premier ministre affirme à l'occasion son estime pour les francophones et déclare qu'il désire leur rendre justice. Un Acadien, Antoine Léger, occupe le poste de trésorier provincial. Le Comité "Langue et Education" de la Société Nationale croit le moment venu de soumettre une requête pour que des modifications soient apportées au programme scolaire et au département de français de l'École Normale Provinciale. Les démarches s'avèrent inutiles et l'éditorialiste du *Madawaska*, est très déçu de la politique gouvernementale qui ne fait rien pour défendre les intérêts de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick. Au mois d'avril 1927, il révèle dans l'éditorial: "Pour bien célébrer la Confédération, son désenchantement envers les bienfaits de l'Acte de 1867.

Notre système d'éducation tend à détourner de sa fonction naturelle, une forte partie de notre organisme social. L'enseignement unilingue de nos écoles publiques (...) cherche à tromper la nature chez nos enfants français (...). Notre race souffre d'inanition.(11)

Dans ce même éditorial, J.-G. Boucher du *Madawaska* ne craint pas d'écrire que la population francophone du Nouveau-Brunswick est lasse des belles promesses, des discours de bonne entente. "Les paroles élogieuses venant de compatriotes anglais nous répugnent", ajoute-t-il. Si *Le Madawaska* se permet de critiquer les hommes politiques qui demeurent sourds aux réclamations de la minorité fran-

cophone de la province, il se fait un plaisir de féliciter ceux qui travaillent pour la cause de l'enseignement du français. Le docteur L.-J. Violette de Saint-Léonard, député à la législature provinciale, a eu le courage de parler de la question des écoles unilingues à la Chambre d'assemblée de Fredericton; ses paroles sont citées dans l'hebdomadaire *madawaskayen*: "Si nous avions un système d'école progressif, tous les habitants de la province pourraient parler notre belle langue."(12)

Les faits et gestes des surintendants de l'Instruction publique et des commissaires d'écoles sont aussi surveillés de près par l'équipe du journal. Par l'*Évangéline*, on apprend que l'un des trois inspecteurs français de la province se montre antipathique au mouvement qui demande une réforme scolaire avantageuse aux enfants de langue française. La réaction de J.-G. Boucher se fait violente et il ne ménage pas ses mots à l'adresse de ce M. Hébert qui se fait inconsciemment l'instrument de ceux qui essaient d'angliciser la population francophone. Ce "faux patriote" est accusé de sacrifier l'avancement éducationnel "d'un peuple pour un intérêt personnel. Si M. Hébert aime la publicité, il n'a qu'à continuer ses tactiques anti-nationales".(13)

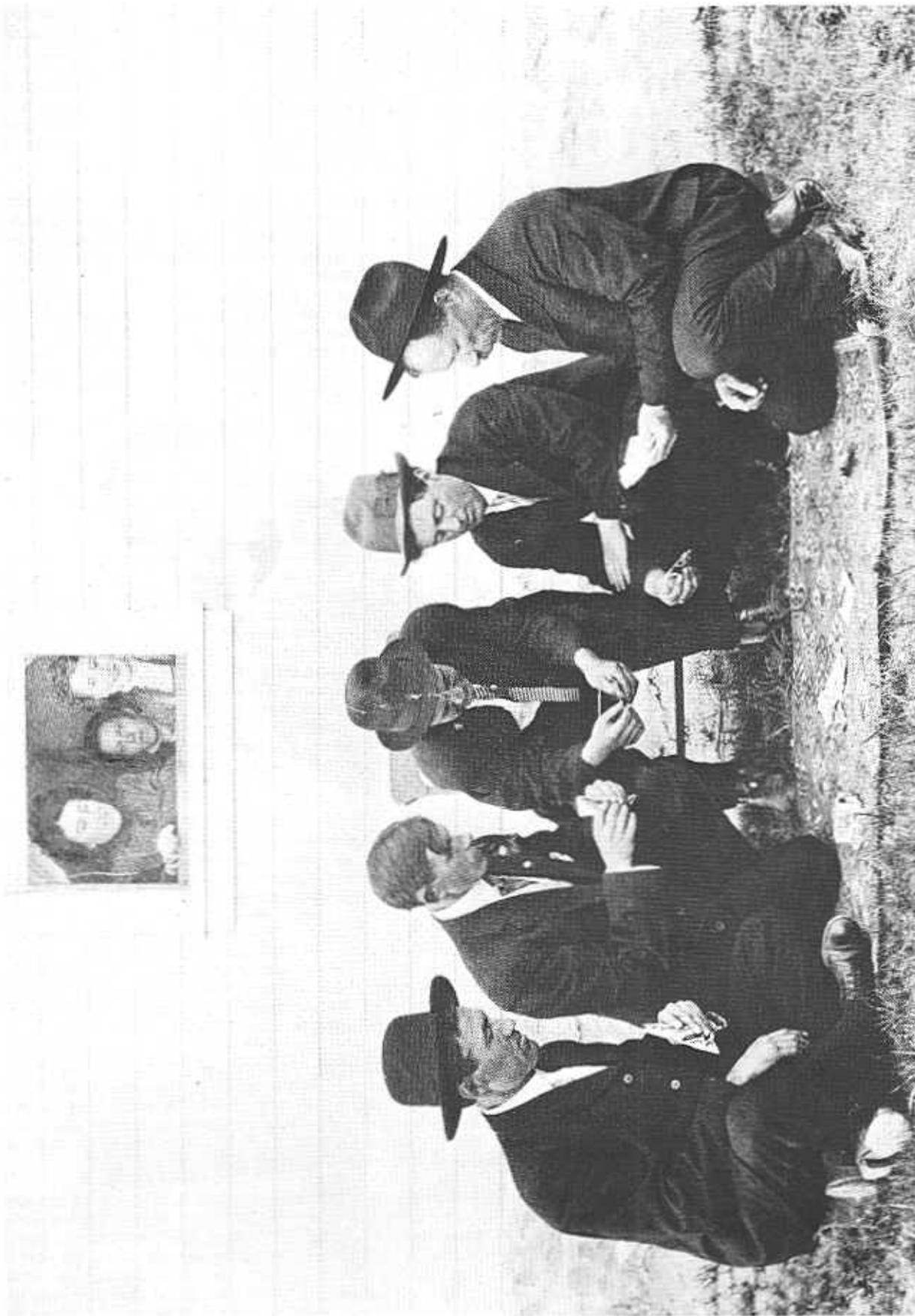
Ce problème de l'enseignement du français préoccupe tellement le propriétaire du *Madawaska*, qu'il dénonce vigoureusement tout ce qui peut nuire à l'amélioration du système scolaire. En février 1926, un citoyen anglophone est élu à la commission scolaire d'Edmundston. J.-G. Boucher reproche à la majorité francophone son apathie, son insouciance, et accuse encore des individus de faire passer leurs intérêts particuliers avant ceux de la "nation". À l'automne de la même année, au bureau du *Madawaska* on apprend que la commission scolaire de Moncton a engagé une institutrice de français pour l'École Supérieure de cette ville. Les commissaires d'école d'Edmundston se méritent une verte réprimande parce qu'ils ont engagé tout un personnel unilingue anglais pour l'École Supérieure de la ville; "Dire que ces traîtres à la race se promènent parmi nous le front sans honte", écrit l'auteur de la rubrique "Passim".(14)

Tout en déployant beaucoup d'efforts pour obtenir une réforme éducationnelle qui placerait l'enseignement du français au programme, la rédaction du *Madawaska* voit qu'il est aussi nécessaire de travailler pour une amélioration dans la formation des maîtres.

Comment nos enfants peuvent-ils apprendre bien leur langue quand il est reconnu que la majorité des institutrices qui enseignent dans les écoles fréquentées par nos Acadiens ne connaissent elles-mêmes pas les préliminaires de la langue française et de l'orthographe (...)(15)

Remarquons que l'auteur a employé le mot "Acadien" dans cet extrait. Dans son esprit, il ne pense certainement pas seulement aux institutrices de la "Petite Acadie" et des autres régions francophones en dehors du *Madawaska*. Non, par "Acadiens a-t-il déjà précisé, nous entendons tous les francophones des Provinces Maritimes."(16)

En novembre 1927, l'éditorialiste du *Madawaska* reprend encore une fois le thème de la langue française et celui de la formation des enseignants. Il est optimiste car il perçoit qu'il y a au Canada une tendance à donner une plus large part à l'enseignement du français "puisque la maîtrise des deux langues officielles du pays est d'un grand avantage dans les relations entre les provinces et même entre les groupes de



ON JOUE A L'ARGENT SOUS LE REGARD AMUSE DES DAMES

Qui . . . Quand . . . Où ? — (Nous apprécierions recevoir des renseignements)
(Cortoisie de Mme Roméo Fournier, d'Iroquois)

différentes races qui les habitent." (17) Et J.-G. Boucher demande aux députés de langue française à la Législature provinciale de "faire un bon coup" en obtenant une Ecole Normale bilingue au Nouveau-Brunswick. L'éditeur-proprétaire du Madawaska continue le combat entrepris en 1923 par les membres de "La Petite Boutique" par l'intermédiaire de leur revue *Le Madawaskien*. (17a) Il semble que c'est de la capitale de la "République" qu'est partie cette grande campagne en faveur de l'enseignement du français au Nouveau-Brunswick.

Le journal *Le Madawaska* se fait aussi l'interprète de "La Petite Boutique" qui préconise une Association d'Instituteurs et d'institutrices français de la province. Un noyau prometteur se forme dans le comté de Madawaska et en novembre 1925, un congrès pédagogique réunit 75 membres du personnel enseignant de la région. Le journal du nord-ouest a suivi avec intérêt les échanges et note qu'on y a discuté longuement "de la nécessité d'une plus large part à l'enseignement du français" (18) Au mois de mai 1926, *Le Madawaska* soutient que la "survivance de la race française et catholique des Provinces Maritimes" est entre les mains du personnel enseignant; celui-ci doit lutter contre un système qui n'encourage pas l'enseignement de la langue française. Et pour combattre efficacement, les instituteurs et les institutrices devraient étudier cette solution envisagée par une institutrice de Kent: "Association en un corps uni par les idées et les principes... Une association du genre est devenue urgente." (19)

L'éditorial du 2 décembre 1926 reprend cette idée d'association, rappelle les congrès pédagogiques de 1911 à 1914, et se demande pourquoi il n'y en a plus. L'auteur n'hésite pas à jeter le blâme sur les autorités civiles et sur le clergé.

Les congrès étaient organisés et conduits en marge de l'autorité scolaire officielle. Belle affaire! Pouvait-il en être autrement? Certains curés reculaient devant l'entreprise... Voilà ce qui a découragé l'organisation. (20)

J.-G. Boucher, en un vibrant plaidoyer, commémore l'héroïsme des déportés de 1755, des missionnaires et des apôtres des temps passés et il attribue les faiblesses de "nos organisations nationales" et du peuple acadien à la peur du sacrifice.

Le rédacteur du *Madawaska* ne cesse de talonner les enseignants pour qu'ils forment une Association. Au mois d'octobre 1926, il se déclare déçu en apprenant que le Congrès prévu pour l'automne n'a pas lieu: "Nous avons eu l'occasion de louer ce bon mouvement d'association... Nous en sommes quitte pour nos félicitations pour le moment, le congrès est à l'eau" (21). L'auteur cherche ensuite à stimuler, à pousser à l'action et se demande si quelqu'un ne pourrait pas reprendre l'idée et la conduire à bonne fin.

J.-G. Boucher et les membres de "La Petite Boutique" n'ont pas travaillé en vain, n'ont pas crié dans le désert. Le *Madawaska* du 8 septembre 1927 annonce une bonne nouvelle, communiquée par l'Évangéline: "Fondation d'une Association Pédagogique du Nouveau-Brunswick." (22) Les membres présents ont élu Mlle Marguerite Michaud (23) à la présidence; parmi les principales recommandations, on relève: fondation d'une bibliothèque scolaire, un manuel d'histoire français, un examen en français et un examinateur francophone. Le propriétaire du *Madawaska* se réjouit à la pensée que les enseignants reconnaissent l'importance des connaissances historiques et désirent un manuel d'histoire en

français. Ces recommandations de l'Association des enseignants aboutiront-elles à des résultats positifs? Le système scolaire du Nouveau-Brunswick sera-t-il amélioré?

Une réponse à ces questions se trouve dans *Un siècle de revendications scolaires au Nouveau-Brunswick, 1871-1971*, par Alexandre-J. Savoie. (22b) De plus, le même auteur dans son ouvrage, *Un Demi-Siècle d'histoire Acadienne*, fournit de précieux renseignements en ce qui concerne les résultats des activités de "La Petite Boutique" même après la dissolution de ce cercle en 1926. J.-G. Boucher met son journal au service de tous ceux qui continuent à lutter pour la cause acadienne et les idées qui ont germé au sein de cercle madawaskayen se répandent et portent fruit au cours des années. Les victoires ne se gagnent pas sans combat toutefois, la lutte n'est jamais finie; les groupes minoritaires ne peuvent se permettre de dormir sur leurs lauriers. Au journal *Le Madawaska*, on est aux aguets afin de se porter à la défense et à la promotion des intérêts de la population francophone du Nouveau-Brunswick. L'éducation du sens national, l'enseignement du français et la formation des enseignants comptent parmi les principales préoccupations du rédacteur-en-chef. Un thème très lié à celui de l'enseignement du français est fréquemment mentionné: la religion à l'école.

Langue et Foi à l'école

Ce sujet de l'enseignement religieux à l'école est, nous le savons, presque indissociable de celui de l'enseignement du français. Nous avons toutefois préféré le traiter séparément dans l'espoir de pouvoir plus facilement saisir la pensée du journal *Le Madawaska* sur cette question.

Si le rédacteur-en-chef du *Madawaska* insiste avec acharnement pour obtenir une réforme du système scolaire qui permettrait l'enseignement du français, c'est très certainement par amour pour la langue de ses ancêtres. Un autre motif anime aussi J.-G. Boucher et tous ceux qui avec lui travaillent en faveur de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick; c'est que l'on considère la langue comme protectrice de la foi. Cette idéologie familière aux milieux catholiques français jusqu'à ces toutes dernières décennies, stimule l'action de l'élite acadienne des années 1925. L'éditorialiste anonyme révèle la pensée des rédacteurs du *Madawaska*:

La langue française devrait être pour nous la protection de notre foi et de nos traditions (...). L'importance de connaître notre langue et de la conserver s'accroît de toute l'importance de la foi religieuse et des traditions caractéristiques de notre race. Chargée de toute la pensée catholique et pénétrée de tout l'idéal de l'âme ancestrale, la langue française est un préservatif contre l'infiltration hérétique et matérialiste du verbe étranger qui sonne à nos oreilles une autre foi et d'autres aspirations. (23)

Ce style persuasif et éloquent ne laisse aucun doute; l'auteur est convaincu que la Foi et les traditions des ancêtres sont protégées par la conservation de la langue; l'école, étant le prolongement de l'Église et de la famille, doit être en mesure d'y veiller. C'est cette idéologie qui incite l'élite catholique à lutter contre les écoles neutres.

Le *Madawaska* appuie tous ceux qui dénoncent l'école sans Dieu. En mars 1925, l'éditorialiste veut renseigner les lecteurs sur les méfaits de ces écoles et donne le cas de la France en exemple.

Les socialistes, les partisans de la laïcité des écoles ont réussi à s'emparer du pouvoir (...) Comme résultats: grèves d'école, révoltes, émeutes et peut-être guerre civile dans un avenir prochain.(24)

Ce langage alarmiste éveillera-t-il les apathies et les indifférents des milieux francophones et catholiques du Nouveau-Brunswick, où les écoles sont non-confessionnelles depuis 1871?

À l'automne 1925, J.-G. Boucher conseille aux parents consciencieux de faire un choix judicieux des instituteurs ou institutrices de leurs enfants et, si possible, de les envoyer aux collèges ou aux couvents catholiques. Il félicite la paroisse de Saint-Jacques qui a réservé les services de trois religieuses, Filles de l'Assomption, pour l'école paroissiale; dans le même éditorial, l'éditeur du *Madawaska* blâme les parents qui mettent leur argent sur un auto puis se disent "trop pauvres pour envoyer leurs enfants au collège".(25)

Un mois plus tard, un éditorialiste anonyme de "Religion et Education" commence par se demander pourquoi la langue française est combattue au Canada. Ses réflexions l'amènent à conclure que pour la majorité des Anglo-Saxons, catholicisme et langue française sont pratiquement liés; ce n'est pas surtout la langue que l'on attaque, mais le catholicisme. Qui est au cœur de ces agressions? C'est, écrit-il, "Le programme satanique de la franc-maçonnerie et c'est lui que tous et chacun doivent combattre."(26) Parce qu'il s'adresse à des lecteurs français et catholiques, l'auteur rappelle que l'Église a condamné la franc-maçonnerie et l'éducation sans religion. De plus, il demande à chacun de faire son devoir en luttant avec énergie contre le mouvement des écoles neutres.

La vie de tout peuple est fondée sur sa langue et sa foi, affirme encore *Le Madawaska*. C'est avec ardeur qu'il défend ces deux principes: "L'abandon du premier ou la disparition plus ou moins lente du dernier met en péril l'existence d'une race."(27) La race acadienne est en péril au Nouveau-Brunswick parce que sa langue et sa foi sont bannies de l'école.

À l'automne 1926, une campagne est lancée pour venir en aide à une congrégation religieuse acadienne naissante, celle des Filles de Marie de l'Assomption. J.-Gaspard Boucher consacre un éditorial pour encourager cette nouvelle oeuvre et saisit l'occasion pour répéter que la religion est nécessaire à l'homme et pour dénoncer l'influence néfaste des écoles neutres.(28)

Les mœurs relâchées de la jeunesse sont les résultats de ces écoles sans Dieu, déclare l'éditorialiste du 20 janvier 1927. Il dénonce "les petites 'shops' où se fait le commerce clandestin des boissons alcooliques" ainsi que les restaurants "à compartiments privés". Parce que l'éducation religieuse est négligée dans la famille et bannie de l'école, "notre jeunesse n'a plus de morale", soutient le même auteur.

Trois mois plus tard, un article du *Madawaska* reproche au gouvernement canadien de laisser pénétrer au pays des "journaux jaunes du pire caractère", et inévitablement l'auteur s'en prend encore à l'école neutre.

Les parents ne connaissent pas la langue anglaise et les enfants, victimes de l'école neutre et anglicisante, en profitent pour se délecter dans des histoires de divorce, vol et meurtres. Pauvres enfants!(29)

Ces propos pessimistes font place, au mois de juillet suivant, à des expressions de confiance et d'espoir. L'école neutre n'est pas encore abolie pourtant, mais les retraites fermées font une "oeuvre de régénération morale"; tel est le titre de l'éditorial écrit par J.-Gaspard Boucher qui associe patriotisme à la religion.

Le sentiment national qui brûlait sous cendres, surgit à l'appel de groupes d'élites... Le peuple acadien revient à la vie nationale tranquillement mais sûrement... Le patriotisme religieux, nécessaire à la vie d'un peuple chrétien s'est considérablement développé sous le dévouement sans bornes de quelques apôtres.(30)

Le rédacteur-en-chef du *Madawaska* encourage les lecteurs à faire une retraite fermée où ils trouveront "une ardeur nouvelle pour travailler à l'honneur de la race et à la gloire de l'Église."

Loisirs, mœurs et coutumes.

Nous avons vu, à la page précédente, que *Le Madawaska* se préoccupe des bonnes mœurs, dénonce les "petites shops" et les boissons alcooliques ainsi que les "journaux jaunes". Dans ce domaine, il est facile de déceler l'influence de la presse catholique québécoise de l'époque; *Le Madawaska* est à l'école de l'Action Catholique et du Devoir. Il est à signaler, cependant, que la plupart des articles sur la mode, le théâtre, la danse, les boissons alcooliques, la profanation du dimanche, les divertissements en général, sont courts et ne sont souvent que des communiqués provenant de l'extérieur des bureaux de la rédaction.

La mode féminine est souvent ridiculisée sinon condamnée. Un correspondant, "X du Sault", voit du "dévergondage" chez ces "prétendues demoiselles balladant en culottes, c'est-à-dire en Breeches... accoutrement baroque, sauvage presque."(31) Dans "Encore la Mode", un certain Gilles met en doute le bon coeur, la générosité et la tendresse des femmes qui:

font passer le catalogue de mode avant l'évangile, qui préfèrent se passer de l'amitié du prêtre pour rester à la mode, c'est-à-dire pour garder sa poudre, dentelles, robes décolletées et bas transparents...(32)

Seul un petit groupe de femmes s'habillent, selon Gilles, en "femmes et filles chrétiennes"; les autres sont des rebelles à l'enseignement de l'Église et à ce que disent "les gens de bon sens et d'équité". Ces femmes "à la mode", au lieu d'être les "Ange gardiens" de leur foyer, sont devenues des "anges pervers d'abord et corrupteurs ensuite..."

Citons enfin quelques extraits d'une longue lettre tirée de la chronique de Rivière-Bleue et signée par Guy bord. Celui-ci critique "madame qui ne veut plus continuer son rôle de nourrice comme le veut la Providence" et qui est esclave de la mode: corset, robes trop courtes et décolletées, cheveux en "shingle".(33) Dans sa chronique hebdomadaire, *Variétés*,(34) G. N. Tricoche se montre conciliant. Il admet que les "modes actuelles" dans les vêtements et la coiffure ne sont pas trop esthétiques, mais il convient qu'il ne faille pas exagérer à cause des exigences de la civilisation moderne.

Les danses sont également présentées comme une menace au "bien-être social et spirituel", dans *Le*

Madawaska du 26 novembre 1925. L'article sur ce sujet paraît cependant dans la section "Vie catholique" laquelle n'est, semble-t-il, qu'une reproduction d'un journal de l'extérieur. On rappelle les directives de l'épiscopat du 19 décembre 1923 qui condamnent le tango, le fox-trot, etc. comme "danses lascives en elles-mêmes" et aussi celles qui "sont lascives par la manière de les danser, comme la valse, la polka..."

Disons enfin que Le Madawaska du 22 janvier 1925 rapporte que Mgr Leblanc a condamné les salles de danse "au prône de la cathédrale, à Saint-Jean, dimanche."

J.-G. Boucher se prononce clairement contre un autre danger qui menace la famille et les bonnes mœurs: le divorce. Le 5 mars 1925, Le Madawaska informe ses lecteurs que par un vote de 109 à 69, la Chambre des Communes a adopté le projet de loi Shaw modifiant la loi du divorce de façon à donner à la femme les mêmes décrets qu'à l'homme, lorsqu'il s'agit de demande de divorce. J.-G. Boucher signale que les députés canadiens-français ont voté en bloc contre la proposition et ajoute: "On se ligue contre tous les vices et prétendus vices. On nous fait un crime de fumer la cigarette et cependant on ferme les yeux sur les effets néfastes du divorce."

Quelques semaines plus tard, le rédacteur-en-chef du Madawaska félicite à nouveau les députés français aux Communes qui osent proposer un amendement à la loi du divorce: "Dans aucun cas où un divorce est accordé par la loi du parlement ou par une décision d'un tribunal quelconque au Canada, l'un et l'autre des divorcés n'auront droit de se remarier." J.-G. Boucher ajoute: "Le parti politique qui supportera cet amendement méritera beaucoup du peuple chrétien." (35)

Le cinéma reçoit aussi quelques remarques peu flatteuses de l'éditeur-proprétaire du Madawaska. Dans un éditorial du 20 janvier 1927, J.-G. Boucher commente une conflagration du laurier Palace de Montréal où plusieurs enfants ont péri. La ville d'Edmundston doit trouver sans délai des "endroits de saine récréation" pour la jeunesse qui, "c'est un fait établi, n'a plus de morale." La faute en est attribuée au manque d'enseignement religieux dans la famille et à l'école, et aussi "à certains endroits publics qui ne leur montrent que bassesses et dévergondages". A la fin de l'année 1927, dans sa rubrique "Passim", J.-G. Boucher fait état des persécutions au Mexique et en Russie et déclare:

C'est la lutte au christianisme et à la société bien organisée. Pour répandre rapidement leurs idées, les bolchévistes - ce sont les chefs de tous ces mouvements qui incitent à la révolution - utilisent de plus en plus le cinéma. Par lui ils veulent corrompre l'âme du peuple pour s'emparer plus facilement de son esprit. (36)

Deux mois plus tard, la rubrique "Passim" reproduit un article du Droit intitulé: "De complicité avec le cinéma", et cette compare du cinéma est la "presse jaune". J.-G. Boucher recommande à ses lecteurs de lire ces reproductions de la presse catholique. (37) Dans la section "Vie catholique" du Madawaska, dont est responsable un collaborateur qui signe S. I. C., il est fréquemment question des communistes, des bolchévistes, des socialistes, des francs-maçons, etc. La Société des Nations serait, selon S.I.C., dirigée par des "politiciens radicaux et francs-maçons", et il n'est pas question que le Vatican demande son entrée dans "cette énorme machine à fabriquer la paix" (38). Il n'est cependant pas prouvé que l'équipe de rédaction du Madawaska ait fait sien l'opinion de S.I.C.

Dans les commentaires et opinions exprimés dans Le Madawaska sur des thèmes touchant aux mœurs et coutumes, la réalité acadienne semble avoir été absente. Par ailleurs, J.-G. Boucher ne dissocie pas les valeurs morales et religieuses des valeurs culturelles françaises et acadiennes. Le 29 avril 1926, dans son éditorial "Le Trio Larrieu", il fait l'éloge de ce groupe de chansonniers qui a donné "une leçon appliquée de la chanson française depuis le 16e siècle" et ajoute:

Si nous voulons rester français, c'est-à-dire conserver l'héritage de nos ancêtres, il ne faut pas négliger cet élément important de la formation populaire qu'est la bonne chanson française. Apprenons des chansons françaises, il en existe d'aussi modernes que les chansons américaines. Elles sont mille fois plus belles parce qu'elles sont d'un rythme plus léger et d'une harmonie plus gracieuse... Chantons ces chansons... Introduisons-les dans nos foyers pour que nos enfants y prennent goût. Nous aiderons ainsi à perfectionner notre culture française.

L'infiltration d'une certaine mentalité américaine est également déploré par "Habitant" qui dit que cette mentalité comporte "l'idée de supériorité de la civilisation américaine et des Américains dans tous les domaines." Il mentionne, entre autres, la manie de parler anglais entre Français, la "fantaisie d'acheter la dernière chanson américaine... et de chanter anglais", d'imiter les "manières de faire, us et coutumes de la société New Yorkaise" dans toutes les occasions qui se présentent: naissance, mariage, décès, soirées. Et "Habitant" s'identifie plus aux Canadiens-français qu'aux Acadiens, dirait-on.

Orateurs de la St-Jean-Baptiste, veillez à la conservation de nos coutumes, usages et traditions, car bientôt seuls les mots langue et religion serviront de faibles soutiens à nos périodes ronflants... (39)

Qui est "Habitant"? Nous pourrions probablement mieux découvrir sa mentalité et son idéologie à la fin de cette recherche.

Concluons cette section avec cette dernière remarque: un article traite explicitement de culture acadienne; c'est celui écrit par J.-G. Boucher à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Napoléon Bourrassa, auteur de Jacques et Marie. En rendant hommage à cet écrivain, ami des Acadiens, J.-G. Boucher ne cache pas son admiration pour le célèbre homme politique canadien-français, Henri-Bourrassa.

L'intérêt qu'a porté Napoléon Bourrassa à la race acadienne se continue par son fils qui veut, par la parole, parfaire le travail de rapprochement qu'avait si bien commencé son père par la plume... C'est pour rendre un modeste hommage à cet ami du peuple acadien, à cet apôtre de l'art, que nous écrivons ces lignes. Un devoir de reconnaissance nous les dictait. Elles ne sont qu'une faible expression de la gratitude d'un peuple, mais elles sont sincères. (40)



SALON DE BARBIER — FORT KENT, 1921

De gauche à droite: MM. MARTIN, (non identifié), DOGITHE LANG, SALOMON COTE (barbier), BENOIT DAIGLE
(Cortoisie: M. Eudo Daigle)

REFERENCES

- 1 *Le Madawaska*, 20 août 1925.
- 2 *Idem*, 25 février 1926.
- 3 *Idem*, 2 juillet 1925.
- 4 *Idem*, 25 février 1926.
- 5 Lionel Groulx, *Mes Mémoires*, tome 1, pp 303 sv.
- 6 *Le Madawaska*, 24 mars 1927.
- 7 Lionel Groulx, *Histoire du Canada*, vol. 2, pp. 332 sv.
- 8 *Le Madawaska*, 11 septembre 1927.
- 9 *Le Madawaska*, 22 janvier 1925.
- 10 *Idem*, 25 juin 1925.
- 11 *Idem*, 28 avril 1927.
- 12 *Idem*, 31 mars 1927.
- 13 *Idem*, 18 novembre 1926.
- 14 *Idem*, 2 septembre 1926.
- 15 *Idem*, 22 janvier 1925.
- 16 *Idem*, 20 août 1925.
- 17 Editorial, "La Langue française", 10 novembre 1927, p. 3.
- 17a Alexandre-J. Savoie, *op. cit.*, pp. 112 sv.
- 18 *Le Madawaska*, 17 novembre 1925.
- 19 *Idem*, 13 mai 1926.
- 20 *Idem*, 2 décembre 1926.
- 21 *Idem*, 7 septembre 1926.
- 22 *Idem*, 8 septembre 1927, p. 3.
- 22a Originaire de Bouctouche, Mlle Michaud sera la première femme acadienne à obtenir un doctorat (Univ. Montréal en 1947); pendant de nombreuses années, professeur de français à l'Ecole Normale de Fredericton.
- 22b Volume I, *Du français au compte-gouttes*, p. 203 sv.
- 23 *Idem*, 26 février 1925.
- 24 *Idem*, 26 mars 1925.
- 25 *Idem*, 27 août 1926.
- 26 *Idem*, 10 septembre 1925.
- 27 *Idem*, 13 mai 1926.
- 28 *Idem*, 7 octobre 1926.
- 29 *Idem*, 28 avril 1927.
- 30 14 juillet 1927.
- 31 "J'ai vu", 22 janvier 1925.
- 32 7 janvier 1926.
- 33 7 janvier 1926, p. 4.
- 34 4 mars 1926.
- 35 26 mars 1925.
- 36 15 septembre 1927.
- 37 24 novembre 1927.
- 38 12 novembre 1927.
- 39 Editorial, "Soyons nous-mêmes", 28 février 1926.
- 40 Editorial, "Napoléon Bourrassa", 27 octobre 1927.

LA POLITIQUE FEDERALE ET PROVINCIALE

Le premier éditorial du *Madawaska* affirmait catégoriquement, en 1913, que cet hebdomadaire du Nord-Ouest néobrunswickois était libre de toute attache politique. Par contre, il était clairement déclaré que la rédaction surveillerait de près les dirigeants politiques et n'hésiterait pas à dire la vérité, à féliciter ou à critiquer les gouvernants peu importe leur couleur politique.

Les rédacteurs de 1925-1927 ont-ils hérité de cette disposition d'esprit? Quels sont leurs intérêts politiques? Nous avons vu dans les pages précédentes qu'ils se sont faits les défenseurs et les protecteurs des droits de la minorité francophone du Nouveau-Brunswick. Ils n'ont pas hésité à dénoncer ce qu'ils jugeaient injuste, à déplorer les hésitations et les négligences des détenteurs d'une parcelle du pouvoir civil ou religieux, à stimuler les apathiques et les indifférents. Oseront-ils s'exprimer aussi fermement dans les questions politiques? Bref, seront-ils fidèles à l'esprit des fondateurs du journal *Le Madawaska*?

La scène politique fédérale

Avant de scruter les articles du *Madawaska* concernant la vie politique au fédéral, brossons un tableau des grands faits qui se déroulent sur la colline parlementaire à Ottawa en cette deuxième décennie du XXe siècle.

Les élections du 29 octobre 1925 ont accordé une très faible victoire au parti conservateur de M. Meighen, 117 sièges contre 101 au parti libéral de Mackenzie King au pouvoir depuis 1921; les progressistes, avec 22 sièges, détiennent la balance du pouvoir.

Puisque M. Meighen n'a pas obtenu la majorité absolue, le chef libéral refuse de céder les rênes du gouvernement et convoque le Parlement pour janvier 1926. Entre-temps, il s'assure de l'appui du jeune parti progressiste, originaire de l'Ouest. De leur côté, les conservateurs, forts de leur victoire "morale", n'acceptent pas de rester du côté de l'opposition et cherchent un moyen de renverser l'adversaire. La chance leur sourit: Un scandale au sein du département des douanes est mis à jour; il s'agit d'un commerce illégal de boissons alcooliques avec les Etats-Unis. Meighen, assuré à son tour de l'appui des progressistes, prépare un vote de censure contre le gouvernement King. Le premier ministre prévoit la tactique et veut l'éviter par un appel au peuple. Or le gouverneur-général Byng de Vimy refuse de dissoudre les Chambres et demande à Meighen de former un Cabinet. Le chef conservateur passe à l'action et organise un Cabinet composé de ministres intérimaires. Mackenzie King constate la légalité de ce Cabinet et l'opposition devient tellement forte que Meighen décide d'en appeler au peuple avec l'approbation du gouverneur Byng de Vimy. Les Canadiens iront donc aux urnes pour la deuxième fois en moins d'un an.

Une nouvelle campagne électorale prépare la victoire des libéraux. Mackenzie King se présente comme le défenseur de la constitution canadienne en dénonçant vigoureusement le geste du gouverneur Byng de Vimy. Celui-ci, proclame Mackenzie King, a posé un geste anti-constitutionnel, il a outrepassé les prérogatives royales; le Canada retourne au statut colonial, laisse encore entendre le leader libéral.

L'incident Byng de Vimy, exploité par les libéraux, sert de cheval de bataille politique en 1926. En juillet, l'ère King reprend son cours après une interruption de quatre mois.

Voyons maintenant si les rédacteurs du *Madawaska* s'intéressent à la politique fédérale. Savent-ils saisir les occasions qui se présentent pour promouvoir les intérêts de la minorité francophone de leur province?

Les premiers numéros du *Madawaska* de 1925 révèlent que l'équipe du journal se tient au courant de ce qui se passe à Ottawa. Pendant les premières semaines, cependant, on se contente de publier des communiqués. Le 12 février, par exemple, le discours du trône est reproduit intégralement; il y est également question d'un discours prononcé par le député de *Madawaska-Restigouche*, M. Pius Michaud.

En mars 1925, on apprend qu'il y a des vacances au Sénat. J.-G. Boucher, promoteur de la cause française, passe à l'attaque dans la rubrique "Passim": "Le temps serait alors propice pour la nomination de sénateurs français, Acadiens, chez nous, et Canadiens français ailleurs."⁽¹⁾ Cette remarque indique clairement que, dans l'esprit du propriétaire du *Madawaska*, les francophones du Nouveau-Brunswick sont des Acadiens. Dans le choix des nouveaux sénateurs, le gouvernement canadien devrait tenir compte de la présence de ces deux groupes francophones, deux "nationalités", non concurrentes toutefois, mais qu'il faut respecter et considérer comme différentes et ayant chacune leur identité propre.

De nouveaux sénateurs sont nommés à l'automne 1925. L'auteur de la rubrique "Passim" laisse éclater sa colère: "L'Île-du-Prince-Édouard a deux nouveaux sénateurs mais pas d'Acadiens. Les politiciens appellent cela de la diplomatie, l'homme intelligent qualifie ces nominations d'injustes."⁽²⁾

Au bureau du *Madawaska* on attache une grande importance à cette question de représentants acadiens à Ottawa. En mars 1925, l'attention des lecteurs est retenue par un article dans lequel l'orateur souligne le fait que des députés acadiens ont, soit adressé la parole, soit posé des questions à la Chambre; il s'agit des Messieurs Pius Michaud, J.-G. Robichaud et A.-J. Doucet.

La population acadienne compte pour la représenter aux Communes trois députés. Ils ne remplissent certainement pas la Chambre comme le prétendait dernièrement un correspondant de l'Acadien. Cependant ils savent émettre leurs opinions dans les débats sérieux et leurs questions sont très à propos.⁽³⁾

Au cours des semaines antérieures aux élections fédérales d'octobre 1925, le journal *Le Madawaska* réserve de nombreuses colonnes aux affaires politiques, rapporte les paroles des deux leaders qui se font la lutte, et ajoute aux communiqués des commentaires qui se veulent impartiaux.

Le 3 septembre, J.-G. Boucher se montre aux aguets; il a appris qu'un nouveau parti politique fédéral est à s'organiser. Ce serait, dit-on la scission d'un groupe con-

servateur sur la question de la circonscription. Selon J.-G. Boucher, les Provinces de l'Est seraient avantagées par la formation de ce nouveau parti parce qu'il serait

en opposition directe avec le parti progressiste (...)
Si le nouveau parti réussissait à faire élire un bon nombre de ses candidats et que ceux-ci iraient siéger avec les principes qu'on leur prête, l'influence progressiste diminuerait rapidement.(4)

Quelques mots d'explications sur ce parti progressiste aideront à mieux saisir la pensée de l'auteur.

C'est à Winnipeg, en 1920, que naît le National Progressive Party(4a) groupant des associations de fermiers de l'Ouest canadien. Le contexte socio-économique de l'après-guerre est à l'origine de ce nouveau parti. Les ouvriers demandent de meilleures conditions de travail et une plus grande sécurité d'emplois; les fermiers réclament une réduction d'impôts et des législations propres à assurer plus de stabilité dans leurs revenus. Un peu partout au Canada anglais, on préconise une plus grande intervention de l'Etat dans les domaines du bien-être et des services publics.

Il s'agit, en somme, d'une nouvelle philosophie qui favorise une politique fondée sur la justice et la sécurité sociale. Or les milieux canadiens-français catholiques craignent cette tendance politique avant-gardiste et s'alarment devant l'expansion du Parti progressiste. Cette réaction se comprend lorsqu'elle est située dans le contexte du Canada-français des années 1920. L'école nationaliste, dont le chanoine Lionel Groulx est le principal théoricien, a pour échelle de valeurs, l'Eglise, le Canada-français, la famille, la société rurale, l'agriculture. C'est par la fidélité à ces valeurs traditionnelles que les Canadiens français rempliront leur mission de restauration nationale en Amérique. Le Québec doit garder sa culture française et catholique par son attachement à Rome et à la France. La sauvegarde de la langue et de la foi catholique doit être assurée par des institutions religieuses à l'abri des interventions de l'Etat. C'est dire que la vague nationaliste québécoise coule dans le sens contraire de la vague progressiste de l'Ouest.

Il est facile de comprendre pourquoi les rédacteurs du *Madawaska*, lecteurs de l'Action catholique et du Devoir, condamnent l'idéologie du Parti progressiste. Par contre, comment peuvent-ils se le permettre tout en proclamant que leur journal n'est pas politique? La direction de l'hebdomadaire madawaskayen juge peut-être que, puisque ce National Progressive Party n'est pas un parti traditionnel, il est de son devoir de le dénoncer à cause de ses idées dangereuses.

Si le journal *Le Madawaska* est à l'écoute de ce qui se passe dans les autres provinces au temps de la campagne préparatoire aux élections fédérales d'octobre 1925, à plus forte raison l'est-il au niveau provincial. Le premier octobre, la circonscription Madawaska-Restigouche fait le choix de ses deux candidats: libéral, M. Pius Michaud; conservateur, M. Culligan qui l'a emporté sur M. Max Cormier, d'Edmundston. Ce choix des conservateurs provoque une réaction au bureau du journal. Comment se fait-il que la convention conservatrice ait élu un candidat anglais pour représenter une population au trois-quarts française? L'éditorialiste J.-G. Boucher ridiculise l'unilingue Culligan qui ne sera "qu'un demi-député dans le parlement bilingue."(5) A ceux qui l'accusent de mêler le sentiment national à la politique, J.-G. Boucher répond qu'un "peuple se doit d'être juste envers soi-même(...). Minorité catholique

et française, nous n'avons plus le droit d'être inférieure où que ce soit."(6)

Une véritable polémique s'engage autour de ce choix du parti conservateur; les correspondants profitent de l'espace que *Le Madawaska* met à leur disposition pour s'exprimer et défendre leur position. Les rédacteurs du journal se prétendent libres d'attache politique: le fait français a la priorité sur la couleur politique et la partisanerie est méprisée. D'Erlanges, nom de plume du docteur A.-M. Sormany, proteste énergiquement contre le choix des conservateurs et tente de convaincre les électeurs de voter pour le candidat francophone peu importe le parti qu'il représente.

...voilà que le parti conservateur nous demande d'élire un Anglais dans la circonscription électorale où nous sommes 32,972 Français sur une population totale de 43,977. Allez-donc! Et il y a des nôtres qui nous demandent d'accepter le sacrifice! Ce serait plus qu'imprudence, ce serait bête (...) c'est notre devoir de supporter la candidature de notre compatriote, quelque soit sa couleur politique.(7)

Ces propos enlèveront-ils des votes au candidat Culligan? Le groupe Culligan ne se laisse pas intimider et la lutte devient de plus en plus acharnée entre les deux camps. Un partisan de Culligan s'attire une riposte remplie de sarcasmes de la part de J.-G. Boucher qui, dix ans avant de se présenter lui-même dans l'arène politique, s'exerce à vaincre un adversaire en utilisant la meilleure arme à sa disposition, des propos cinglants et humiliants.

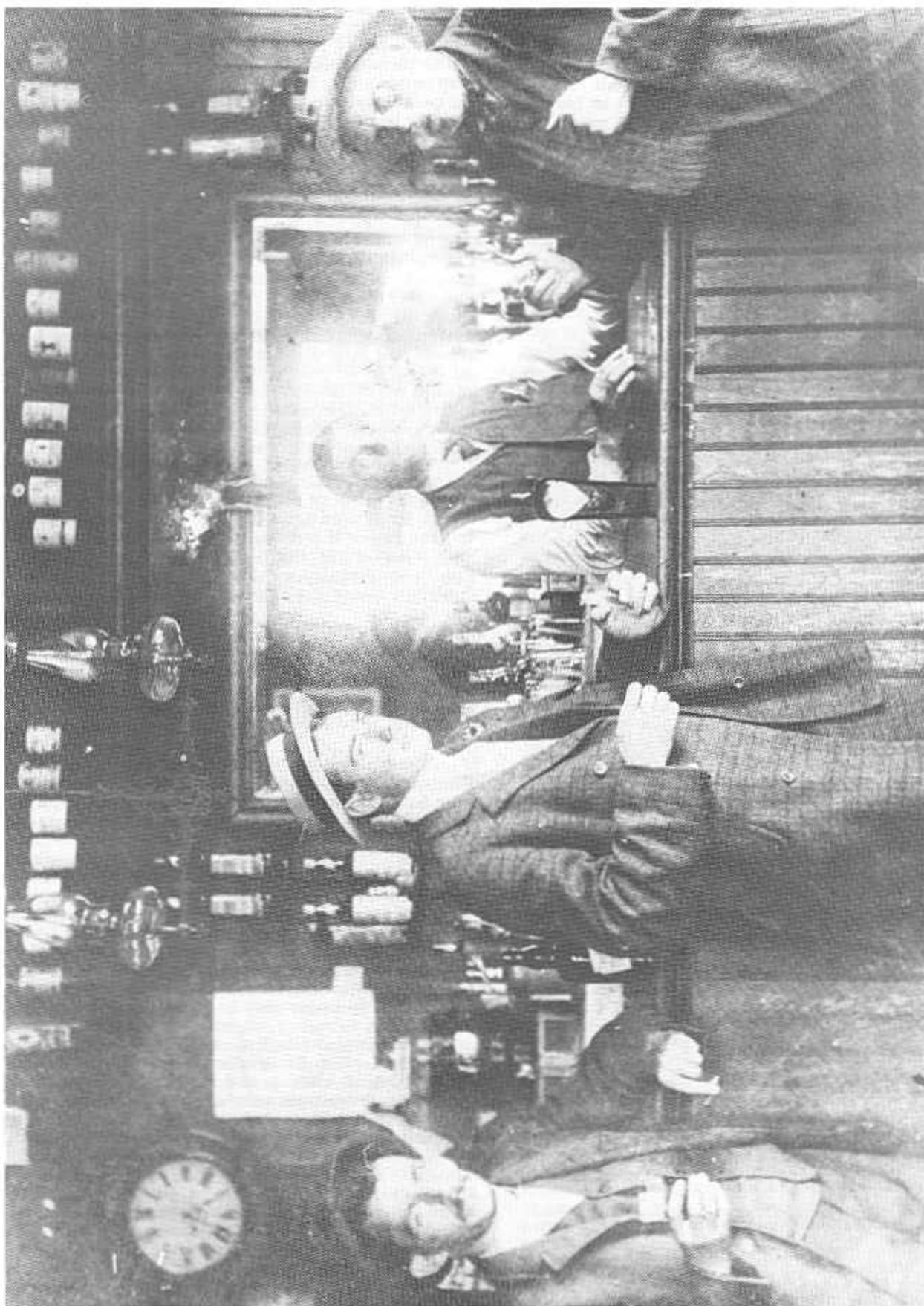
Courbez la tête devant votre patron, MM. Cartier, Laurier, Bourassa(...) et saluez Shannon le Bilingue(...) Dans un moment de spasme il s'écrie: "Ousqui sonté le p'tit Madawaska et l'Evangéline lorsqu'il s'agit de défendre les droits des Acadiens? Comme je vous disait bétô y se cachait."(8)

Il serait possible d'écrire longuement sur cette crise politique des années 1925-26. Nous jugeons préférable, dans le cadre de cette recherche, d'analyser plus spécialement les articles du *Madawaska* dans lesquels il est question du fait français, et tout particulièrement du fait acadien.

Contentons-nous avant de conclure cette section sur la politique fédérale, d'ajouter que le député de Madawaska-Restigouche élu le 29 octobre 1925, fut bien M. Culligan. Le *Madawaska* exprime l'espoir qu'il y aura de nouvelles élections en moins d'un an; les conservateurs des comtés de Madawaska-Restigouche, "ceux de race française en qui git un peu de patriotisme"(9) auront alors la chance de réparer leur bêtise.

L'incident Byng de Vimy, suscite la colère des rédacteurs du *Madawaska*. L'un d'entre eux, "Habitant", rappelle que depuis la Confédération, jamais un gouvernement a refusé une telle demande d'un premier ministre; cet acte constitue un recul et l'auteur se demande: "Qu'en penseront les citoyens du Madawaska où pour la première fois au Canada, en 1812, des vellétés d'indépendance ont germé?"(10) A quoi "Habitant" fait-il allusion? A l'origine du "mythe de la République madawaskayenne"? Certainement. Cette remarque puise son inspiration des commentaires faits par Mgr O. Plessis en 1812 lors de sa visite pastorale au *Madawaska*.(11)

L'équipe du *Madawaska* a vu juste, les Canadiens retourneront aux urnes le 14 septembre 1926. Le parti con-



TAVERNE — INTERIEUR DE L'HOTEL QUEEN, RUE VICTORIA, EDMUND-
STON, VERS 1905 — De gauche à droite: MM. SAUCIER, MAC, MARTIN

(sérant de la Banque Royale), BOURGOIN, CLAVETTE.
(Courtisier: William Brebner)

servateur nommé encore une fois M. Culligan pour candidat dans la circonscription Madawaska-Restigouche. Ce choix ne plaît pas à un collaborateur du journal *Le Madawaska*, Verax. Celui-ci critique le parti conservateur lequel

malgré les avertissements répétés de la presse acadienne, (a) oublié que les comtés de Restigouche-Madawaska sont français. Il est beau d'aimer une race étrangère, mais il est laid de l'aimer plus que la sienne. (12)

J.-G. Boucher se permet de donner des conseils aux électeurs dans l'espoir d'enlever des voix au candidat anglais Culligan; il n'est pas nécessaire de voter pour tel parti parce que telle est la tradition dans la famille, souligne-t-il.

Le 19 septembre 1926, les Libéraux reprennent le pouvoir à Ottawa. Le journal *Le Madawaska* en est très satisfait; les articles des semaines précédentes démontraient d'ailleurs que la direction du journal favorisait le parti libéral. Dans son éditorial du 23 septembre 1926, J.-G. Boucher parle de l'esprit de parti et de l'esprit de clocher qui ont dominé en 1925, puis déclare: "La population acadienne des provinces maritimes s'est jointe au reste du Canada-français pour protester contre la conduite fautive du chef du parti conservateur devant le gouverneur." (13) Selon l'éditorialiste, le "cas Culligan" est réglé parce que les électeurs francophones de Madawaska-Restigouche ont reconnu l'importance d'avoir un représentant acadien à Ottawa. M. Blanchard siègera "sur la droite avec des compatriotes Véniot et Bourgeois. Certes l'Acadie sera bien représentée surtout si la rumeur se confirme que l'Hon. M. Véniot entrera dans le Cabinet." (14) La rumeur s'avère fondée. Le 9 octobre 1926, J.-G. Boucher annonce dans sa rubrique "Passim" que l'honorable M. Véniot est devenu ministre des postes dans le nouveau cabinet King. Ici encore, le propriétaire-éditeur du *Madawaska* se réjouit pour l'Acadie qui a l'honneur de voir pour la première fois un des siens accéder à un si haut poste.

En 1927, *Le Madawaska* continue à s'intéresser à la politique du gouvernement fédéral et, comptant sur la présence de trois Acadiens sur la colline parlementaire, entreprend une campagne en faveur du bilinguisme. Mais laissons à d'autres chercheurs le soin d'étudier cette question, il est temps pour nous de regarder ce qui se passe sur la scène politique du Nouveau-Brunswick.

La politique provinciale

La vie politique au Nouveau-Brunswick, en ces années 1925-1927, est-elle aussi tumultueuse qu'à Ottawa? Rappelons d'abord qu'un Acadien, Pierre-J. Véniot est devenu premier ministre au mois de février 1923, à la suite de la démission de W. E. Foster au pouvoir depuis 1917. Le mandat de la législature expire toutefois au mois de septembre 1925; une élection provinciale doit nécessairement avoir lieu avant la fin de septembre 1925.

Les perspectives sont bonnes pour M. Véniot en ce début de 1925. Un projet d'envergure, celui du développement des grandes ressources des chutes du Grand-Sault, semble vouloir démarrer après avoir languï pendant une quinzaine d'années. C'est un bon point en faveur du gouvernement libéral car la population en général compte beaucoup sur l'exploitation de cette richesse naturelle. Au printemps 1925 toutefois, le premier ministre commence à subir des déboires; les grandes compagnies forestières s'opposent à sa politique de développement parce que, paraît-il, elles aimeraient exploiter elles-mêmes les chutes. Le parti de

l'opposition sait utiliser cette question pendant la campagne électorale qui s'amorce. J. D. Baxter, chef conservateur, laisse entendre qu'il n'est pas catégoriquement contre le projet du Grand-Sault. Seulement, il prétend que le gouvernement Véniot est en voie d'entraîner la province dans une perte financière énorme. Sans se prononcer clairement en faveur du développement hydro-électrique du Grand-Sault par des entreprises privées, le parti conservateur se dit favorable au projet si celui-ci était placé entre les mains d'une commission indépendante, composée d'hommes d'affaires compétents et libres d'attaches politiques. (15)

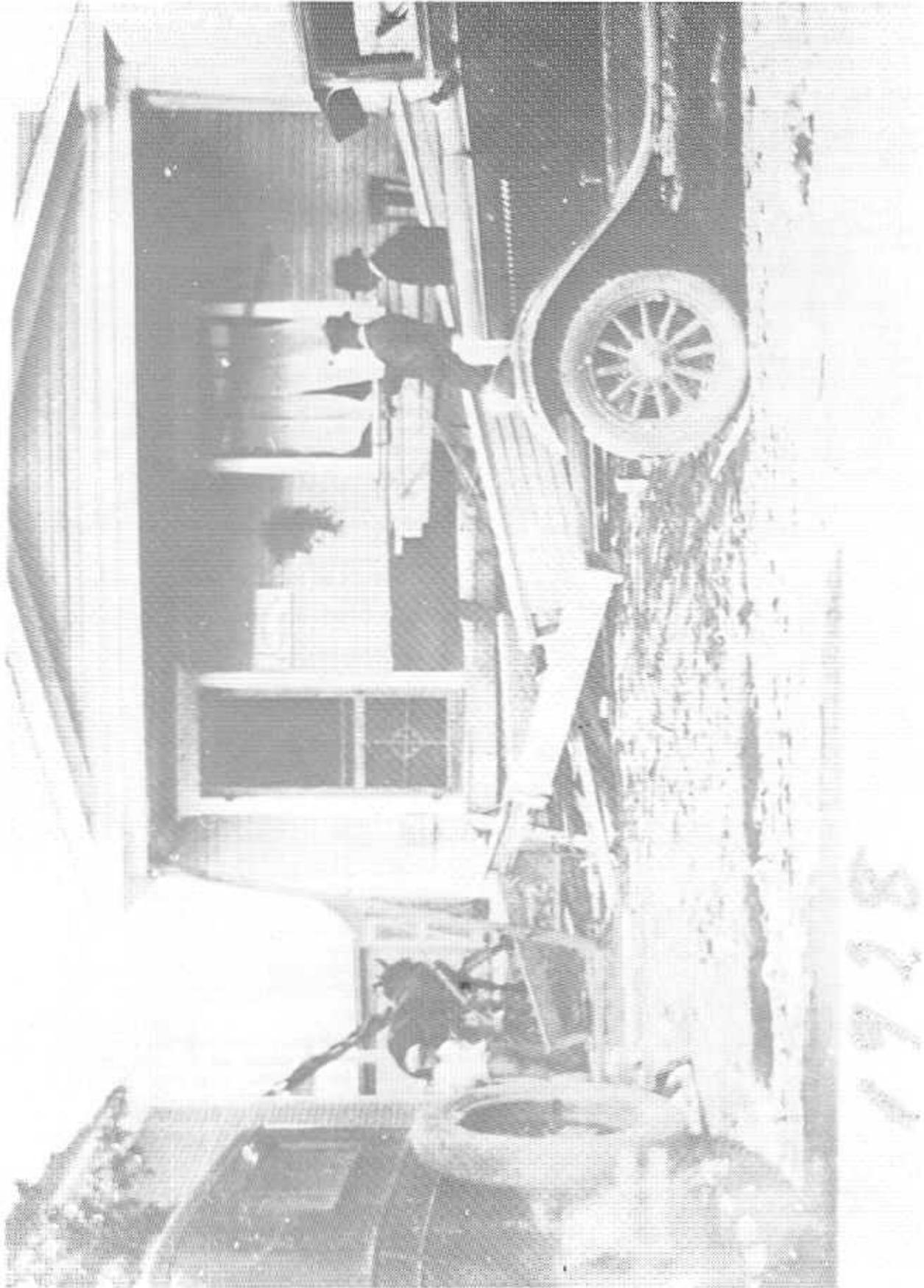
Quelle est l'attitude du *Madawaska* face à cette question débattue sur la scène politique? Il ne semble pas que ce sujet ait été une grande préoccupation des rédacteurs du journal pendant la période électorale de 1925. Les quelques articles qui en parlent le font en rapport à un projet de la Compagnie Fraser dont il sera question dans le prochain chapitre.

Un autre débat est à l'ordre du jour pendant ces années 1920: la prohibition. Depuis 1916, une loi du Nouveau-Brunswick interdit la vente de boissons alcooliques. On est à l'ère des "bootleggers", du commerce clandestin, la boisson est consommée plus que jamais, paraît-il, et au mépris de la loi. Les critiques pleuvent sur les responsables de l'ordre public. Certains groupes insistent auprès du gouvernement pour qu'il abolisse cette loi et crée des "commissions de liqueur", c'est-à-dire des magasins contrôlés et dirigés par le gouvernement. Par contre, d'autres s'opposent catégoriquement à cette nouvelle formule. Le terme PROHIBITION est utilisé par tous et chacun sans que personne ne sache trop comment régler le problème. Les politiciens de 1925-1927 en font un cheval de bataille.

Le Madawaska s'engage dans le débat en suivant de près l'évolution de la question. Le 16 avril 1925, J.-G. Boucher écrit un éditorial sur "Quel régime". Selon lui, le mot PROHIBITION "cause autant de troubles chez les administrateurs et les administrés que la conscription de la dernière guerre." Il fait ensuite état de la division créée dans les rangs des libéraux par ce sujet épineux puis ajoute: "Dans la ville d'Edmundston, le seul changement qui pourrait affecter l'état de choses actuel serait le contrôle des bootleggers par le gouvernement... non pour les protéger mais pour protéger le public." (16)

Quelques semaines plus tard, le rédacteur-en-chef du *Madawaska* se demande si les politiciens comptent "laisser cette loi dans les statuts de la province sans la faire appliquer". On est en pleine "tourmente électorale" et J.-G. Boucher attaque subtilement le parti de l'opposition: "Comme pères de cette Loi, les conservateurs auront-ils un secret à eux pour lui faire porter tous les fruits qu'elle devrait?" (17)

Les élections de 1925 portent les conservateurs au pouvoir. La Prohibition est encore en vigueur mais, selon *Le Madawaska*, les nouveaux inspecteurs nommés par le gouvernement ne sont pas plus capables que les "désitués" de faire respecter la loi. J.-G. Boucher déclare même qu'il "existe entre certains 'vendeurs' du comté et certains inspecteurs des relations de famille ou d'affaires qui font croire pour l'avenir à une protection honteuse." Le commerce clandestin des boissons alcooliques est plus florissant que jamais, semble-t-il. Les inspecteurs ferment les yeux et les "dangers d'être pris et dénoncés diminuent à chaque jour... Les comtés français de la province, et particulièrement celui de Madawaska, ont la réputation d'être remplis de 'bootleggers'." (18)



“leger” mécontent du zèle de M. Peters qui cherche à faire respecter la loi de 1927. (Cortoisie: M. Francis Rice)

REVANCHE D'UN "BOOTLEGGER" — Le 6 septembre 1928, la maison du policier Peters d'Edmundston (rue Queen), est dynamitée par un "boot-

Le gouvernement conservateur de M. J. D. Baxter songe, en 1927, à remplacer la loi de la Prohibition par un système de contrôle par l'Etat. J.-G. Boucher exprime clairement sa pensée sur ce projet.

Il faut bien savoir ce que signifie contrôle par le gouvernement. Ce n'est pas le contrôle de la vente, ils l'ont déjà été en étant le seul distributeur en gros; ce n'est pas le contrôle du patronage pour la nomination des vendeurs licenciés, des inspecteurs et autres; malgré l'esprit de la loi, ces nominations se sont toujours faites à un point de vue politique; ce n'est pas le contrôle de la consommation, puisque le système de régie par le gouvernement permet une plus grande consommation par une plus grande facilité à obtenir boissons et bières et à un prix moins élevé. Il n'y a qu'un contrôle que le gouvernement désire, c'est celui de la vente au détail... Le danger est que l'on néglige les beaux principes de la tempérance pour emplir les coffres du trésor.(19)

A l'automne 1927, la loi de Prohibition, en force au Nouveau-Brunswick depuis 1916, fait place à une nouvelle loi appelée "Intoxicating Liquor Act of 1927". Dans son éditorial du 8 septembre "Paie et Bois", J.-G. Boucher critique le gouvernement conservateur.

Le commerce de boissons vient d'être placé sur un piédestal à Fredericton et on lui a élevé des monuments à 19 endroits dans la province... Les banques de M. Baxter sont appelées à de grosses affaires. Elles ont été instituées pour cela. Les dépôts sont utilisés pour le bien général: avilissement de l'âme, ruine de l'individu, de la société pour mieux boucler le budget provincial...(20)

Si la nouvelle loi de 1927 reçoit la désapprobation du rédacteur-en-chef du Madawaska, ce n'est toutefois pas parce qu'il favorise la Prohibition.

Les apôtres de la tempérance ont travaillé à guérir cette plaie de l'alcoolisme... Ils ont enseigné que le commerce des liqueurs alcooliques était aussi honteux que le vice qu'il encourageait... Les gouvernants ont voulu travailler eux-mêmes à faire disparaître l'alcoolisme: ils ont inventé le système prohibitionniste. Dès cet instant l'on crût que le problème de l'alcoolisme était solutionné. La loi... devait enrayer un fléau que la loi divine depuis des siècles avait été impuissante à dompter. Quelle illusion!(21)

Ce problème de boissons alcooliques fournit, semble-t-il une belle occasion à J.-G. Boucher de fustiger le gouvernement conservateur qui n'est certainement pas celui de son choix.

Un autre projet est cependant considéré plus important que celui de la Prohibition par Le Madawaska. Au début de la campagne électorale de 1925, J.-G. Boucher se demande quel programme vont offrir l'un et l'autre des deux partis et en quoi diffèrent ces deux programmes. Il mentionne le problème du développement des ressources hydrauliques puis ajoute:

Il nous reste deux questions du programme que nous avons hâte de voir présenter, l'Education et la Prohibition... Il est du devoir de l'un et l'autre des

deux partis politiques de traiter en public ces deux questions. La première est sans doute la plus importante et nous avons hâte de voir lequel des deux partis aura le courage de l'aborder.(22)

Puisque cette question de réforme du système d'éducation a été analysée au chapitre précédent, n'y revenons pas à cette étape de notre recherche.

Il est par contre à propos, croyons-nous, à la fin de ce chapitre de dégager certains traits de l'engagement politique du journal Le Madawaska.

Nous constatons plusieurs faits. Premièrement, la représentativité acadienne aux Communes ainsi qu'au Sénat est la préoccupation dominante de la rédaction face à la politique fédérale. Tel n'est pas le cas pour le provincial; à ce niveau, c'est la question de l'enseignement du français qui l'emporte. Deuxièmement, Le Madawaska se prétend "Ni Bleu - ni Rouge."

Nous n'avons donc, pour le présent et pour l'avenir aucune attache politique, et nous n'en voulons pas. Nos critiques, lorsque nous les croirons justifiées, seront désintéressées, c'est-à-dire toujours pour le plus grand bien moral et social de nos lecteurs, de la population française de la province et du public en général. C'est donc dire que nous ne serons pas neutre, car pour nous la neutralité est le propre du lâche.(23)

Les rédacteurs du Madawaska ont certainement été fidèles à la dernière affirmation de cette proclamation, mais ils n'ont pas toujours réussi à cacher leur allégeance politique libérale. Autre fait: c'est dans le cadre politique que se perçoit une certaine méfiance, pour ne pas dire rivalité, dans les relations entre le Nord et le Sud de l'Acadie. Ceci nous amène à ajouter quelques lignes sur

La "République" du Madawaska

En feuilletant les pages du Madawaska de 1925 à 1927, nous avons relevé quelques mentions de la "République". Dès le 5 février 1925, le journal souligne que le grand quotidien montréalais Le Devoir est "reçu et lu avec avidité dans notre petite république."(24) A l'automne de la même année, le rédacteur publie un article annonçant l'arrivée des Religieuses de l'Assomption à Saint-Jacques. Il ne manque pas de souligner l'œuvre des Religieuses Hospitalières à Saint-Basile ainsi que celles des Soeurs de Notre-Dame du Sacré-Coeur à Grand-Sault qui, "géographiquement situé dans le comté de Victoria, fait cependant partie de la République du Madawaska."(25)

Dans la rubrique "Passim" du 24 mars 1927, J.-Gaspard Boucher se dit honoré du fait que Le Devoir ait mis son journal sur la liste des bons journaux à lire. Et c'est avec une certaine fierté que le propriétaire-éditeur de l'hebdomadaire madawaskayen proclame son ambition et ses objectifs.

Quelle belle récompense pour celui qui travaille maintenant à le faire progresser, à étendre son influence, à accroître son importance pour le maintien de nos droits de catholiques et de français dans cette partie du Nouveau-Brunswick que l'on appelle avec tant de justesse "La République du Madawaska."(26)

A l'automne 1927, l'auteur de la rubrique "Passim" critique le conseil municipal d'Edmundston qui ne voit pas

suffisamment à faire respecter l'observance du dimanche. Sa remarque dévoile sa pensée sur la "réalité républicaine". "Vivons-nous réellement dans une 'république' qui fait et interprète les lois comme elle l'entend?"(27)

Cette conception de la République met-elle en danger l'unité de la "nation" acadienne? Le nord-ouest du Nouveau-Brunswick a-t-il tendance à s'isoler, à se couper du reste de l'Acadie? Pour répondre affirmativement à ces questions, il faudrait pouvoir démontrer qu'il existe entre 1925 et 1927, un esprit républicain qui s'affiche différent de la mentalité acadienne. Or seule, une recherche basée sur une période plus longue et sur des sources documentaires nombreuses pourraient apporter un éclairage plus ou moins lumineux sur ce sujet.

Nous ne pouvons toutefois pas nier le fait que certains événements ont contribué à créer une mentalité un peu spéciale parmi la population du Madawaska. A quand remonte cet esprit républicain? Ce sujet a déjà été abordé dans une thèse de maîtrise par Camille Leclerc.(28) Un autre ouvrage, celui de Charlotte L. Melvin,(29) traite aussi de la question lorsqu'elle parle des troubles de frontières entre le Maine et le Nouveau-Brunswick entre 1815 et 1842; le mythe de la République serait peut-être dû aux activités de John Baker qui a voulu organiser sa "petite république" dans le territoire contesté.

Il ne nous appartient pas d'élaborer plus longuement sur ce problème. Il nous importe cependant de découvrir si, oui ou non, le journal de la République accorde, entre les années 1925-1927, la priorité aux intérêts des madawaskayens au détriment de ceux de l'Acadie.

Tout ce que nous avons vu jusqu'à présent révèle que Le Madawaska se penche sur les problèmes de l'Acadie; il y a parfois quelques petits signes de mécontentement et de méfiance. En mai 1926, par exemple, J.-G. Boucher avertit l'Honorable A. Léger de ne pas mêler la politique à l'éducation et d'éviter la partisanerie dans le choix d'un inspecteur d'école.

Celui-ci semble vouloir continuer à être de coeur un citoyen de "La Petite Acadie". Il ne semble pas s'être rendu compte qu'il y a des Acadiens en dehors de Moncton et d'alentours.(30)

Cette boutade témoigne d'un malaise qui remonte à une période antérieure, semble-t-il. C'est du moins ce que laisse entendre l'expression "semble vouloir continuer". Cette critique reçoit une riposte dans L'Évangéline qui, écrit J.-G. Boucher, "y va de son petit coup de... de... disons de jarnac à propos de notre 'Passim' sur le nouvel inspecteur."(31) Le rédacteur-en-chef du Madawaska ajoute qu'il n'avait pas l'intention de louer ou de déprécier le nouvel inspecteur, M. Augustin Daigle, mais "n'ayant l'heur d'être comme le confrère, citoyen de la petite Acadie de M. Léger, nous n'avons pas eu l'opportunité d'interviewer le nouvel inspecteur afin de nous rendre compte de sa simplicité et de son amabilité." Ce que J.-G. Boucher entend par "Petite Acadie" est précisé encore une fois dans cette rubrique "Passim" du 1er juillet 1926.

Nous étions de mauvaise humeur certes, et nous le sommes encore. Nous regrettons le fait, qu'en apparence du moins, il n'y a pas pour l'honorable secrétaire provincial de français capables des

positions importantes que dans les alentours de Moncton: Robidoux, Richard, l'abbé Cormier, Daigle. Voilà les nominations importantes de M. Léger.(32)

Peut-être sommes-nous en droit de se poser une question sur la réaction de J.-G. Boucher face à cette nomination de M. Daigle? Si ce dernier avait été libéral, la mauvaise humeur du premier aurait-elle été aussi forte?

Les cinquantes remarques du rédacteur-en-chef du Madawaska laissent comprendre que ce n'est pas les gens de la "République" qui se détachent de l'Acadie, mais plutôt ceux de la "Petite Acadie" qui ignorent les régions éloignées de Moncton, capitale de l'Acadie depuis que les Sociétés Nationale et l'Assomption s'y sont établies.

J.-G. Boucher semble avoir une vision globale de l'Acadie tout en prenant la défense de la population "républicaine": "Nulle part plus qu'au Madawaska a-t-on à coeur le développement de nos oeuvres nationales."(33) Les lenteurs des communications entre Moncton et le Nord empêchent les Acadiens, éloignés du "gouvernement national", de participer avec enthousiasme aux activités de la "nation". J.-G. Boucher se montre agacé et réfute les remarques peut-être défavorables envers la "République": "Il a pris trois semaines au comité d'organisation pour nous faire parvenir une annonce officielle. C'est pourquoi nous ne désespérons pas de voir un jour apparaître les affiches."(34)

Malgré sa mauvaise humeur, le propriétaire du Madawaska se défend bien de croire que l'esprit politique de M. Léger influence tout le Conseil de la Société l'Assomption. Il dénonce la clique de la "Petite Acadie", mais accorde toute sa confiance à la Société l'Assomption: "Heureusement qu'il y a sur l'Exécutif... des gens dont le patriotisme est assez connu pour que nous n'ayons pas à craindre qu'une telle influence néfaste se fasse sentir."(35)

Il n'est pas question, dans ce travail, d'entrer dans une polémique concernant la "République" du Madawaska et son intégration à l'Acadie. Contentons-nous de reproduire un autre extrait du Madawaska qui dénote une certaine tension nord-sud. Les gens de la "Petite Acadie" considèrent-ils ceux du Nord comme des inférieurs?

Les comtés français du nord n'ont peut-être pas l'élément nécessaire pour faire des chefs, mais ils possèdent une quantité d'énergie individuelle, à l'état latent, qui attend avec impatience le mot d'ordre pour se développer.(36)

Est-ce que les relations entre le Madawaska et la "Petite Acadie" se détériorent au cours des années 1926-1927? Un certain nombre d'articles du journal de la région madawaskayenne démontrent de l'aigreur, de la rancœur même. Serait-ce dû à une trop grande centralisation à Moncton? Ou peut-être à l'influence politique du conservateur acadien, l'Honorable A. Léger? Que se passera-t-il dans les années subséquentes? Voilà de la matière pour une autre recherche.

REFERENCES

- 1 *Le Madawaska*, 19 mars 1925.
- 2 *Idem*, 10 septembre 1925.
- 3 *Idem*, 2 avril 1925.
- 4 *Idem*, 3 septembre 1925.
- 4a D. Creighton, *Canada's First Century, 1867-1967*, p. 160.
- 5 *Idem*, 1 octobre 1925.
- 6 *Idem*, 8 octobre 1925.
- 7 *Idem*, 15 octobre 1925.
- 8 *Idem*, 22 octobre 1925.
- 9 *Idem*, 12 novembre 1925.
- 10 *Idem*, 27 juillet 1926.
- 11 Thomas Albert, *Histoire du Madawaska*, p. 148.
- 12 *Le Madawaska*, 12 août 1926.
- 13 *Idem*, 7 octobre 1926.
- 14 *Ibidem*.
- 15 C. A. Woodward, *The History of New Brunswick Provincial Campaigns and Platforms, 1866-1974*, p. 50.
- 16 Editorial, 16 avril 1927.
- 17 Editorial "Deux problèmes", 25 juin 1925.
- 18 Editorial "Prohibition et Politique", 17 décembre 1925.
- 19 Editorial "La prohibition", 24 mars 1927.
- 20 Editorial "Pale et Bois", 8 septembre 1927.
- 21 Editorial, 8 septembre 1927.
- 22 Editorial "Deux problèmes", 25 juin 1925.
- 23 Editorial "Notre attitude", 16 juillet 1925.
- 24 5 février 1925.
- 25 27 août 1925.
- 26 *Idem*, 24 mars 1927.
- 27 *Idem*, 1 septembre 1927.
- 28 Camille Leclerc, *La République du Madawaska, dans Le Livre du Centenaire de Saint-André*, thèse présentée au Collège de Bathurst, 1954.
- 29 Charlotte L. Melvin, *Madawaska, A Chapter in Maine-New Brunswick Relations*, Univ. of Rochester, New York, 1956.
- 30 17 juin 1926.
- 31 1 juillet 1926.
- 32 *Idem*.
- 33 28 octobre 1926.
- 34 *Idem*.
- 35 1 juillet 1926.
- 36 5 mai 1927.

LA VIE ECONOMIQUE

L'on affirme parfois que les chefs de file canadiens-français et acadiens d'avant 1950-1960 n'ont pas eu le souci de promouvoir les entreprises industrielles et commerciales, encourageant plutôt leurs compatriotes à vivre, comme "leurs pères" de la culture du sol. Il n'entre pas dans les objectifs de cette recherche de confirmer ou d'infirmer cette affirmation. Par contre, une étude sur l'idéologie d'un journal serait très incomplète si le secteur de l'économie était ignoré.

Le lecteur qui parcourt les pages du *Madawaska* des années 1920 se rend vite compte que les rédacteurs du journal s'intéressent aux questions d'ordre économique et tout particulièrement à celles qui concernent la région du nord-ouest du Nouveau-Brunswick: agriculture, industrie forestière, développement hydro-électrique, transports, concurrence du marché américain, colonisation et émigration, etc. De tous ces thèmes, c'est celui sur l'agriculture qui occupe la plus grande place. Il est aussi facile à remarquer, lorsqu'on lit *Le Madawaska*, que la plupart des commentaires, des opinions et des prises de position émises sur un thème agricole le sont par le rédacteur-en-chef lui-même. J.-G. Boucher, diplômé en science agricole devenu éditeur de journal, suit de près les activités de ceux qui cultivent le sol.

L'agriculture

Dans un éditorial du 24 novembre 1927, le propriétaire du *Madawaska* présente un des objectifs de son journal.

Depuis quatre ans, nous consacrons chaque semaine une page de notre journal à l'étude des problèmes agricoles. Ayant à desservir une population rurale, nous avons cru de notre devoir de fournir à nos lecteurs, artisans du sol, des renseignements agricoles, des conseils pratiques concernant l'industrie à laquelle ils se livrent.

Le cultivateur est encouragé à s'instruire, à se tenir au courant des développements nouveaux dans les modes de culture, d'alimentation et d'élevage afin de "faire fructifier le capital qu'il a en main: sa ferme et son bétail." Le journal publie la "Page Agricole" dans le but d'aider le cultivateur à exploiter sa ferme selon des techniques modernes, est-il précisé dans ce même éditorial. Enfin, J.-G. Boucher conseille à ses lecteurs de collaborer avec M. Gustave Gaudet, agronome officiel du comté de Madawaska, qui désire stimuler l'industrie laitière, branche de l'agriculture qui a été fortement négligée dans la région.

Selon l'hebdomadaire *Le Madawaska*, le sol du nord-ouest du Nouveau-Brunswick est propre à une florissante industrie agricole.

Le comté de Madawaska possède de belles terres. La qualité du sol est excellente en plusieurs endroits. L'égouttement se fait facilement grâce aux cours d'eau qui le traversent. Un bon sol, c'est l'essentiel en agriculture.(1)

D'autres facteurs favorisent ce secteur de l'économie madawaskayenne, selon J.-G. Boucher; ce sont les marchés pour écouler les produits, et les chemins de fer.

Les villes d'Edmundston et de St-Léonard offrent un marché local avantageux pour le beurre, les oeufs, les viandes, les légumes, etc. Si par hasard, ce marché local devenait encombré, nous avons à notre disposition des voies ferrées qui porteront facilement tous les produits au dehors. Mais avant que cette situation existe il s'écoulera bien des années.(2)

La suite de l'éditorial laisse entendre que les cultivateurs du milieu ne savent pas profiter de toutes ces belles possibilités. "Ainsi nos cultivateurs ont le sol requis et les marchés suffisants. Que leur manque-t-il pour que leur travail soit rémunérateur? Il leur manque justement les produits." Et J.-G. Boucher en attribue la faute aux agriculteurs eux-mêmes parce qu'ils ne produisent pas suffisamment ou pas du tout les produits en demande. Avec le résultat que chaque année, la population importe des "milliers de douzaines d'oeufs, des tonnes de beurre et de fromage, des quantités considérables de légumes de toutes sortes." Alors que les gens de l'extérieur en retirent un beau revenu, "nos cultivateurs se lamentent, peinent à la charrue sans dédommagement appréciable." L'industrie laitière est à nouveau présentée comme étant la plus payante de la ferme "lorsqu'elle est faite avec raisonnablement." Et dans les dernières lignes de cet éditorial, l'auteur cherche à stimuler l'initiative des "artisans du sol" en leur rappelant une fois de plus qu'ils ont le sol pour produire abondamment, un marché local suffisant, ainsi qu'un agronome à leur disposition, puis avant longtemps une revue agricole. "Que vous faut-il de plus pour vous mettre à l'oeuvre et faire de votre comté de Madawaska le plus beau comté agricole de la province? Vous pouvez si vous le voulez."(3) D'autres facteurs entrent cependant en jeu et sont à considérer. Il y a d'abord le danger de la monoculture que le journal déconseille discrètement dans l'éditorial du 24 novembre 1927 où J.-G. Boucher écrit que "la culture intensive des patates au temps où les prix étaient élevés" a été une des causes de la négligence dans le développement de l'industrie laitière. Une autre cause est toutefois soulignée beaucoup plus vigoureusement: les chantiers: "La manie d'abandonner la ferme et le bétail à l'automne pour gagner les chantiers où dans bien des cas l'argent gagné n'équivaut pas aux pertes que l'on subit à la maison.(4)

Ce n'est pas la première fois que le journal attaque le problème des chantiers(4b). A l'automne de cette même année 1927, en éditorial, J.-G. Boucher cite et commente des extraits d'un long article de M. J. Dorion de l'*Action Catholique*. Dans l'introduction, le propriétaire-éditeur du *Madawaska* s'adresse à "Messieurs les cultivateurs qui veulent servir deux maîtres, et les servent mal à leur propre détriment." Comme son collègue de l'*Action Catholique*, J.-G. Boucher met la population rurale en garde contre le danger de fréquenter les chantiers et il déclare que les cultivateurs du comté de Madawaska ont beaucoup abusé des chantiers dans le passé et même à l'heure actuelle "on se hâte, sur les fermes, de faire les récoltes, rentrant le grain trop vert, arrachant les patates trop tôt, négligeant le soin du bétail pour partir pour les chantiers."(5) L'éditorial encourage encore l'élevage du bétail en vue de l'industrie laitière: "C'est en même temps l'ennemi des chantiers, puisqu'il exige du cultivateur qui s'y livre avec soin un travail constant pendant les douze mois de l'année." Le

rédauteur-en-chef du *Madawaska* a cependant le soin de souligner que M. J. Dorion ne condamne pas catégoriquement les chantiers. Ce genre de travail peut être un gagne-pain valable pour le journalier, pour les fils de cultivateurs qui ont rien à faire sur la ferme pendant l'hiver, et pour les jeunes colons qui ne peuvent encore vivre exclusivement du travail de la ferme. Ces travailleurs ont à se tenir soigneusement éloignés des dangers qui sont inhérents au chantier. M. Dorion en énumère un bon nombre:

l'isolement, l'éloignement de l'église et des secours religieux, la promiscuité malsaine, l'hygiène douteuse, la paie souvent insuffisante, parfois incertaine; mais que dire de l'évolution dans la mentalité du déraciné qui habite de longs mois de l'année loin des siens; et dans celle de la famille où la femme et les tous jeunes enfants s'épuisent pour suppléer l'absent dans des tâches souvent au-dessus de leurs forces.(6)

Pour conclure cet éditorial, J.-G. Boucher émet le souhait que ces réflexions du directeur de l'Action Catholique soient utiles à la "noble carrière de l'agriculture."

Le *Madawaska* connaît le mouvement coopératif et le conseille aux cultivateurs. Dans un éditorial du 23 juin 1927, l'auteur souligne les bienfaits des coopératives et encourage les lecteurs à se renseigner sur les avantages de la vente en coopérative.

Le problème de l'émigration et la colonisation

Il ne semble pas qu'une idéologie nationaliste active ait beaucoup influencé les auteurs des articles du *Madawaska* présentés dans la section précédente; sauf peut-être lorsque l'on mentionne les dangers des chantiers, tout particulièrement ceux du changement de mentalité et du manque de secours religieux.

Les rédacteurs du journal traitent cependant de sujets reliés à l'agriculture, entre autres, ceux de l'abandon des terres soit par découragement, soit par attrait pour les villes ou les Etats-Unis. Des opinions et des prises de position fortes sont émises sur ces questions qui, croit-on, menacent l'avenir de la "race" acadienne ou canadienne-française.

Le *Madawaska* critique la politique gouvernementale sur l'immigration laquelle est jugée trop pro-britannique, semble-t-il. Dans un long éditorial du 7 mai 1925, "Habitant" reproche au gouvernement fédéral d'attirer au Nouveau-Brunswick, par une publicité mensongère, des "charretées" d'immigrants anglais, irlandais, écossais, allemands. Il supplie les autorités d'arrêter cette propagande et d'orienter plutôt leurs efforts pour mettre un frein à l'émigration "des nôtres" aux Etats-Unis.

Sans doute ces "plaquettes" annonçant les fermes du Nouveau-Brunswick expliquent aux habitants de la Grande-Bretagne, Ecosse (...), le pourquoi de la désertion des campagnes chez les Acadiens et les Canadiens, habitués au climat, possédant souvent les deux langues officielles, et initiés aux travaux de la ferme.(7)

Deux ans plus tard, soit le 18 août 1927, "Habitant" attaque encore le sujet lorsqu'il apprend l'arrivée au Nouveau-Brunswick de 500 colons anglais avec leur famille. Selon lui, Ottawa et Fredericton offrent de bonnes aubaines à ces immigrants provenant de la Grande-Bretagne alors que "les

nôtres" doivent émigrer pour gagner leur vie. "Le comté de Madawaska a peuplé les Etats du Maine, New Hampshire, Massachussets, Minnesota et Montana... L'émigration est une plaie d'où coule le meilleur de notre sang."(8) En analysant ce problème, "Habitant" émet des opinions sur les avantages ou désavantages du libre-échangeisme ou du tarif protecteur entre le Canada et les Etats-Unis. Il ne croit pas qu'on doive attribuer la prospérité des Etats-Unis à l'une ou à l'autre de ces mesures économiques: "Le Canada se trouve... devancé dans la course vers le progrès. L'Oncle Sam est plus grand, plus riche, plus prospère et il l'était avant qu'il ait été question de tarif protecteur ou de libre-échange."(9) Pour expliquer cette prospérité des Etats-Unis, "Habitant" fait l'historique de la colonisation américaine et écrit: "L'essor des Etats-Unis et sa prospérité remonte à la domination française au Canada."(10) Il ajoute cependant que le Canada peut connaître un avenir brillant parce qu'il est plus riche que son puissant voisin en richesses naturelles et en matières premières. Malheureusement, déclare-t-il, en critiquant la politique économique du gouvernement canadien,

une partie de ces produits va à l'état brut augmenter la richesse de nos voisins et par conséquent y attirer notre capital humain. Pendant la guerre, le nickel canadien servait aux Allemands contre nos soldats. Tout produit expédié à l'étranger à l'état brut sert aussi contre nous dans la lutte économique.(11)

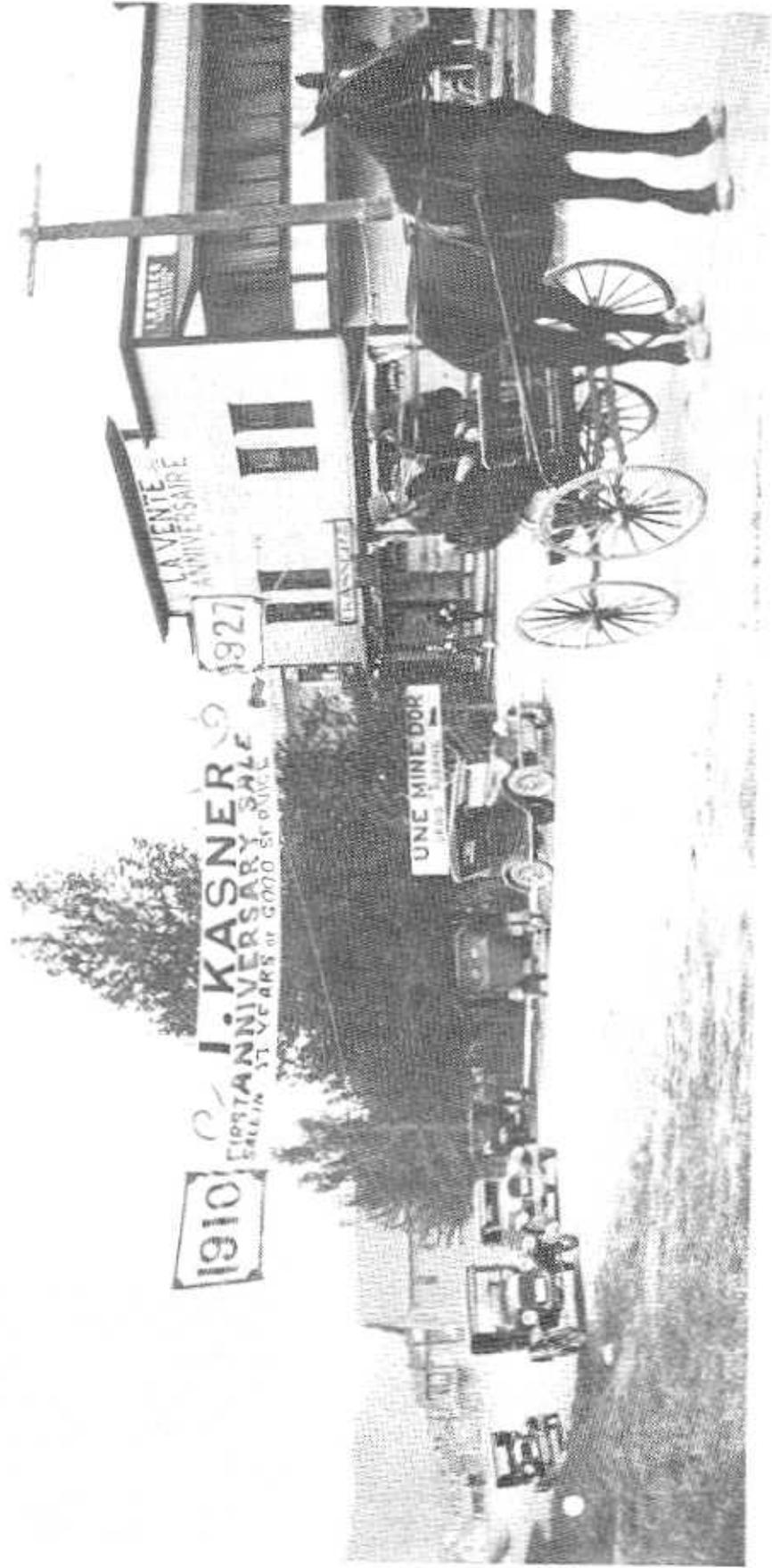
Les relations commerciales canado-américaines telles qu'entretenues par le gouvernement canadien ne plaisent certainement pas à ce rédacteur du *Madawaska* qui se cache sous le nom de plume "Habitant". Dans son éditorial du 3 décembre 1925, il s'exprime catégoriquement.

L'attrait des Etats-Unis s'est fait sentir depuis un siècle et se fera sentir encore longtemps, qu'un parti ou l'autre soit au pouvoir. Toute mesure nuisible au commerce, aux industries productives, activera le départ des nôtres en augmentant la disproportion entre la prospérité respective des deux pays... Il sied mal aux impérialistes, conservateurs ou libéraux de blâmer qui que ce soit pour l'émigration d'après-guerre. L'exode a à peu près coïncidé avec l'imposition de nouveaux impôts et le tarif restait sans changement sensible...(12)

Il est certain que les questions économiques intéressent ce rédacteur du *Madawaska* qui signe "Habitant". "Canada First" semble être son idéologie en ce qui concerne l'économie. Et s'il préconise toutes les mesures possibles pour assurer la prospérité du Canada, c'est dans le but d'empêcher les Acadiens et les Canadiens-français de quitter le pays. Est-il le seul membre de l'équipe de rédaction du *Madawaska* à se pencher sur ces problèmes d'immigration et d'émigration?

Un autre collaborateur du journal, "Civis", déclare avoir fait de salutaires réflexions lors d'un court voyage aux Etats-Unis. Il en est arrivé à une première constatation: la présence de nombreux Canadiens français chez l'Oncle Sam.

La plaie de l'immigration y apparaît dans toute son ampleur. On se surprend à rêver combien le Canada serait prospère aujourd'hui si tous ces émigrés (le meilleur peuple du monde) étaient restés à travailler chez nous. Devant une telle saignée, qui se défendrait de certains jugements sévères envers nos gouvernants depuis la Confédération?(13)



LE MAGASIN KASNER FETE SON 17^e ANNIVERSAIRE DE SERVICE A EDMUNDSTON
(Cortoisie: M. William Brebner)

Et comme son collègue, "Civis" remarque l'importance de l'émigration d'après-guerre. "Encore un motif pour haïr profondément l'impérialisme, cause de nos folies de guerre." (14) Ce langage ressemble beaucoup à celui de "Habitant" qui, dans son éditorial du 26 novembre 1925 écrit: "Puisse le nationalisme nous retenir hors du guépier européen où l'impérialisme veut nous jeter à la remorque et au profit de l'Angleterre."

Les "Réflexions d'un Irréfléchi" portent également sur l'attrait indéniable qu'exerce la richesse des Américains sur les Européens et sur les Canadiens. "C'est dire la difficulté du rapatriement... De là, nécessité de garder d'abord les Canadiens au pays avant d'amener du dehors les immigrants." "Civis" conclut son article en parlant des inconvénients de la vie américaine, car on n'y trouve pas "le paradis sur terre", déclare-t-il. "Les Américains l'admettent, le Canada est le pays d'avenir."

Les opinions, les convictions et les critiques émises par "Habitant" et par "Civis" sont tellement semblables que l'on peut se demander si ces deux pseudonymes n'ont pas été adoptés par un seul personnage. Une autre question s'impose: Le rédacteur-en-chef du Madawaska a-t-il une perception différente de la situation?

J.-G. Boucher est également préoccupé par le problème de l'émigration. Il révèle déjà sa pensée dans le titre de son éditorial du 25 novembre 1926, "Pour effectuer le rapatriement". Après quelques commentaires sur la politique canadienne en fait d'immigration, le propriétaire du journal est d'avis que le gouvernement devrait accorder plus d'importance à la qualité des immigrants qu'à la quantité. Et, selon lui, les premiers immigrants à encourager et à aider sont les Canadiens partis aux Etats-Unis et il pense surtout aux Acadiens.

Nous avons à l'heure actuelle, aux Etats-Unis, un grand nombre de nos Acadiens qui ont quitté le pays pour aller tenter fortune chez nos voisins. L'attrait des villes, l'idée d'aventures leur a fait abandonner leur terre, leur foyer pour aller réaliser une amère déception. Ces gens, ces Acadiens désirent ardemment revenir au pays, mais ils n'ont plus le moyen... Voilà les gens que le gouvernement devrait ramener au pays... Nous demandons donc à nos représentants acadiens d'étudier attentivement cette question de rapatriement des nôtres. (15)

A la fin de l'année 1927, le propriétaire du Madawaska soulève encore le sujet de rapatriement en révélant un intérêt marqué pour l'agriculture et la colonisation. Il donne un bref rapport des discussions tenues lors d'un congrès de colonisation et de rapatriement tenu à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et il loue l'oeuvre patriotique des missionnaires colonisateurs. L'éditorialiste ajoute ensuite ses commentaires sur les thèmes de rapatriement et immigration, abandon des terres et colonisation. Selon J.-G. Boucher, si les cultivateurs et les pêcheurs "se dégoûtent d'une vie de misère," c'est parce que "il leur manque l'instruction de leur profession, l'organisation pour la vente de leurs produits et l'encouragement que l'on accorde si facilement à d'autres groupes." (16) Et par l'emploi de ce pronom indéfini "on", l'auteur vise les gouvernements provincial et fédéral. Le premier "s'est plus attaché à une politique des bonnes routes, des développements électriques, du contrôle des liqueurs sous toutes ses formes, que de la politique d'une bonne agriculture." Cette remarque surprend, surtout lorsque l'on sait que le même éditorialiste écrivait dans une rubrique "Passim" du 26 mai 1927, une critique contre la politique gouvernementale en ce qui concerne les routes.

Les journaux publient depuis quelques semaines une liste des contrats accordés par le ministère des travaux publics pour la réparation des chemins. Nous ne croyons pas qu'un seul n'ait été accordé dans le comté de Madawaska. Les grandes routes sont partout en très mauvais état. Ce sont de vrais bourbiers en certains endroits. Pauvre politique qui veut qu'un comté souffre pendant quatre ans, lorsque ses représentants siègent à gauche...

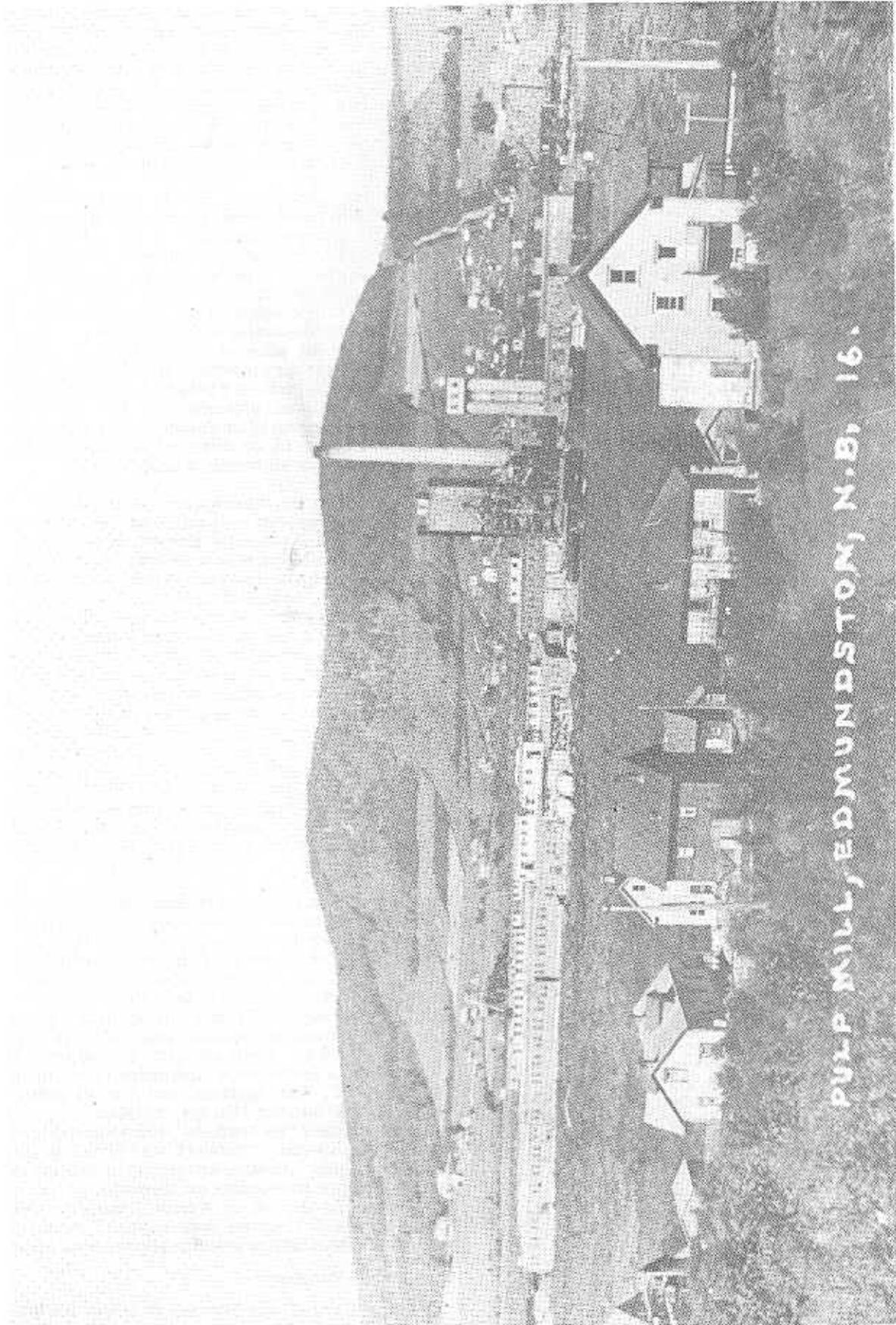
Il ne fait aucun doute que le rédacteur-en-chef du Madawaska ne réussit pas à cacher son allégeance politique même si, à diverses occasions, il se prétend "Ni Bleu - ni Rouge". (17) Y a-t-il un paradoxe entre les remarques émises par J.-G. Boucher sur la politique du gouvernement dans les questions agricoles et dans celles des routes, de la prohibition, etc. Probablement pas. Toutefois, l'on sait que le propriétaire du Madawaska accorde beaucoup d'importance à l'agriculture qui, selon lui, devrait être plus encouragée par les gouvernants, au provincial et au fédéral. Il reproche, en effet, au gouvernement d'Ottawa d'avoir réduit les subsides agricoles aux provinces, ce qui contraignit le gouvernement provincial de devoir "veiller au trésor de la province, et on le fit au détriment de l'agriculture, particulièrement dans les comtés français..." (18)

Les questions de rapatriement, de colonisation et de développement agricole sont celles qui retiennent le plus l'attention de J.-G. Boucher lorsqu'il étudie la situation économique de la région et de la province. Avant de conclure cette section, citons quelques autres extraits du Madawaska. A la page quatre du journal du 19 mars 1925, il est écrit en manchette, "Concours national de colonisation"; ce concours est ouvert à tous les Canadiens-français de l'Est du Canada et aux Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre, y est-il dit. Les initiateurs du projet s'occupent de combattre l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et d'enrayer l'exode des campagnes vers les villes. La semaine suivante, soit le 26 mars 1925, Le Madawaska reproduit des photos de familles qui reviennent des Etats-Unis et désirent s'établir sur des terres. Le 30 avril 1925, à la première page du journal, on souligne que le Dr L. J. Violette, député du Madawaska à la Législature provinciale, a déclaré en Chambre que le gouvernement "devrait dépenser de plus fortes sommes pour aider les colons et pour donner des chemins."

Un aspect du nationalisme économique des rédacteurs du Madawaska des années 1925-1927 semble se dégager de cette brève analyse sur la colonisation et l'émigration. Dans ce domaine, J.-G. Boucher et ses deux collègues, "Habitant" et "Civis" ont à coeur le rapatriement des "nôtres". Par contre, le rédacteur-en-chef se montre moins "anti-américain" et "anti-impérialiste" que ses deux coéquipiers. Alors que le premier met surtout l'emphase sur le "retour à la terre", les deux autres attaquent plus directement le problème de la concurrence américaine et des ambitions "impérialistes". Les Acadiens sont surtout présents à l'esprit de J.-G. Boucher, bien que "Habitant" ait, au moins une fois, mentionné "les Acadiens". Une autre constatation est permise, croyons-nous: "Habitant" et "Civis", le premier surtout, sont plus intéressés au commerce international et aux lois régissant les relations commerciales que ne l'est J.-G. Boucher. En somme, ce dernier a peut-être plus une "mentalité rurale" que les deux autres. Il nous reste à analyser d'autres thèmes avant de prononcer un jugement.

L'épargne et l'économie

Comme la plupart des journaux de langue française du Canada en cette première partie du XXe siècle, Le



PULP MILL, EDMUNDSTON, N.B., 16.

MOULIN FRASER A EDMUNDSTON

(Courtoisie: M. William Brebner)

Madawaska traite de sujets dits nationalistes et jugés "traditionnels" aujourd'hui. L'agriculture, la colonisation, les chantiers, l'émigration et l'immigration comptent parmi ces thèmes d'ordre économique. Le Madawaska se rallie à l'idéologie des nationalistes québécois de l'époque en préconisant aussi la sauvegarde d'une autre valeur traditionnelle, l'épargne. J.-G. Boucher et "Habitant" s'expriment avec conviction sur cette question.

Dans l'éditorial du 30 septembre 1926, le rédacteur-en-chef du Madawaska affirme: "L'histoire nous enseigne que la force et l'influence d'un peuple ont toujours été basées sur sa force économique". Dans ce même éditorial, J.-G. Boucher commente longuement cette phrase "L'épargne est la plus grande force" et il cite un certain Louis Arneau:

Avec le gaspillage, ce n'est pas seulement l'argent qui s'en va, c'est encore et surtout la mentalité catholique, l'esprit chrétien, l'esprit de famille, l'esprit de travail, l'amour de la terre, l'amour de la langue française, en un mot toutes les qualités qui ont fait de nous un peuple. (19)

Le nationalisme économique, qui incite le propriétaire du journal Le Madawaska à parler d'épargne et d'amour de la terre, est profondément ancré dans la tradition et les valeurs ancestrales: la langue et la foi qui constituent la vraie force de "la race". L'idéologie des nationalistes québécois exerce certainement une forte influence sur la pensée de J.-Gaspard Boucher. En est-il de même pour "Habitant"?

Le 28 janvier 1926, "Habitant" signe un éditorial intitulé "Soyons nous-mêmes". Il cherche à faire prendre conscience à ses lecteurs que l'épargne, "valeur traditionnelle", tend à disparaître au Madawaska exposé, de par sa situation géographique, à l'américanisation. Il déclare qu'une certaine mentalité américaine s'introduit au pays et avec elle le goût du luxe. "Loin de nous la noble simplicité de vie de nos aïeux. L'industrie moderne cherche à créer des besoins qu'elle trouve profit à satisfaire." Pour être juste envers "Habitant" et sa pensée, citons l'extrait suivant de ce même éditorial.

Riches, les Américains peuvent soutenir les dépenses de ce luxe; les mêmes dépenses nous ruinent... Imiter le train de vie de l'Américain, c'est se condamner au rôle éternel de scieur de bois et de porteur d'eau. (20)

Il ne s'agit pas, selon "Habitant", d'épargner dans le seul but d'imiter la simplicité de vie des ancêtres; il faut éviter le gaspillage dans l'intempérance et dans les jouissances immédiates afin d'acquiescer un certain capital qui "assure les industries, le travail, la prospérité et la richesse." Ainsi, ce journaliste du Madawaska ne reproche pas aux Américains d'être riches et prospères, mais il conseille à ses concitoyens de prendre comme mot d'ordre "l'épargne, cette belle vertu de nos pères." Il déplore cependant une tendance contraire: "Le vent souffle plutôt à l'imitation servile et ridicule de nos voisins."

Un autre éditorial signé "Habitant" fait état de la présence américaine et de la manie des gens d'Edmundston et de Saint-Léonard d'aller dépenser leur argent à Madawaska, Maine, et à Van Buren. Après avoir pris position en faveur des marchands "du côté canadien", l'éditorialiste s'adresse à eux: "Le premier à prêcher par ses actes 52 semaines par an une doctrine économique contraire, c'est le marchand acadien lui-même." En quoi pêche donc le marchand "acadien" au Madawaska? C'est en plaçant ses commandes

chez les marchands en gros de Saint-Jean, déclare "Habitant" qui ajoute de façon non équivoque:

On s'étonne que les Français sont pauvres. Dans le service civil, finance, industrie, commerce, le chemin de fer, l'enseignement, les Anglais détiennent les emplois payants... Par le passé, "le Madawaskaïen" a travaillé aveuglément et de toute manière à l'asservissement de sa race... Mais à quoi bon élever la voix? Lecteurs exclusifs du "Telegraph Journal", nos marchands ne lisent pas la presse acadienne. (21)

Ces lignes révèlent que "Habitant" est incontestablement pro-acadien. Quelle est, au fait, son idéologie? Si l'on analyse l'ensemble de ces écrits dans Le Madawaska des années 1925-1927, elle nous semble surtout marquée par l'originalité. "Habitant" se montre critique envers les États-Unis et la Grande-Bretagne ainsi que mécontent des politiques gouvernementales fédérale et provinciale. Serait-il le type qui se concentre surtout sur les intérêts du Madawaska? Selon lui, les Madawaskayens sont des Acadiens, mais le Madawaska, petit coin de l'Acadie, semble être sa principale préoccupation. Une étude approfondie des idées émises par "Habitant" dans des écrits s'échelonnant sur une plus longue période de temps serait très intéressante.

Avant de passer à un autre thème, voyons une autre facette de la conception de J.-G. Boucher sur l'épargne. Dans un éditorial du 17 septembre 1925, intitulé "Fausse Economie", il reproche au Conseil municipal d'Edmundston de priver la ville des services de deux policiers pendant la nuit. Pourtant, les deux gardiens de nuit engagés au printemps se sont avérés utiles pendant l'été à cause de "l'arrivée en nos murs d'un grand nombre d'étrangers en quête d'ouvrage... La circulation sur nos rues durant la nuit surpasse celle de plusieurs villes", soutient l'éditorialiste qui explique que l'arrivée et le départ des trains pendant la nuit en est la cause principale. Or, en septembre, par un ordre du conseil, les deux policiers de nuit sont suspendus de leur fonction sous prétexte d'économiser, semble dire J.-G. Boucher. "C'est vouloir épargner quelques milliers de dollars au détriment de la protection à laquelle ont droit les contribuables..." (22)

Le rédacteur-en-chef du Madawaska se penche également sur la question de l'eau potable. Personne n'est en faveur du chlore, semble-t-il, et le conseil municipal ne sait trop que faire, même si le problème pourrait se régler en prenant l'eau plus profondément.

La ville admet que la chose pourrait se faire avec avantage et sans trop de frais, mais... il y a un "mais" ridicule et insignifiant, qui fait négliger cette importante amélioration, un "mais" que nous n'expliquerons pas pour le moment, que le public viendra à connaître si on n'agit pas... Il est plus important d'avoir une eau propre et fraîche que de marcher sur un trottoir bien sec ou de rouler voiture et auto dans des rues bien gravelées. La boue sur les souliers et les ornières sont moins indigestes que l'excès de matières organiques qui souillent l'eau. (23)

Deux semaines plus tard, J.-G. Boucher écrit une petite note au bas de son éditorial, "Fausse Economie": "Nos conseillers semblent ne vouloir rien faire qui puisse améliorer la qualité de notre eau d'alimentation. La raison? Fausse économie de quelques centaines de dollars." (24)

Alors qu'en 1925, l'éditeur du Madawaska affecte ne pas attacher tellement d'importance à "la boue et aux ornières", il affiche une attitude différente en 1927 face à la poussière.

Déjà notre population souffre de la poussière que soulèvent les autos circulant dans les principales rues de notre ville. Cette poussière s'infiltré partout... Les passants sur la rue en avalent plus qu'il faut... La ville possède cependant une voiture-arrosoir qui depuis que les rues sont sèches brillent par son absence. Va-t-on s'en servir avant le mois de septembre prochain?(25)

Un problème sérieux surgit en 1925 et retient l'attention de J.-G. Boucher du journal Le Madawaska. Une rumeur, qui circule depuis quelques années, veut que les bureaux du Chemin de Fer National-Canada à Edmundston soient transférés à Moncton. Sous prétexte d'économie, on centraliserait tout dans cette dernière ville. L'évolution de la question est suivie de près par le rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire régional qui voudrait bien pouvoir ne pas douter de la sincérité de ceux qui assurent qu'il n'y aura rien de fait en ce sens.

L'on sait que le transfert soudain et complet des bureaux du chemin de fer... créerait une certaine panique tant chez les employés que chez le public en général. Ces bureaux donnent de l'emploi à plusieurs personnes. Le salaire de ceux-ci se dépense en grande partie dans la ville, ce qui rehausse l'aspect du commerce local.(26)

L'éditorialiste commente d'autres aspects néfastes de cet éventuel transfert et attire l'attention de la Chambre de Commerce sur le fait que déjà un employé de ces bureaux a été transféré à Moncton et qu'un autre "sera bientôt appelé à transporter ses pénates" au même endroit. "Si c'était là une tactique: celle par exemple, de transférer sans bruit et tout en faisant de belles promesses..." Une semaine plus tard, J.-G. Boucher déclare avoir reçu l'assurance que rien de ce genre ne serait fait, mais cela ne le convainc pas.

Dans sa rubrique "Passim", il affirme:

Cependant nous répétons que M. Thornton et ses acolytes sont trop diplomates pour aller crier au public leur programme et leur décision. Une pilule s'avale toujours mieux avec un petit coup d'eau.(27)

Au mois de septembre suivant, le sujet est encore abordé. Cette fois, J.-G. Boucher s'en prend au "beau salaire" qui vient d'être accordé au président des chemins de fer nationaux, M. Thornton.

Economie! vain mot pour ceux qui ont l'argent du peuple entre les mains. M. Thornton, à qui l'on concède toutes les qualités d'un administrateur de chemin de fer, vient d'être engagé pour une autre période de trois ans avec \$15,000 de plus comme salaire. Ce pauvre homme, il n'avait que \$45,000 auparavant, juste assez pour ne pas crever de faim. Cette légère augmentation va certainement lui aider. Et dire que pendant que le salaire du président... augmente, celui des cheminots diminue. Et l'on ose appeler cela de l'économie.(28)

Malgré l'intérêt que l'éditeur-proprétaire du Madawaska accorde en priorité à la classe agricole, on peut remarquer

qu'il a l'oeil ouvert sur bien d'autres secteurs de l'économie canadienne. Une question s'impose presque d'elle-même cependant: J.-G. Boucher aurait-il été aussi sévère envers M. Thornton si le gouvernement au pouvoir en 1925 à Ottawa avait été libéral? On le voit, en 1927, prendre la défense du gouvernement libéral fédéral à qui certains reprochent d'avoir démis plusieurs maîtres de postes de leur fonction parce qu'ils ne sont pas les "serveurs du parti".

Ce procédé n'est pas l'apanage exclusif du gouvernement qui tient actuellement les rênes à Ottawa. Il nous souvient qu'en 1921, lors du règne éphémère et douteux de M. Meighen, l'ostracisme que déplore aujourd'hui le "Journal" s'est manifesté avec une promptitude et une violence inqualifiable. Dans un seul comté où se trouvent les chantiers du Gouvernement les "lurons rouges" ont reçu avis de départ. C'est maintenant l'heure des "lurons bleus".(29)

Soulignons finalement que Le Madawaska encourage les individus à l'épargne mais demande aux administrateurs de dépenser avec sagesse l'argent des contribuables. Sous prétexte d'économiser, ils ne doivent pas empêcher le progrès et la modernisation de suivre leur cours. J.-G. Boucher lance même l'idée d'un aéroport à Edmundston en 1927 pour améliorer le service postal.

Le Ministère des Postes vient d'inaugurer un service d'avion pour transporter les matières postales entre Rimouski et Montréal. A quand un avion à Edmundston, surtout des ailes pour ceux qui sont chargés de faire la distribution à l'arrivée des trains. La promptitude n'est certainement pas le mot d'ordre dans notre "magnifique" bureau de poste.(30)

La politique du gouvernement fédéral est aussi mise en question au début de l'année 1925. Il s'agit cette fois d'une "jolie petite bâtisse pour abriter les officiers de douanes et d'immigration". Après plusieurs années d'attente et après de nombreuses démarches, un petit édifice a enfin été érigé à l'entrée du pont international. Bien que complété depuis plusieurs semaines, les bureaux ne sont pas encore occupés.

Comme question d'économie tant prêchée par le gouvernement actuel, le gouvernement n'aurait pas à payer un loyer alors que la bâtisse est prête. En plus, une étroite surveillance à l'entrée du pont améliorerait sensiblement le commerce local.(31)

Un problème d'une plus grande envergure retient toutefois l'attention de l'éditeur-proprétaire du Madawaska en cette année 1925:

L'industrie de pâte et papier

La population du nord-ouest du Nouveau-Brunswick vit principalement d'agriculture et de l'industrie forestière. Cette dernière assure du travail non seulement aux bûcherons et aux draveurs, mais aussi à un bon nombre de "citadins" de la région d'Edmundston où sont situées des usines de la Compagnie Fraser.

Le journal Le Madawaska suit le développement de ce secteur industriel et en informe ses lecteurs. Il se permet même de donner des conseils au gouvernement municipal qui, en 1925, a à se prononcer sur une demande très importante de la Compagnie Fraser. Celle-ci veut recevoir

l'autorisation de creuser pour passer un tuyau devant servir à conduire la pâte de bois manufacturée à Edmundston à une manufacture de papier que la Compagnie se propose de construire sur l'autre rive de la Saint-Jean, à Madawaska, Maine, donc en territoire américain.

J.-G. Boucher est très perplexé face à cette question. Dans son éditorial du 22 janvier 1925, intitulé "Nos échevins sont pris dans un dilemme", il rappelle les ententes signées entre la ville et la Compagnie lors de l'érection de cette manufacture de pâte à bois à Edmundston "vers 1917". La ville exemptait de taxes municipales cette compagnie; celle-ci en retour, s'engageait à construire dans un intervalle relativement court, une usine pour finir le papier. La ville aurait rempli sa part du contrat alors que l'autre partie n'a rien fait. Maintenant, la Compagnie projette de construire cette usine à papier en territoire américain. Les échevins doivent-ils s'y objecter en refusant l'autorisation de passer le tuyau en question? C'est la grande question que se pose J.-G. Boucher et il l'analyse en pesant les "pour" et les "contre". Si l'autorisation est accordée, "c'est une partie de notre population qui traverse la frontière, c'est la déchéance de notre commerce"(32) Si au contraire, la ville refuse cette permission, "la Compagnie ne trouvera-t-elle pas d'autres moyens de transporter sa pâte de bois? Le directeur du Madawaska admet que le conseil de ville est pris dans un dilemme très critique. Aussi demande-t-il à tous les "citoyens intelligents et bien pensants" d'étudier aussi la question et d'éclairer de leurs conseils l'administration civile.

Trois mois plus tard, J.-G. Boucher revient sur "Cette Permission" non encore accordée et précise que vers 1917, à la signature de l'entente entre la ville et la Compagnie Fraser, cette dernière s'engageait à fabriquer le papier à Edmundston "lorsque les circonstances seraient favorables."(33) Du moins, il croit qu'aucune période de temps n'avait été définie bien que certains prétendent que la Compagnie avait promis qu'elle s'exécuterait dans une période de cinq ans. Dans cet éditorial du 2 avril 1925, J.-G. Boucher ne voit plus les choses comme au mois de janvier précédent. Il se rend bien compte que la Compagnie a commencé les travaux de construction à Madawaska, Maine, même si la ville ne s'est pas encore prononcée sur la question du tuyau. Puis, "en considérant tout, la construction d'une telle usine à Madawaska, sera-t-elle bien désavantageuse pour le progrès de notre ville? Nous ne le croyons pas."(34)

De nombreux éléments positifs sont alors expliqués par le propriétaire du Madawaska qui croit qu'il sera facile pour un citoyen d'Edmundston d'aller travailler à l'usine de Madawaska, Maine. Selon lui, la population de la ville augmentera même, car ceux qui trouveront des emplois dans la nouvelle manufacture aimeront demeurer à Edmundston. "Ils bénéficieront de nos écoles modernes, de nos églises, des services d'eau, d'égouts et d'électricité améliorés, de l'usage de nos trottoirs et de nos rues toujours propres."(35) Les commerçants d'Edmundston bénéficieront aussi de cette nouvelle industrie, car les salaires des travailleurs seront en grande partie dépensés en ville.

Un autre facteur ne doit pas être oublié ou ignoré lorsque l'on étudie le projet de la Compagnie Fraser, souligne J.-G. Boucher.

L'usine projetée à Madawaska ne fabriquera pas le papier à journal, mais seulement les papiers fins, de luxe, pour lesquels il n'y a pas de marché au Canada. La douane étant très élevée sur ces papiers, la Compagnie Fraser ne peut pas fabriquer

un tel produit au Canada et le vendre avec profit à l'étranger. C'est donc dire que mieux vaut avoir cette industrie à Madawaska qu'à New York ou Chicago.(36)

Les arguments présentés par J.-G. Boucher démontrent qu'il a soin de bien se renseigner sur les possibilités de développement industriel dans la région. Il se prononce en faveur de l'établissement d'une nouvelle usine en autant que celle-ci ne soit pas "nuisible au progrès de notre ville."

L'usine hydro-électrique de Grand-Sault

En ces années 1925-1927, un deuxième grand projet est en voie d'être adopté: le développement des énergies électriques des chutes de Grand-Sault. Puisqu'il en a été question dans le chapitre précédent lorsque nous avons traité de la politique provinciale, nous nous limiterons ici à étudier la position du journal *Le Madawaska* face à cette grande entreprise.

L'équipe de rédaction du *Madawaska* ne manifeste pas beaucoup d'intérêt pour cet important projet. Les seuls commentaires faits sur ce sujet sont de J.-G. Boucher et il en parle seulement dans deux éditoriaux concernant les usines Fraser. Dans celui du 22 janvier 1925, il souhaite que le gouvernement provincial s'intéresse autant à l'entreprise de la Compagnie Fraser qu'à celle du Grand-Sault. Il attribue à l'administration provinciale l'intention de développer "nos énergies électriques" dans le but d'attirer au Nouveau-Brunswick des investissements étrangers, ou pour y développer les industries locales.

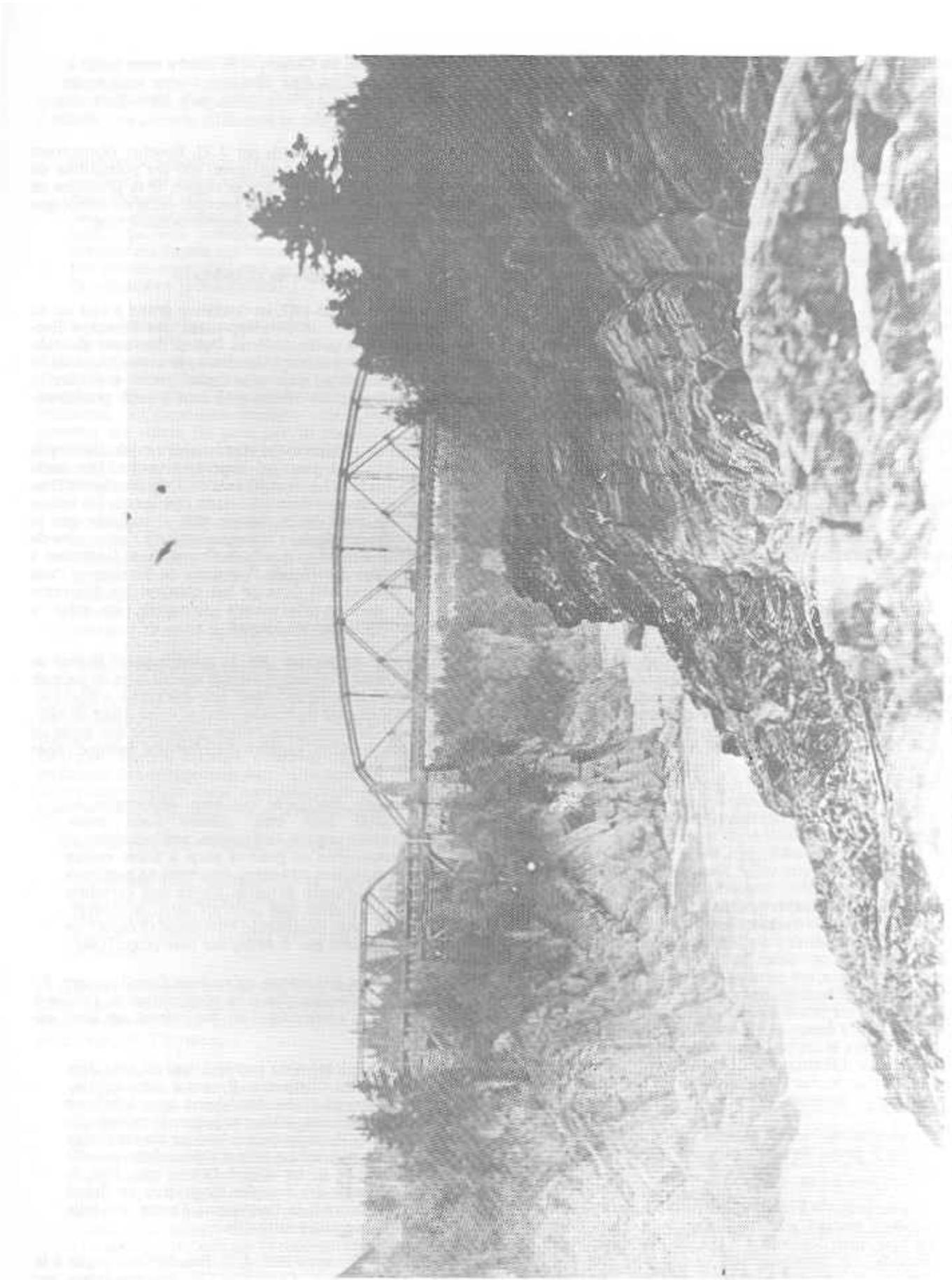
En ce mois de janvier 1925, le gouvernement libéral de Pierre Véniot est au pouvoir; celui-ci voulait faire du pouvoir hydro-électrique de Grand-Sault, une entreprise d'Etat.(37) Le rédacteur-en-chef du *Madawaska* qui en ce début de 1925, aimerait que la Compagnie Fraser construise son usine de papier à Edmundston, suggère discrètement quelque chose au gouvernement.

Si l'énergie électrique qui sera développée au Grand-Sault peut être utilisée aussi avantageusement par les Américains, nos industries et notre commerce en général aura à lutter contre cette compétition étrangère dont nous ne souffrons pas trop à l'heure actuelle. Est-ce que certaines offres alléchantes que pourrait faire le gouvernement à cette Compagnie intéressée (Fraser) ne contribueraient pas à détourner leur projet?(38)

Nous avons vu, par contre, qu'au mois d'avril suivant, J.-G. Boucher ne s'oppose plus à la construction de l'usine à papier sur le sol américain. Une des raisons est ainsi exprimée:

Seule la fabrication du papier à journal peut être payante par la Compagnie Fraser à Edmundston. Celle-ci exige 75 forces électriques pour fabriquer une tonne de papier. Où la compagnie prendrait-elle son énergie électrique pour fabriquer 100-150 tonnes de papier par jour? La ville d'Edmundston est-elle en mesure de la lui offrir? Certes non. Seul le développement des énergies électriques de Grand Falls permettra à la Compagnie Fraser une telle entreprise en notre ville.(39)

Il semble, qu'en avril 1925, J.-G. Boucher soit gagné à la cause du Grand-Sault. Cependant, les commentaires sur



LES GORGES DU GRAND-SAULT ET LE PONT CONSTRUIT EN 1914

(Cortoisie: M. Francis Rice)

cette entreprise se font rares; le journal se contente, dirait-on, de publier les communiqués qui lui proviennent de Grand-Sault. Le 12 août 1926, on nous apprend que les travaux de développement sont officiellement commencés. A la fin de l'année suivante, soit le 10 novembre 1927, un communiqué, publié à la page 1, annonce que les travaux sont presque terminés. L'ouverture officielle de l'usine de Grand-Sault, se fait en 1928 sans que *Le Madawaska* en souffle mot, paraît-il. Ce serait toutefois à vérifier bien soigneusement.

Cette analyse d'une trentaine de pages sur la vie économique telle que présentée dans *Le Madawaska* permet

de voir à l'oeuvre une équipe de rédaction soucieuse de se renseigner sur les thèmes d'ordre économique qui concernent la région. Le journal veut informer les lecteurs et cherche à susciter leur intérêt et leur engagement dans les secteurs qui les concernent. En somme, c'est un hebdomadaire engagé qui pousse à l'action au risque même de soulever de l'opposition et des ripostes cinglantes. On remarque, toutefois, que la rédaction est plus "madawaskayenne" qu'"acadienne" dans ses prises de position sur les problèmes économiques.

REFERENCES

- 1 Editorial "L'Agriculture au Madawaska", 13 octobre 1927.
- 2 Id., Ibid.
- 3 Editorial, 13 octobre 1927.
- 4 Editorial, 24 novembre 1927.
- 4b Il s'agit de "chantiers forestiers"
- 5 Editorial, *Les chantiers*, 22 septembre 1927.
- 6 Id., Ibid.
- 7 Editorial, 7 mai 1925.
- 8 Editorial, "Immigration et Tarif", 3 décembre 1925.
- 9 Editorial, "Le Tarif et la prospérité des Etats-Unis", 26 novembre 1925.
- 10 Id., Ibid.
- 11 Id., Ibid.
- 12 Editorial, 3 décembre 1925.
- 13 Editorial, "Réflexions d'un Irréfléchi", 29 septembre 1927.
- 14 Idem.
- 15 Editorial "Pour effectuer le repatriement", 25/11/26.
- 16 Editorial "Restons au Canada et à l'Agriculture", 29 décembre 1927.
- 17 Editorial, "Notre attitude", 16 juillet 1925.
- 18 Editorial, "Restons au Canada. . .", 29 décembre 1927.
- 19 Editorial, 30 septembre 1926.
- 20 Editorial, 28 janvier 1926.
- 21 "Un argument et ses conséquences logiques", dans *Le Madawaska*, 18 novembre 1926.
- 22 Editorial "Fausse Economie", 17 septembre 1925.
- 23 Editorial, "L'eau que nous buvons", 3 septembre 1925.
- 24 17 septembre 1925.
- 25 Rubrique "Passim", 26 mai 1927, p. 1.
- 26 Editorial, "Est-ce une tactique?", 12 mars 1925.
- 27 19 mars 1925, "Cette tactique".
- 28 10 septembre 1925, "Beau Salaire".
- 29 "Victimes de Parti", dans la rubrique "Passim", 13 octobre 1927.
- 30 "A quand cet avion?", id., Ibid.
- 31 Dans la rubrique "Passim", 22 janvier 1925.
- 32 Editorial, 22 janvier 1925.
- 33 Editorial, "Cette Permission", 2 avril 1925.
- 34 Id., Ibid.
- 35 Id., Ibid.
- 36 Id., Ibid.
- 37 Calvin A. Woodward, *The History of New Brunswick Provincial Election Campaigns and Platforms*, p. 50.
- 38 Editorial, 22 janvier 1925.
- 39 Editorial, 2 avril 1925.

CONCLUSION

A la suite de cette étude sur l'idéologie acadienne du journal *Le Madawaska* d'il y a un demi-siècle, quelles sont nos principales constatations?

Nous avons jugé préférable de commencer par situer le journalisme madawaskayen dans un cadre spatio-temporel suffisamment grand pour englober les principales étapes de l'histoire acadienne depuis la Confédération canadienne jusqu'au deuxième quart du vingtième siècle. En brossant ce tableau sommaire, nous avons appris que l'hebdomadaire *Le Madawaska* apparaît en 1913 au moment où les activités "nationales acadiennes" déclinent devant la montée des grands bouleversements mondiaux. Et voilà que se dégage une première constatation importante: l'Acadie prend un nouvel élan au cours des années 1920 grâce à l'initiative d'un petit groupe de personnes déterminées à réveiller la population francophone de la province. Parmi ces "patriotes", mot en vogue à l'époque se trouvent les deux cofondateurs du journal *Le Madawaska* ainsi que leur successeur à la direction de l'hebdomadaire, J.-Gaspard Boucher. Ce dernier n'est pas d'origine acadienne et n'est au *Madawaska* que depuis 1920 seulement: ceci ne l'empêche pas de se donner pleinement à la promotion et à la défense des Acadiens.

Le propriétaire-éditeur du *Madawaska* met sans réserve son journal au service de la minorité francophone de la province. Nous avons même vu J.-G. Boucher lui-même souhaiter le relancement des Congrès acadiens. Avec des collaborateurs, D'Erlanges entre autres, ce Canadien-français prend une part très active à l'essor des associations propres à l'Acadie: les Sociétés Nationale et l'Assomption. Nous avons, de plus, constaté avec quel acharnement *Le Madawaska* lutte en faveur de l'éducation du sens national et de l'enseignement du français. Et, il n'y a pas à s'y tromper, lorsque J.-G. Boucher se plaint du "manque de sens national", il pense à la nationalité acadienne. Nous avons voulu citer de nombreux extraits du journal parce qu'ils sont souvent coulés de termes et d'expressions reflétant l'idéologie acadienne.

Toutes les questions touchant de près ou de loin les Acadiens retiennent l'attention des rédacteurs du *Madawaska*. Et J.-G. Boucher lui-même tient à préciser que tous les francophones du Nouveau-Brunswick, même les Madawaskayens, sont des Acadiens. C'est probablement pourquoi il utilise indifféremment l'un ou l'autre des deux termes, francophone et acadien.

Nous avons pu remarquer que *Le Madawaska* se révèle conservateur en préconisant la conservation des valeurs traditionnelles; il ne faut pas oublier le contexte sociologique du Canada-français de l'époque. Par ailleurs, le journal demeure fidèle à l'orientation voulue par les fondateurs en 1913: propagation des idées saines et catholiques, culture de l'âme et de l'intelligence et avancement matériel "des nôtres", c'est-à-dire des "Acadiens".

La politique des gouvernements fédéral et provincial est suivie de près par l'hebdomadaire madawaskayen. C'est peut-être dans ce domaine que le journal se montre le plus combattif et revendicateur. Il passe à l'offensive très rapidement et énergiquement pour dénoncer et condamner tout ce qui sent la partisanerie et le patronage... surtout dans le camp conservateur. Il est, en effet, évident que *Le Madawaska* des années 1920 est pro-libéral même s'il se

prétend libre de toute attache politique comme en fait foi l'éditorial du 16 juillet 1925.

La Providence a voulu qu'un jour nous devenions libres de toute entrave politique. Dès ce moment nous avons dirigé nos efforts vers une cause aussi importante que noble: l'enseignement de notre langue dans nos écoles et son respect en tout et partout où elle a droit d'être reconnue.

Nous avons pu écrire en toute liberté et sans crainte. Aucun de nos articles, aucune de nos idées émises ne cachait une intrigue politique ou un intérêt personnel.

Il se peut, toutefois, que tout en favorisant le parti libéral, le journal ait réussi à demeurer libre des "entraves et des intrigues politiques." Une chose est certaine, *Le Madawaska* se fait le défenseur et le promoteur des intérêts des francophones auprès des dirigeants politiques. Il cherche à assurer la présence des francophones des provinces maritimes au Sénat et à la Chambre des Communes. Et à ce niveau, que ces représentants soient madawaskayens ou non, l'important n'est pas là. Qu'ils soient de l'Acadie, c'est ce qui importe, semble-t-il. Par contre, au niveau provincial, le propriétaire du *Madawaska* se montre plus susceptible dans ses remarques critiquant certaines nominations. Certains ne sont-ils pas tentés d'exclure les "gens du Nord" et de fonctionner dans les cadres d'une "Petite Acadie"? La méfiance manifestée par J. G. Boucher à l'égard de la clique de la "Petite Acadie" proviendrait-elle de son trop grand attachement à la "République" du *Madawaska*? Il ne semble pas que le problème soit là puisqu'il se montre satisfait des nominations aux fonctions fédérales lorsque l'on a tenu compte des Acadiens. Ce que le rédacteur-en-chef du *Madawaska* préconise, c'est une "Grande Acadie" qui regrouperait, dans l'unité et la diversité, tous les francophones du Nouveau-Brunswick.

De l'analyse des idées émises dans *Le Madawaska* se dégage une autre constatation. Dans les années 1920 les francophones du Nouveau-Brunswick demandaient avec instance aux gouvernants l'application d'une politique de bilinguisme, spécialement dans le domaine de l'éducation. Cinquante ans plus tard, on luttera en faveur de districts et d'écoles unilingues. Aujourd'hui comme alors, l'avenir des Acadiens était l'enjeu des revendications.

C'est peut-être dans les questions d'ordre économique que l'idéologie acadienne du *Madawaska* des années 1925-1927 se révèle le moins, bien que les termes "Acadie" et "Acadiens" aient été quelques fois utilisés. Le journal s'attache surtout à promouvoir l'agriculture et à protéger les marchés locaux contre la concurrence américaine. Les rédacteurs déplorent l'émigration des "nôtres" et reprochent aux gouvernants d'encourager l'immigration d'étrangers au détriment de la classe agricole née "au pays".

De cette dernière remarque en découle une autre. *Le Madawaska* est très influencé par le nationalisme canadien-français de l'époque. Dans l'ensemble, on retrouve la plupart des thèmes discutés dans les journaux québécois. Cependant, *Le Madawaska* transpose et adapte les sujets; ce qui fait que cet hebdomadaire de la "République," madawaskayenne était, il y a cinquante ans, à l'avant-garde de la francophonie néo-brunswickoise et véhiculait une idéologie profondément

acadienne. Est-ce dire que la population madawaskayenne adhérerait à cette idéologie? Le journal a fréquemment déploré l'apathie, le désintéressement, le manque de patriotisme et de sens national. Par contre, la Société l'Assomption a recruté de nombreux membres au

Madawaska. Est-ce une preuve que le Madawaskayen se considérerait Acadien? C'est très incertain. Existe-t-il suffisamment de sources écrites et orales pour permettre une étude sérieuse sur le sujet? Si oui, ce serait un thème de recherche très intéressant.

APPENDICE "A"

Biographie sommaire

MAXIMILIEN D. CORMIER

(Extrait du *Madawaska*, 19 janvier 1933)

Acadien d'origine, Max.-D. Cormier naquit à Barachois, comté de Westmorland, le 21 décembre 1878. M. Cormier fit ses études classiques à l'Université Saint-Joseph de Memramcook, qui lui conféra en 1901 son baccalauréat-ès-arts(...)

Au sortir du collège, M. Cormier se dirige vers l'École Normale de Fredericton et l'année suivante, nous le trouvons professeur à Saint-Léonard de Madawaska. En 1903, il devint principal de l'École publique d'Edmundston, position qu'il occupa jusqu'en 1907. Pendant qu'il enseignait, il étudia la loi avec l'avocat Laforêt, passa ses examens avec succès en 1907, et fut admis au Barreau de la province en 1908. Pendant quatre ans il fut l'associé légal de M. Pius Michaud. Puis en 1911, tous deux se firent la lutte aux élections fédérales. M. Michaud, plus âgé que son adversaire conservateur, fut élu, alors que le parti de ce dernier reprenait le pouvoir après quinze ans dans l'opposition.

Le 21 novembre de la même année (1911), M. Cormier épousait Jeanne Pinault, fille de M. Joseph Pinault, de Mont-Joli, dont il eut trois filles et un fils, Fernande, Maxima, Simone et Yvon.

M. Cormier s'initia au service militaire. En 1909, il était capitaine du 67^e régiment de la Carleton Light Infantry. Il obtint plus tard le titre de Major, et fut l'un des principaux recruteurs du Régiment Acadien pendant la guerre. En 1913, il négligeait l'épée pour la plume, et en collaboration avec le Dr A.-M. Sormany, fondait un journal à Edmundston.

Ce journal, *Le Madawaska* destiné à la défense des intérêts catholiques et nationaux, après des débuts pénibles, et malgré tous les pronostics d'une vie éphémère, est aujourd'hui plus vivant que jamais...

Sans signaler ses qualités de cœur et d'esprit, disons que M. Cormier, en dépit des difficultés de tout genre qui se dressèrent devant lui, sut par son travail et sa persistance gravir le sentier de la vie avec honneur et atteindre une sphère élevée qui le distingua sans lui faire perdre contact avec le peuple.

Dans la pratique de sa profession, M. Cormier remporta de brillants succès. Il s'intéressa à la chose publique de toutes façons et pendant neuf ans (1922-1931) fut premier magistrat de cette ville. Cette fonction, comme plus tard celle de député, lui fournit l'occasion de se faire connaître au dehors comme orateur distingué et ce fut tout à son honneur et à l'honneur de la ville et des comtés qu'il représentait. M. Cormier fut président de l'Association des Municipalités du N.-B., puis président de l'Union des Municipalités canadiennes, dont il présida le congrès annuel à Vernon, C.-B., en 1931.

Après dix-neuf ans de luttes électorales, dans le monde provincial et fédéral, Max.-D. Cormier fut élu comme le représentant de Madawaska-Restigouche à Ottawa en 1930; à la première session du parlement, il eut l'honneur de proposer l'adresse au Discours du Trône. Au mois de février 1932, les autorités judiciaires du pays reconnaissent ses mérites en lui conférant en même temps qu'à son ancien

associé puis adversaire politique, M. Pius Michaud, le titre honorifique de Conseiller du Roi.

(Maître Max.-D. Cormier) joua un rôle de premier rang dans les activités de la Chambre de Commerce de cette ville, dans l'ordre des Chevaliers de Colomb, dont il fut successivement Grand Chevalier, Député de District, en enfin Avocat d'Etat, jusqu'à sa mort; dans la Société l'Assomption, dont il fut l'un des premiers présidents à la succursale Immaculée-Conception. Il faisait aussi partie de la chorale de la paroisse.

APPENDICE "B"

Biographie sommaire

DOCTEUR A. M. SORMANY

(Extrait du *Madawaska*, 21 octobre 1970)

Né le 21 août 1885, à Lamèque, comté de Gloucester, fils de Henry Sormany et de Virginie Haché. Il (poursuivit) ses études classiques au collège Sacré-Coeur de Caraquet et ses études médicales à l'Université Laval de Québec.

Admis à la pratique de la médecine en 1910, (le docteur Albert Sormany exerça) sa profession à Edmundston durant plus d'un demi-siècle. Le docteur Sormany a toujours pris une part active à tous les mouvements nationaux et religieux de la province, de même qu'aux activités scolaires et civiques d'Edmundston.

En 1913, avec l'avocat Max.-D. Cormier, il fondait le journal *Le Madawaska*. Maire d'Edmundston en 1914 et 1915, il fut membre du Conseil scolaire d'Edmundston et président de ce Conseil de 1940 à 1949. Il a été président de la Société Mutuelle l'Assomption de 1927 à 1951 et président fondateur de l'Association Acadienne d'Education...

Ses mérites ont été reconnus à plusieurs reprises tant au niveau national qu'au niveau international. A l'occasion du deuxième congrès de la Langue française en 1937, l'université Laval lui conféra le titre de Docteur ès Sciences Sociales honoris causa. La même année, Rome le gratifiait du titre de Commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand. En 1940, il recevait un doctorat honorifique ès arts de son Alma Mater, l'Université du Sacré-Coeur de Bathurst. L'Université d'Ottawa lui décernait un doctorat honorifique en droit en 1946, et en 1955 le collège Saint-Louis d'Edmundston lui décernait à son tour un doctorat honorifique en philosophie. En mai 1964, l'Université de Moncton lui remettait un doctorat honorifique en éducation. En reconnaissance de son dévouement à la cause acadienne, la Société Nationale des Acadiens lui avait décerné l'Ordre du Mérite et de la Fidélité Acadienne en mars 1961.

Il a été membre fondateur du club Richelieu-Edmundston. Il a pris part à toutes les activités et à la rédaction du bulletin hebdomadaire de ce club.

(Le commandeur Albert.-M. Sormany est décédé subitement à sa résidence, le 16 octobre 1970 à l'âge de 85 ans.)

APPENDICE "C"

Premier éditorial "LE MADAWASKA" 27 novembre 1913

Grâce à la générosité d'amis dévoués au progrès et à l'avancement de notre beau comté, le premier journal français de cette partie du pays fait aujourd'hui son apparition.

Dans son humble toilette, il s'en va frapper à votre porte, sachant bien que, si pour naître, il lui a fallu les sacrifices d'un certain nombre, il lui faut l'aide et l'appui de tous pour vivre, grandir et prospérer.

Un journal au Madawaska comble certainement une lacune. Depuis longtemps, le besoin s'en faisait sentir. Eloignés des autres groupes de langue française, il était bien difficile pour nous, sans le journal, de créer cet esprit d'association, cette communion d'idées si nécessaire à l'avancement matériel et intellectuel des nôtres, le long de la rivière Saint-Jean. Car, ne l'oublions pas, le vieil adage est toujours vrai: "L'union fait la force."

Depuis quelques années surtout notre district a pris un nouvel essor. Notre population s'accroît prodigieusement; la colonisation fait des merveilles; l'agriculture se réveille et l'industrie s'implante.

Edmundston est situé au centre de ce district progressif. C'est le chef-lieu du comté. Il est desservi par trois chemins de fer: le Témiscouata, le Canadien Pacifique et le Transcontinental National. Le chemin de fer "Bangor & Aroostook" longe la rivière Saint-Jean du côté américain, de Van Buren à Saint-Charles, dans l'état du Maine. Avec ses moyens de transport nombreux et faciles, Edmundston est appelé à devenir un centre de distribution de premier ordre.

C'est donc l'endroit le plus propice pour l'établissement d'un journal qui a pour mission d'annoncer les avantages du Madawaska et de travailler au développement intensif de notre localité immense et populeuse.

Le Madawaska croit donc faire œuvre salutaire; c'est pourquoi il s'en va, confiant, réclamer sa place dans tous les foyers du comté, et demander l'encouragement dont il a besoin pour se mettre à la hauteur de la tâche qui lui incombe.

Le public, lequel nous voulons servir, a le droit de connaître notre programme. Le voici:

Nous le déclarons sans ambages, **Le Madawaska** est un journal catholique et français. Nous voulons la propagation d'idées saines et morales; nous voulons être soumis aux enseignements de l'Eglise, et nous fermerons nos portes plutôt que de manquer sur ce point à notre programme. Nous voulons aussi que notre journal soit le véhicule d'un patriotisme éclairé. Nous ne chercherons querelle à personne, mais nous défendrons, avec énergie, tous nos droits et nous revendiquerons, avec fermeté, notre place au soleil. Nous donnerons à César ce qui appartient à César. Nous serons justes. Nous sommes persuadés que l'avenir du Canada dépend de l'harmonie des différentes races qui l'habitent, pourvu que cette harmonie fraternelle soit basée sur le respect des droits acquis des minorités.

"Nous défendrons ces droits, sans provocation, ni fanfaronnerie, mais avec une fermeté constante, avec un courage

inlassable contre toute attaque d'où qu'elle vienne et quels qu'en soient les auteurs."

La classe agricole est la plus nombreuse et la plus importante de notre population. Nous encouragerons donc les cultivateurs et nous nous efforcerons de les intéresser, chaque semaine, par des conseils puisés aux sources autorisées sur les meilleures méthodes de culture, afin qu'une moisson plus abondante et plus profitable soit la récompense de leurs nobles labeurs.

Nos colonnes seront toujours ouvertes aux amis de l'éducation. Nous manquerions notre but, si nous ne donnions pas une place prépondérante à cette question, dont on a dit que c'est le levier de la race. "L'éducation, c'est le développement, la culture des facultés de l'âme, c'est l'enseignement de la morale." C'est l'éducation qui nous montrera le chemin vers les hauteurs; qui nous permettra de nous affirmer, et de réclamer notre place dans les conseils du pays que nous habitons. Que les patriotes se fassent un devoir de nous seconder dans cette cause si louable. Qu'ils parcourent nos pages d'avertissements généreux aux parents d'aujourd'hui, afin que la génération future soit encore plus instruite et plus digne des nobles sacrifices de nos ancêtres.

Le Madawaska n'est pas un journal politique. Nous ne serons pas l'esclave d'aucun parti. Nous nous réservons le droit de louer ou de critiquer les actes publics de nos gouvernants. Nous renseignerons nos lecteurs. Nous dirons la vérité, dut-elle blesser quelques susceptibilités. "Il y a plus de respect dans une vérité nécessaire dite avec franchise, que dans certaines flatteries de cour proférées avec bassesse."

Qu'il nous soit permis de faire nôtre cette partie du programme du vaillant journal de l'Ontario, **Le Clairon**:

"Revendiquer partout, la reconnaissance de tous nos droits:"

"Grouper les nôtres dans nos sociétés nationales:"

"Favoriser le développement économique de nos populations rurales et urbaines au bénéfice de la province et du pays:"

"Veiller au maintien de la moralité publique:"

"Faire disparaître l'esprit de parti outrancier qui nous divise et nous affaiblit dans nos réclamations:"

"Unir les cœurs et les esprits:"

"Servir."

Voilà, certes, une noble tâche à remplir. Nous la remplirons avec sincérité et avec énergie, assurés d'être utiles à nos concitoyens, et convaincus que nos faibles efforts seront appréciés par les gens du Madawaska qui saluent aujourd'hui leur premier journal.

LA REDACTION

APPENDICE "D"

Biographie sommaire

J. GASPARD BOUCHER

(Extrait du Madawaska, 21 avril 1955)

J.-Gaspard Boucher est né le 3 février 1897, à Notre-Dame-du-Portage, fils d'Aurèle Boucher et d'Emilie Michaud. Il fit ses études classiques au collège de Sainte-Anne de la Pocatière et à l'Université Saint-Joseph de Memramcook. A la suite de ses études à l'école d'Agriculture de Ste-Anne de la Pocatière, il reçut les diplômes de M.A. et de B.S.A.; il suivit ensuite des études post-scolaires au collège McDonald de Ste-Anne de Bellevue. Plus tard, il recevait un doctorat honorifique en droit de l'Université Laval.

Venu à Edmundston en 1920, il acquiert des intérêts dans le journal "Le Madawaska" en 1923, et quelques années plus tard, il en devint le propriétaire et le rédacteur.

Le 27 mars 1921, il épousait Annette Lamarche, fille d'Edouard Lamarche de Ste-Anne de Bellevue. De cette union sont nés neuf enfants, six filles et trois fils.

Sa carrière politique active débuta en 1935, alors qu'il fut élu à la Législature provinciale, (...), comme député libéral du comté de Madawaska. Il occupa diverses fonctions dans le cabinet de l'Hon. J.-B. McNair, premier ministre du temps. En 1953, il était élu à la Chambre des Communes pour représenter les comtés de Madawaska et Restigouche.

De 1935 à 1939, il occupa le poste d'assistant-orateur de l'Assemblée Législative à Fredericton. Réélu en 1939, il est nommé ministre sans porte-feuille et président du conseil exécutif dans le gouvernement de l'honorable Dysart. En 1940, il est appelé par le premier ministre McNair à la présidence de la Régie de l'électricité du Nouveau-Brunswick. Il demeura à ce poste jusqu'en août 1949, alors qu'il fut nommé secrétaire-trésorier provincial où il demeura jusqu'à la défaite du gouvernement libéral en 1952.

En juin 1953, il fut choisi comme candidat libéral pour Restigouche-Madawaska et remporta son siège lors de l'élection fédérale du 10 août 1953.

(J.-Gaspard Boucher, député fédéral et propriétaire du journal et de l'imprimerie "Le Madawaska" succomba d'une crise cardiaque, le 18 avril 1955, à l'âge de 58 ans).

BIBLIOGRAPHIE

A—SOURCES PREMIERES

- Le Madawaska, 1913-1914 et 1925-1927.
 Le Moniteur Acadien, 1880-1913.
 L'Évangéline, 1925-1927.

B—SOURCES SECONDAIRES

I. Volumes

- Albert, Th., *Histoire du Madawaska*, Québec, Imp. franciscaine missionnaire, 1920, 441 p.
- Bernard, A., *Histoire de la Survivance Acadienne*, Québec, Clercs de Saint-Viateur, 1935, 465 p.
-, *La Renaissance acadienne au XXe siècle*, Québec, Ateliers de l'A.C., 1949, 194 p.
- Brebner, B. J., *Canada, a Modern History*, Michigan, University Press, 1960, 553 p.
- Creighton, D., *Canada's First Century, 1867-1967*, Toronto, Macmillan, 1970, 372 p.
- Cornell, P., Hamelin, J., Ouellet, F. et Trudel, M., *Canada, Unité et Diversité*, Holt & Rinehart, 1968, 578 p.
- Dumont, F., Montiny, J.-P. et Hamelin, J., *Idéologies au Canada français, 1850-1929*, 2 vol., PUL, Québec, 1971.
- Groulx, L., *Histoire du Canada français*, vol. 2, Montréal, Fides, 1960, 442 p.
-, *Mes Mémoires*, Montréal, Fides, 2 vol., 1970.
-, *Dollard des Ormeaux est-il un mythe?* Montréal, Fides, 1960, 57 p.
- Lacour-Gayet, R., *Histoire du Canada*, Paris, Fayard, 1966, 605 p.
- Léger, Antoine-J., *Les grandes lignes de l'histoire de la Société l'Assomption*, Québec, Imp. francisc. missionnaire, 1933, 260 p.
- Robidoux, F.-J., ed., *Conventions nationales des Acadiens, Recueil des Travaux et Délibérations des six premières Conventions*, Shédiac, N.-B., Imp. du Moniteur Acadien, 1907, 281 p.
- Rumilly, R., *Histoire des Acadiens*, Montréal, 1955.
- Savoie, A.-J., *Un demi-siècle d'histoire acadienne*, Saint-Justin-Montréal, Imp. Gagné, 1976, 238 p.
-, *Un siècle de revendications scolaires au Nouveau-Brunswick, 1871-1971 — Vol. I, du français au compte-gouttes, 1871-1936*, Saint-Justin-Montréal, Imp. Gagné, 1978, 255 p.
- Thornburn, H., *Politics in New Brunswick*, Toronto, Univ. Press, 1961, 217 p.
- Wade, Mason, *Les Canadiens Français de 1760 à nos jours*, vol. 2 (1911-1963), Cerle du Livre de France, 1963, 584 p.
- Woodward, C. A., *A History of New Brunswick Provincial Election Campaigns and Platforms, 1866-1974*, Micromedia Ltd., 1976, 89 p. + 7 microfiches.

2. Etudes diverses: (Thèses, articles de périodiques, rapport)

- Baudry, R., *Les Acadiens d'aujourd'hui*, Rapport no 4, 2 vol., Rapport de recherche préparé pour la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, juin 1966.
- Lacerte, R., *Etat des recherches sur la presse française en Acadie*, dans *Les Cahiers de la Société Historique Acadienne*, vol. VI no 1, mars 1975, p. 25-42.
- Mailhot, R., *Prise de conscience collective acadienne au Nouveau-Brunswick (1860-1891) et comportement de la majorité francophone*, 486 p. Thèse Ph. D., Montréal, 1973.

3. Documents gouvernementaux

- Recensement du Canada, 1921 et 1931.
 Guide Parlementaire, 1867-1945.

4. Autres

- Canadian Annual Review, 1924-1928*, Canadian Review Co. Ltd., Toronto.
- Inventaire du Moniteur Acadien* par R. Leblanc, Centre d'études acadiennes, Moncton, 1970.
- Inventaire de l'Évangéline* par Sr T. Roy, Centre d'études acadiennes, Moncton, 1977.